



Crest, le 16 septembre 2016

Direction Générale des Services  
Affaire suivie par Corinne MEUVRET  
☎ 04 75 76 61 18  
Nos réf. : DGS/CM/BC – 2016/493

Madame, Monsieur le Conseiller municipal,

Le Conseil municipal est convoqué le :

**Vendredi 23 Septembre 2016 à 20 h 30**

**Salle Max TABARDEL**

(3<sup>ème</sup> étage de la Mairie).

Recevez, Madame, Monsieur le Conseiller municipal, l'expression de mes salutations distinguées.

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest



**ORDRE DU JOUR**

**- Voir liste ci-jointe -**

**NOTE RELATIVE AUX PROCURATIONS**

En cas d'impossibilité, je vous rappelle que vous avez la faculté de donner procuration à un autre membre du Conseil municipal au moyen de la formule au dos. Pour assurer le respect des règles édictées par le Code Général des Collectivités Territoriales\*, il y aura lieu, toutefois, de vous assurer que le Conseiller choisi n'est pas titulaire d'une autre procuration.

*\*Extrait du Code Général des Collectivités Territoriales, article L. 2121.20*

*Un Conseiller municipal empêché d'assister à une séance peut donner à un collègue de son choix pouvoir écrit de voter en son nom. Un même Conseiller Municipal ne peut être porteur que d'un seul mandat. Le mandat est toujours révocable.*

*Sauf en cas de maladie dûment constatée, il ne peut être valable pour plus de trois séances consécutives.*



## POUVOIR

Je soussigné, \_\_\_\_\_ Conseiller municipal, donne pouvoir à M \_\_\_\_\_, de me représenter à la réunion du Conseil municipal de CREST le 23 Septembre 2016, de prendre part à toutes les délibérations, émettre tous votes, signer tous documents et généralement faire le nécessaire.

Le présent pouvoir conserve ses effets pour tout autre jour suivant auquel cette réunion serait reportée pour une cause quelconque.

Fait à CREST le \_\_\_\_\_.

Signature

## CONSEIL MUNICIPAL DU 23 SEPTEMBRE 2016

### ORDRE DU JOUR

- 1 - Installation d'un Conseiller municipal
- 2 - Installation d'un Conseiller communautaire
- 3 - Modifications des commissions municipales
- 4 - Désignation d'un membre au Conseil d'exploitation de la Régie de la Tour
- 5 - Constitution de la commission d'appel d'offres et élections de ses membres
- 6 - Attribution de subventions exceptionnelles
  - à l'association *Société des Amis du Vieux Crest et des Environs*
  - à l'association *Mémoire de la Drôme*
  - à l'association *Crest Twirling*
  - à l'association *Union Sportive Crestoise*
  - à l'association *Archi'jeux*
- 7 - Décision modificative n°2 Budget de la Commune-Exercice 2016
- 8 - Acquisition de parcelles rue Sainte-Euphémie et avenue Henri Grand appartenant à l'association des Frères mineurs capucins-province de France
- 9 - Acquisition de parcelles auprès de PROCIVIS Société Vallée du Rhône
- 10 - Acquisition d'une parcelle avenue Henri Grand appartenant à Drôme Aménagement Habitat
- 11 - Cession d'une parcelle rue Sainte-Euphémie à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans
- 12 - Cession d'une parcelle Chemin du Grand Saint-Jean à Monsieur Raphaël THIRION
- 13 - Aménagement d'un centre d'arts : définition du programme de l'opération et arrêt de l'enveloppe financière
- 14 - Rapports annuels sur le prix et la qualité des services publics de l'eau potable et de l'assainissement collectif - Année 2015
- 15 - Rapports annuels du délégataire du service public de l'eau potable et du service public de l'assainissement collectif - Année 2015
- 16 - Rapport d'activités du SDED – Année 2015
- 17 - Convention de servitudes avec ENEDIS pour l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique quartier Mazorel Nord



## **CONSEIL MUNICIPAL DU 23 SEPTEMBRE 2016**

### **NOTE DE SYNTHÈSE**

#### **1 - INSTALLATION D'UN CONSEILLER MUNICIPAL**

Suite à la démission de Madame Susanne TEN VELDE du Conseil municipal, le 10 août 2016, il convient d'installer un nouveau Conseiller municipal, aux termes de l'article 270 du Code électoral. Le Conseil municipal procède à l'installation de Madame Korotimi BONNEFON-CRAPONNE en son sein.

#### **2 - INSTALLATION D'UN CONSEILLER COMMUNAUTAIRE**

La démission de Madame Susanne TEN VELDE du Conseil municipal, le 10 août 2016, a entraîné sa démission du Conseil communautaire. Il convient d'installer un nouveau conseiller communautaire, aux termes de l'article L273-10 du Code électoral.

Le Conseil municipal prend acte de l'installation de Madame Catherine ANTON pour siéger au Conseil communautaire.

#### **3 - MODIFICATIONS DES COMMISSIONS MUNICIPALES**

Suite à la démission de Madame Susanne TEN VELDE du Conseil municipal, le 10 août 2016, il est demandé au Conseil municipal d'adopter la modification des représentants du groupe de la majorité municipale au sein des commissions municipales.

#### **4 - DESIGNATION D'UN MEMBRE AU CONSEIL D'EXPLOITATION DE LA REGIE DE LA TOUR**

La démission de Madame Susanne TEN VELDE du Conseil municipal entraîne sa démission au Conseil d'exploitation de la Régie de la Tour de Crest en sa qualité de membre élu, il convient de procéder à une nouvelle élection pour compléter cette instance.

#### **5 - CONSTITUTION DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES ET ELECTION DE SES MEMBRES**

La réforme des marchés publics est entrée en application le 1<sup>er</sup> avril 2016, à compter de cette date et conformément aux dispositions des articles L. 1414-1 et L. 1414-2 du Code général des collectivités territoriales doit être mise en place une commission d'appel d'offres "nouveau modèle".

Elle sera constituée, du Maire ou de son représentant, de 5 membres titulaires et de 5 membres suppléants. Les sièges seront répartis à la représentation proportionnelle selon la règle du plus fort reste.

Le Conseil municipal doit donc désigner une commission d'appel d'offres "nouveau modèle".

## **6 - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS EXCEPTIONNELLES**

Afin de soutenir les initiatives qui concourent à l'animation économique, sociale, culturelle, sportive ou touristique de la commune, il est proposé d'accorder :

- une subvention de 300 € à l'association Société des Amis du Vieux Crest et des Environs pour l'aider à organiser une représentation théâtrale des œuvres de Louissette MURE.
- une subvention de 200 € à l'association Mémoire de la Drôme pour conforter son action.
- une subvention de 150 € à l'association Crest Twirling pour l'aider à financer le déplacement d'une athlète au championnat de France.
- une subvention de 200 € à l'association Union Sportive Crestoise pour l'aider à financer une formation aux gestes de premier secours.
- une subvention de 1000 € à l'association Archi'jeux pour sa participation à la Fête du jeu.

## **7 - DECISION MODIFICATIVE N°2 BUDGET DE LA COMMUNE-EXERCICE 2016**

Il convient de procéder à des ajustements comptables.

Concernant la section de fonctionnement par :

- En dépenses : un réajustement de crédit sur le chapitre 011 « charges à caractère général » pour tenir compte de frais supplémentaires pour l'entretien des bâtiments, dont le nettoyage de tags suite à vandalisme, un virement complémentaire à la section d'investissement, chapitre 023
- En recettes : sur le chapitre 74 « dotations et participations » un complément de recette relatif à la subvention de la Région pour l'Agenda 21

Concernant la section d'investissement par :

- En dépenses : un crédit ouvert au chapitre 10 « dotations, fonds divers et réserves » pour le remboursement d'une taxe d'urbanisme suite à l'annulation d'un permis de construire
- En recettes : le virement de la section de fonctionnement, chapitre 021

## **8 - ACQUISITION DE PARCELLES RUE SAINTE-EUPHEMIE ET AVENUE HENRI GRAND APPARTENANT A L'ASSOCIATION DES FRERES MINEURS CAPUCINS-PROVINCE DE FRANCE**

L'association des Frères mineurs capucins-province de France est propriétaire de la parcelle AB n°277, d'une superficie de 363 m<sup>2</sup>, faisant partie de la rue Sainte-Euphémie, ainsi que de la parcelle AH n°271, d'une superficie de 95 m<sup>2</sup>, sur laquelle est implantée un calvaire.

Le Conseil municipal est invité à donner son accord à ces acquisitions de parcelles au prix de l'euro symbolique.

## **9 - ACQUISITION DE PARCELLES AUPRÈS DE PROCIVIS SOCIÉTÉ VALLÉE DU RHÔNE**

La société PROCIVIS société Vallée du Rhône-alpes détentrice initialement du capital de deux sociétés dissoutes (SCI Les Amandiers II et GIE Lotidrome) souhaite rétrocéder à la commune la parcelle cadastrée section AL n°120, située Chemin Saint-Vincent et les parcelles cadastrées section AO n°258 et n°259, situées rue des Porterons.

Le Conseil municipal est invité à donner son accord à l'acquisition de ces parcelles au prix de l'euro symbolique.

#### **10 - ACQUISITION D'UNE PARCELLE AVENUE HENRI GRAND APPARTENANT À DRÔME AMÉNAGEMENT HABITAT (LAMARTINE)**

Dans le cadre de la création des trottoirs et des places de stationnement devant la résidence "Lamartine" de Drôme Aménagement Habitat, la commune souhaite acquérir la parcelle cadastrée section AH n°420, d'une superficie de 312 m<sup>2</sup>, située avenue Henri Grand.

Le Conseil municipal est invité à donner son accord à l'acquisition de cette parcelle au prix de l'euro symbolique.

#### **11 - CESSION D'UNE PARCELLE RUE SAINTE-EUPHEMIE À LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU CRESTOIS ET DU PAYS DE SAILLANS**

La commune a été saisie d'une demande d'acquisition de la parcelle cadastrée section AB n°301, de 699 m<sup>2</sup>, située rue Sainte-Euphémie, sur lequel est implanté le centre aéré, au profit de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans.

Le Conseil municipal est invité à donner son accord à cette cession à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans au prix de 60 000 euros H.T.

#### **12 - CESSION D'UNE PARCELLE CHEMIN DU GRAND SAINT JEAN À MONSIEUR RAPHAËL THIRION**

Monsieur Raphaël THIRION a sollicité la commune en avril 2016 afin d'acquérir un terrain pour s'implanter sur la commune de Crest, dans la perspective de développer sa société "Bois d'Harmonie" de fabrication d'accessoires haut de gamme pour les instruments du quatuor.

Le Conseil municipal est invité à donner son accord à la cession à Monsieur Raphaël THIRION, ou à toute société qui s'y substituerait, d'une parcelle située Chemin du Grand Saint Jean, d'une superficie de 1 700 m<sup>2</sup>, au prix de 45 900 € H.T., soit 27€/m<sup>2</sup>.

#### **13 - AMÉNAGEMENT D'UN CENTRE D'ARTS : DEFINITION DU PROGRAMME DE L'OPERATION ET ARRET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE**

L'ancienne caserne des pompiers désaffectée a fait l'objet d'une réflexion pour l'aménagement d'un centre d'arts.

La commune, conformément à l'article 2 de la loi MOP, doit notamment définir le programme, arrêter l'enveloppe financière prévisionnelle et définir le processus selon lequel l'ouvrage sera réalisé.

Le Conseil municipal doit valider le programme de l'opération ainsi que l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération, estimée sur la base du programme à 237 500€ H.T.

Etant donné le montant et la nature de l'opération, il est proposé de retenir une équipe de maîtrise d'œuvre à l'issue d'une procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.



#### **14 - RAPPORTS SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DES SERVICES PUBLICS DE L'EAU ET DE L'ASSAINISSEMENT, ANNÉE 2015**

Conformément à l'article L. 2224-5 du CGCT, le rapport sur le prix et la qualité des services est un document produit tous les ans par chaque service d'eau et d'assainissement pour rendre compte aux usagers du prix, de la qualité et du service rendu pour l'année écoulée.

Ces rapports deviennent publics dès lors qu'ils ont été présentés à l'assemblée délibérante.

#### **15 - RAPPORTS ANNUELS DU DÉLÉGATAIRE DU SERVICE PUBLIC DE L'EAU POTABLE ET DU SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF, ANNÉE 2015**

En application du décret du 14 mars 2005, les délégataires de service public doivent **présenter** un rapport annuel qui répond à un certain formalisme. Il doit contenir des documents facilitant la compréhension des comptes de résultat de l'exploitation, du compte rendu technique et de l'analyse de la qualité du service, ce qui garantit une information plus complète et renforce le dialogue contractuel engagé entre le délégataire et la collectivité.

Ainsi, les rapports établis par le délégataire, Suez Environnement, pour le service public de l'eau potable et de l'assainissement collectif font l'objet d'une présentation.

Depuis le 12 mars 2015, Lyonnaise des Eaux et toutes les entreprises qui composent le groupe font partie de SUEZ Environnement.

*Ces rapports sont consultables à la Direction Générale des Services.*

#### **16 - RAPPORT D'ACTIVITÉS DU SDED – ANNÉE 2015**

La publication du rapport d'activités 2015 du Syndicat départemental d'Energies permet d'appréhender la politique menée en matière d'aménagement et de développement des réseaux d'énergies, avec notamment la production d'énergies renouvelables à grande échelle.

En application de l'article L.5211-39 du CGCT, il doit faire l'objet d'une communication en séance publique du Conseil municipal.

*Ce rapport est consultable à la Direction Générale des Services.*

#### **17 - CONVENTION DE SERVITUDES AVEC ENEDIS POUR L'AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE DESSERTE ET D'ALIMENTATION DU RÉSEAU ÉLECTRIQUE QUARTIER MAZOREL NORD**

Dans le cadre de travaux d'amélioration et de modernisation du réseau de distribution publique d'électricité, quartier Mazorel-Nord, ENEDIS va procéder à l'installation d'une canalisation souterraine sur une propriété communale. La présence de cette conduite nécessite l'établissement d'une convention de servitudes afin de formaliser les conditions de réalisation de ces travaux.



<b>INSTALLATION D'UN CONSEILLER MUNICIPAL</b>
---

Le rapporteur indique à l'assemblée que suite à la démission de Madame Susanne TEN VELDE de son mandat de Conseillère municipale, le 10 août 2016, il convient en application de l'article L.270 du Code électoral d'installer, Madame Korotimi BONNEFON-CRAPONNE, candidate issue de la même liste et suivant le dernier élu, en qualité de Conseillère municipale.

Le Conseil municipal procède à l'installation de Madame Korotimi BONNEFON-CRAPONNE comme Conseillère municipale de la Ville de Crest.

Le Conseil municipal,

Vu l'article L.270 du Code électoral ;

Vu l'élection du 23 mars 2014 ;

Vu la démission de Madame Susanne TEN VELDE du Conseil municipal le 10 août 2016 ;

Considérant que Madame Susanne TEN VELDE était Conseillère municipale ;

Considérant qu'il convient de pourvoir à son remplacement au sein de l'assemblée délibérante ;

PREND acte de la démission de Madame Susanne TEN VELDE.

INSTALLE Madame Korotimi BONNEFON-CRAPONNE comme Conseillère municipale de la Ville de Crest.

AUTORISE Monsieur le Maire ou un adjoint le représentant à signer tout document relatif à ce dossier.

Fait par les Conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest



<p><b>COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CRESTOIS ET DU PAYS DE SAILLANS</b> <b>INSTALLATION D'UN CONSEILLER COMMUNAUTAIRE</b></p>
---

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que Madame Susanne TEN VELDE a démissionné de son mandat de Conseillère municipale, le 10 août 2016, ce qui a entraîné automatiquement sa démission du Conseil communautaire aux termes de l'article L. 273-5 I du Code électoral.  
Il convient donc d'attribuer le siège vacant.

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code électoral et notamment les articles L. 273-5 et L. 273-10,

Vu la délibération du 2 octobre 2014,

Considérant que la majorité de la municipalité de la Ville de Crest dispose de 16 sièges à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans,

Considérant que Madame Susanne TEN VELDE a été élue Conseillère communautaire lors de l'élection de Conseillers communautaires supplémentaires le 2 octobre 2014,

Considérant la démission de Madame Susanne TEN VELDE, du Conseil municipal entraînant de ce fait sa démission du Conseil communautaire,

Considérant qu'il convient de pourvoir à son remplacement,

Considérant que Madame Catherine ANTON est le candidat de même sexe élu Conseiller municipal suivant sur la liste des candidats aux sièges de Conseiller communautaire sur laquelle le Conseiller à remplacer a été élu.

PREND acte de l'installation de Madame Catherine ANTON au sein du Conseil de la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans en remplacement de Madame Susanne TEN VELDE.

Fait par les Conseillers municipaux soussignés.  
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest



<b>MODIFICATIONS DE LA COMPOSITION DES COMMISSIONS MUNICIPALES ET DE LA COMMISSION D'ATTRIBUTION DE LA BOURSE AU PERMIS DE CONDUIRE</b>
---

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que Madame Susanne TEN VELDE a démissionné du Conseil municipal le 10 août 2016, laissant vacantes les places qu'elle occupait au sein des commissions municipales.

Il est donc proposé à l'assemblée de modifier la représentation du groupe de la majorité municipale au sein de ses commissions municipales.

Le Conseil municipal,

Vu l'article L. 2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales fixant les conditions de création des commissions municipales ;

Vu la délibération du 11 avril 2014 portant constitution des commissions municipales ;

Vu la délibération du 14 avril 2016 portant modification des commissions municipales ;

Vu la démission de Madame Susanne TEN VELDE du Conseil municipal, en date du 10 août 2016 ;

Considérant que Madame Susanne TEN VELDE siégeait ou était suppléante dans plusieurs de ces commissions ;

Considérant qu'il convient de pourvoir à son remplacement au sein de ces commissions ;

Considérant qu'il convient de respecter le principe de la représentation proportionnelle au sein de ces commissions ;

Sur proposition de M. le Maire,

Après en avoir délibéré,

DECIDE de modifier la représentation dans les commissions municipales énumérées ci-dessous,

FIXE le nombre de membres de chaque commission,

DESIGNE un membre suppléant de la majorité municipale et des minorités pour chaque commission,

PROCEDE à la désignation des membres des commissions municipales

**Commission « Affaires sociales, santé, personnes âgées, insertion » - membres**

*Titulaires*

- Anne-Marie CHIROUZE  
- Yvan LOMBARD  
- Catherine ANTON  
- Samuel ARNAUD  
- Michèle LENNON

- Jean-Marc MATTRAS  
- Danielle LOMBARD  
- Loïc REYMOND

*Suppléants*

- Jean-Pierre POINT  
  
- Alain BÂTIE  
- François BOUIS



**Commission « Budget » - membres**

*Titulaires*

- Anne-Laure BOUTEILLE
- Audrey CORNEILLE
- Gisèle CELLIER
- Loïc GUICHARD
- François BOUIS

- Jean-Pierre POINT
- Béatrice REY
- Yvan LOMBARD

*Suppléants*

- Serge INCHELIN
- Samuel ARNAUD
- Michèle LENNON

**Commission « Economie et Emploi, Commerce, Tourisme » - membres**

*Titulaires*

- Audrey CORNEILLE
- Gilles BON
- Caryl FRAUD
- Hélène BERTAU
- François BOUIS

- Jean-Pierre POINT
- Béatrice REY
- Danielle BORDERES

*Suppléants*

- Sylvain COLARDELLE
- Samuel ARNAUD
- Michèle LENNON

**Commission « Education, Jeunesse et Culture » - membres**

*Titulaires*

- Jean-Marc MATTRAS
- Nhàn NGUYEN HUU
- Valérie ROCHE
- Hélène BERTAU
- Michèle LENNON

- Caryl FRAUD
- Danielle BORDERES
- Romain GIRAUD

*Suppléants*

- Korotimi BONNEFON CRAPONNE
- Samuel ARNAUD
- François BOUIS

**Commission « Environnement, Développement durable et Agriculture » - membres**

*Titulaires*

- Romain GIRAUD
- Jean-Marc MATTRAS
- Danielle LOMBARD
- Alain BÂTIE

- Céline GEORGEON
- Yvan LOMBARD
- Laurent BOEHM

*Suppléants*

- Anne-Marie CHIROUZE
- Hélène BERTAU

**Commission « Urbanisme et Habitat » - membres**

*Titulaires*

- Jean-Pierre POINT
- Béatrice REY
- Danielle BORDERES
- Alain BÂTIE

- Audrey CORNEILLE
- Céline GEORGEON
- Loïc REYMOND

*Suppléants*

- Serge INCHELIN
- Hélène BERTAU





- François BOUIS

- Michèle LENNON

**Commission « Vie associative et Sport » - membres**

*Titulaires*

- Caryl FRAUD  
- Jean-Marc MATTRAS  
- Yvan LOMBARD  
- Samuel ARNAUD  
- Michèle LENNON

- Jean-Pierre POINT  
- Gisèle CELLIER  
- Loïc REYMOND

*Suppléants*

- Nhàn NGUYEN HUU  
  
- Alain BÂTIE  
- François BOUIS

**Commission « Vie des quartiers, Sécurité » - membres**

*Titulaires*

- Béatrice REY  
- Laurent BOEHM  
- Catherine ANTON  
- Jean-Pierre POINT  
- Loïc GUICHARD

- Yvan LOMBARD  
- Serge INCHELIN  
- Korotimi BONNEFON CRAPONNE

*Suppléants*

- Jean-Marc MATTRAS  
  
  
- Alain BÂTIE

PRECISE que les adjoints et conseillers délégués sont membres de droit de chaque commission qui relève de leur compétence.

INDIQUE que ces commissions seront convoquées par le maire, qui en est le président de droit ou par leur vice-président qui pourra les convoquer et les présider si le maire est absent ou empêché.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.  
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest



<p style="text-align: center;"><b>REGIE DE LA TOUR DE CREST :</b> <b>DESIGNATION DES MEMBRES DU CONSEIL D'EXPLOITATION</b></p>
--

Le rapporteur annonce à l'assemblée que la démission de Madame Susanne TEN VELDE du Conseil municipal entraîne sa démission au Conseil d'exploitation de la Régie de la Tour de Crest en sa qualité de membre élu.

Le Conseil municipal doit élire un membre du Conseil municipal au Conseil d'exploitation de la Régie de la Tour de Crest pour compléter cette instance.

Le Conseil municipal,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu les statuts de la Régie de la Tour de Crest,

Considérant que le Conseil d'exploitation est composé de vingt-et-un membres désignés par le Conseil municipal sur proposition du Maire,

Considérant que onze membres doivent être issus du Conseil municipal, les dix autres membres étant choisis parmi les personnes ayant acquis, de part leur expérience des affaires, de l'administration, de la vie associative ou de leur profession, une compétence particulière leur permettant d'émettre des avis utiles relatifs à l'accomplissement de la mission confiée à la Régie de la Tour de Crest,

Considérant la démission de Madame Susanne TEN VELDE, membre du Conseil d'exploitation au titre des membres élus,

Considérant qu'il convient de pourvoir à son remplacement,

Après en avoir délibéré,

DESIGNE XXXX membre du Conseil d'exploitation de la Régie de la Tour de Crest au titre des membres élus.

Fait et délibéré par les Conseillers municipaux soussignés.  
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest



<p style="text-align: center;"><b>CONSTITUTION DE LA COMMISSION D'APPEL D'OFFRES ET ELECTION DE SES MEMBRES</b></p>
---

Le rapporteur informe l'assemblée que la réforme des marchés publics entamée avec la promulgation de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics est entrée en application le 1<sup>er</sup> avril 2016.

A compter de cette date et conformément aux dispositions des articles L. 1414-1 et L. 1414-2 du Code général des collectivités territoriales doit être mise en place une commission d'appel d'offres "nouveau modèle" dont la composition, l'élection et le fonctionnement sont ceux de la commission prévue à l'article L. 1411-5 II du Code général des collectivités territoriales.

Le Conseil municipal doit donc désigner une commission d'appel d'offres "nouveau modèle".

Le Conseil municipal,

Vu l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2121-21, L. 1411-5 II, L. 1414-1, L. 1414-2, D.1411-3, D.1411-4, D. 1411-5 ;

Vu la délibération du 11 avril 2014 par laquelle le Conseil municipal a procédé à la création de la commission d'appel d'offres,

Vu l'arrêté du 18 avril 2014 de délégation consentie à Monsieur Jean-Pierre POINT, en qualité de 1<sup>er</sup> adjoint pour assurer les fonctions de président de la Commission d'appel d'offres et de prendre tous les actes nécessaires à l'exercice de cette fonction, pour la durée du mandat.

Vu le règlement du Conseil municipal de juin 2014,

Considérant que la Commission d'appel d'offres est composée du Maire, autorité habilitée à signer les marchés publics concernés, ou son représentant, président de la commission et cinq membres du Conseil municipal élus en son sein à la représentation proportionnelle au plus fort reste,

Considérant qu'il doit être procédé, selon les mêmes modalités, à la désignation ou à l'élection de suppléants en nombre égal à celui des membres titulaires,

Considérant que l'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel,

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Après en avoir délibéré,

RETIRE la délibération en date du 11 avril 2014 relative à la constitution de la commission d'appel d'offres et à l'élection de ses membres,

DECIDE la création de la commission d'appel d'offres "nouveau modèle"

PROCEDE à l'élection à la représentation proportionnelle au plus fort reste, de cinq membres





titulaires et de cinq membres suppléants, étant précisé que la présidence de la commission est assurée par le Maire, autorité habilitée à signer les marchés publics concernés, ou son représentant :

Membres titulaires :

-  
-  
-  
-  
-

Membres suppléants :

-  
-  
-  
-  
-

MODIFIE l'article V.2 Commission d'appels d'offres de la façon suivante :

*La Commission d'appels d'offres est constituée par le Maire, Président ou son représentant, et par cinq membres du Conseil municipal élus par le Conseil à la représentation proportionnelle au plus fort reste.*

*Le fonctionnement de la commission d'appels d'offres est régi par les dispositions de l'article L.1411-5 et L.1414-2 du Code général des collectivités territoriales.*

DIT que les suppléants des membres titulaires de la majorité municipale seront choisis en fonction de leur rang d'inscription,

DIT que le suppléant du membre titulaire de la minorité municipale sera déterminé en fonction de son rang d'inscription,

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest



<p style="text-align: center;"><b>ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION SOCIETE DES AMIS DU VIEUX CREST ET DES ENVIRONS</b></p>
---

Le rapporteur informe l'assemblée que l'association Société des Amis du Vieux Crest et des Environs souhaite mettre en scène les écrits de Louissette MURE, écrivaine crestoise.

Le projet consiste à extraire de ses poèmes une pièce de théâtre qui sera présentée au public de Crest, les 10 et 11 décembre.

Son adaptation (jeu, costume, décor, lumière) sera confiée à Hélène VAN DEN STICHELE, metteur en scène professionnel qui s'entourera de comédiens professionnels.

Le coût du projet se chiffre à 2 800 euros pour deux représentations.

L'association Société des Amis du Vieux Crest et des Environs sollicite donc la Ville de Crest pour l'obtention d'une subvention exceptionnelle pour l'aider à réaliser ce projet théâtral.

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.1611,4,

Vu la délibération du 11 Décembre 2015 approuvant le budget primitif 2016,

Vu la demande de subvention de l'association Société des Amis du Vieux Crest et des Environs afin de leur permettre d'organiser une représentation théâtrale des œuvres de Louissette MURE.

Considérant l'intérêt qu'il y a à valoriser les actions qui concourent à l'animation et au développement économique, social, culturel, sportif, éducatif et touristique de la commune,

Vu l'avis de la commission « Budget » en date du 20 septembre 2016,

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'accorder une subvention exceptionnelle à l'association Société des Amis du Vieux Crest et des Environs d'un montant de 300 euros.

AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du budget de la ville.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député- Maire de Crest



<p style="text-align: center;"><b>ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION MEMOIRE DE LA DRÔME</b></p>
---

Le rapporteur informe l'assemblée que l'association Mémoire de la Drôme traverse actuellement un moment très difficile pour la pérennité de son activité.

Cette situation conjoncturelle amène l'association à demander aux collectivités drômoises, une aide exceptionnelle à la hauteur de leurs moyens, afin de leur permettre de passer ce cap difficile.

L'association Mémoire de la Drôme sollicite donc la Ville de Crest pour l'obtention d'une subvention exceptionnelle, pour l'aider à conforter son action.

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.1611,4,

Vu la délibération du 11 Décembre 2015 approuvant le budget primitif 2016,

Vu la demande de subvention de l'association Mémoire de la Drôme afin de les aider à conforter son action,

Considérant l'intérêt qu'il y a à valoriser les actions qui concourent à l'animation et au développement économique, social, culturel, sportif, éducatif et touristique de la commune,

Vu l'avis de la commission « Budget » en date du 20 septembre 2016,

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'accorder une subvention exceptionnelle à l'association Mémoire de la Drôme d'un montant de 200 euros.

AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du budget de la ville.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député- Maire de Crest



<p style="text-align: center;"><b>ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION CREST TWIRLING</b></p>
--

Le rapporteur informe l'assemblée que l'association Crest Twirling a participé à la finale du Championnat de France Nationale 1 qui a eu lieu les 4 et 5 juin 2016 à Saint Brieuc en Bretagne, avec une soliste représentant le club ainsi que la ville de Crest. Cette jeune athlète a remporté la médaille d'or dans sa catégorie.

L'association Crest twirling sollicite donc la Ville de Crest pour l'obtention d'une subvention exceptionnelle pour le financement d'une partie de ce déplacement.

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.1611,4,

Vu la délibération du 11 Décembre 2015 approuvant le budget primitif 2016,

Vu la demande de subvention de l'association Crest twirling afin de financer une partie de ce déplacement,

Considérant l'intérêt qu'il y a à valoriser les actions qui concourent à l'animation et au développement économique, social, culturel, sportif, éducatif et touristique de la commune,

Vu l'avis de la commission « Budget » en date du 20 septembre 2016,

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'accorder une subvention exceptionnelle à l'association Crest Twirling d'un montant de 150 euros.

AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du budget de la ville.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.  
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député- Maire de Crest





<p style="text-align: center;"><b>ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION UNION SPORTIVE CRESTOISE</b></p>
--

Le rapporteur informe l'assemblée que l'association Union Sportive Crestoise a organisé, le 27 février 2016, une formation aux gestes de premier secours en partenariat avec l'Union Départementale des Sapeurs Pompiers de la Drôme pour 11 participants.

L'association Union Sportive Crestoise sollicite donc la Ville de Crest pour l'obtention d'une subvention exceptionnelle pour l'aider à financer cette formation aux gestes de premier secours.

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.1611,4,

Vu la délibération du 11 Décembre 2015 approuvant le budget primitif 2016,

Vu la demande de subvention de l'association Union Sportive Crestoise afin de **financer** une formation aux gestes de premier secours.

Considérant l'intérêt qu'il y a à valoriser les actions qui concourent à l'animation et au développement économique, social, culturel, sportif, éducatif et touristique de la commune,

Vu l'avis de la commission « Budget » en date du 20 septembre 2016,

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'accorder une subvention exceptionnelle à l'association Union Sportive Crestoise d'un montant de 200 euros.

AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du budget de la ville.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député- Maire de Crest



<p style="text-align: center;"><b>ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION EXCEPTIONNELLE A L'ASSOCIATION ARCHI'JEUX</b></p>
--

Le rapporteur rappelle à l'assemblée que, par une convention avec la Ville et le CCAS, l'association Archi'jeux s'engage à apporter son concours à l'organisation de la Fête du jeu, conjointement avec Crest'actif, à mettre à disposition le personnel et le matériel nécessaires et à mobiliser des bénévoles pour le jour de la manifestation.

En contrepartie la Ville de Crest s'engage à l'aider financièrement pour cette participation.

L'association Archi'jeux sollicite donc la Ville de Crest pour sa participation à la Fête du jeu.

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.1611-4,

Vu la délibération du 11 Décembre 2015 approuvant le budget primitif 2016,

Vu la demande de subvention de l'association Archi'jeux afin de financer sa participation à la Fête du jeu,

Vu la convention du 30 octobre 2015 entre la Ville de Crest, le CCAS et Archi'jeux,

Considérant l'intérêt qu'il y a à valoriser les actions qui concourent à l'animation et au développement économique, social, culturel, sportif, éducatif et touristique de la commune,

Vu l'avis de la commission « Budget » en date du 20 septembre 2016,

Après en avoir délibéré,

DECIDE d'accorder une subvention exceptionnelle à l'association Archi'jeux d'un montant de 1 000 euros.

AUTORISE M. le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tous les documents relatifs à ce dossier.

Les crédits nécessaires sont inscrits à l'article 6574 du budget de la ville.

Fait et délibéré par les conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député- Maire de Crest



<p style="text-align: center;"><b>BUDGET DE LA COMMUNE</b> <b>DECISION MODIFICATIVE n° 2 – EXERCICE 2016</b></p>
--

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 2311.1, L 2312.1 et L 2312.2,

Vu la délibération du 11 décembre 2015 approuvant le budget primitif de la ville de Crest pour l'exercice 2016,

Vu la délibération du 22 février 2016 approuvant la décision modificative n° 1 de la ville pour l'exercice 2016

Vu la délibération du 30 juin 2016 approuvant le budget supplémentaire de la ville pour l'exercice 2016

Considérant la nécessité de procéder aux modifications de crédits telles que figurant dans le tableau ci-après pour prendre en compte de nouvelles inscriptions budgétaires, dont les principales sont :

- Pour la section de fonctionnement :

- En dépenses : un réajustement de crédit sur le chapitre 011 « charges à caractère général » pour tenir compte de frais supplémentaires pour l'entretien des bâtiments, dont le nettoyage de tags suite à vandalisme, un virement complémentaire à la section d'investissement, chapitre 023
- En recettes : sur le chapitre 74 « dotations et participations » un complément de recette relatif à la subvention de la Région pour l'Agenda 21

- Pour la section d'investissement :

- En dépenses : un crédit ouvert au chapitre 10 « dotations, fonds divers et réserves » pour le remboursement d'une taxe d'urbanisme suite à l'annulation d'un permis de construire
- En recettes : le virement de la section de fonctionnement, chapitre 021

Le Conseil Municipal,

Vu l'avis de la commission « Budget » en date du 20 septembre 2016,

Après en avoir délibéré,

ADOpte la décision modificative n° 2 telle que figurant dans le tableau ci-joint et relative au budget de la **commune**.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député Maire de CREST



Ville de CREST -- BUDGET COMMUNE

# Décision Modificative n° 2 – 2016

Document budgétaire n° 4 de l'exercice 2016

## SECTION DE FONCTIONNEMENT

DEPENSES		Propositions complémentaires
<b>011</b>	<b>Charges à caractère général</b>	<b>8 800,00</b>
615221	Entretien et réparations sur biens immobiliers : bâtiments publics	5 300,00
6261	Frais d'affranchissement	3 500,00
<b>65</b>	<b>Autres charges de gestion courante</b>	<b>400,00</b>
6554	Contributions aux organismes de regroupement	-20 400,00
65548	Autres contributions	20 800,00
<b>023</b>	<b>Virement à la section d'investissement</b>	<b>6 700,00</b>
023	Virement à la section d'investissement	6 700,00
<b>TOTAL DEPENSES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>15 900,00</b>

RECETTES		Propositions complémentaires
<b>74</b>	<b>Dotations et participations</b>	<b>11 000,00</b>
7472	Participation : Région	11 000,00
<b>77</b>	<b>Produits exceptionnels</b>	<b>4 900,00</b>
7718	Autres produits exceptionnels sur opérations de gestion	4 900,00
<b>TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT</b>		<b>15 900,00</b>





## SECTION D'INVESTISSEMENT

DEPENSES		Propositions complémentaires
001	Solde d'exécution de la sect. d'inves. reporté	-0,02
001	Solde d'exécution de la sect. d'inves. reporté	-0,02
10	Dotations, fonds divers et réserves	6 700,00
10226	Taxe d'aménagement	6 700,00
TOTAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT		6 699,98

RECETTES		Propositions complémentaires
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	-0,02
001	Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	-0,02
021	Virement de la section de fonctionnement	6 700,00
021	Virement de la section de fonctionnement	6 700,00
TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT		6 699,98



**ACQUISITION DE PARCELLES DE TERRAIN  
RUE SAINTE EUPHEMIE ET AVENUE HENRI GRAND APPARTENANT A  
L'ASSOCIATION DES FRERES MINEURS CAPUCINS-PROVINCE DE FRANCE**

Le rapporteur informe l'assemblée que l'association des Frères mineurs capucins-province de France est propriétaire de la parcelle cadastrée section AB n°277, d'une superficie de 363 m², située rue Sainte Euphémie. et de la parcelle cadastrée section AH n°271, d'une superficie de 95 m², située rue avenue Henri Grand.

La parcelle cadastrée section AB n°277 fait partie de la rue Sainte-Euphémie et est entretenue par la ville.

Aussi, il convient de régulariser cette situation et d'acquérir cette parcelle auprès de l'association des Frères mineurs capucins-province de France au prix de l'euro symbolique.

La délibération du 19 septembre 2013 qui fixait les conditions d'acquisition de cette parcelle entre la commune et l'association immobilière de la rue Boissonnade, est devenue obsolète depuis le changement d'appellation de l'association le 19 mars 2016, devenant l'association des Frères mineurs capucins-province de France.

Pour ce qui est de la parcelle cadastrée section AH n°271, l'objectif est d'acquérir cette parcelle en vue de la conservation patrimoniale du calvaire.

Il est demandé au Conseil municipal de donner un avis favorable à ces acquisitions.

Le Conseil municipal,

Vu la délibération du 19 septembre 2013,

Vu l'avis de la commission « Budget » en date du 20 septembre 2016,

Après en avoir délibéré,

RETIRE la délibération du 19 septembre 2013,

DONNE son accord à l'acquisition des parcelles cadastrées section AB n°277 et AH n°271 appartenant à l'association des Frères mineurs capucins-province de France, ou à toute autre personne qui s'y substituerait au prix de l'euro symbolique.

AUTORISE Monsieur le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tout acte, convention ou pièce relatif à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.  
Ont signé au registre les membres présents.

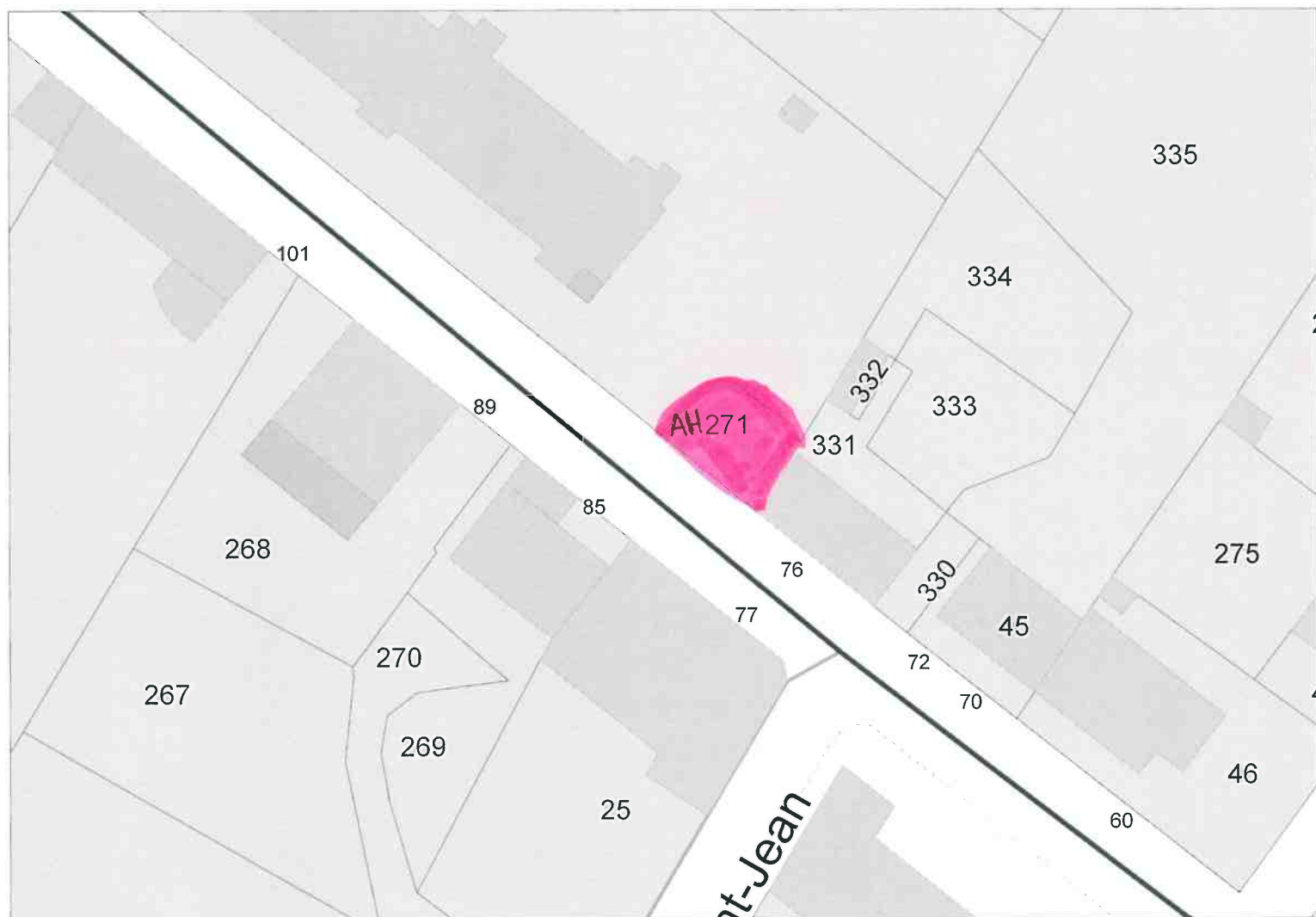
A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest













<p style="text-align: center;"><b>ACQUISITION DE PARCELLE DE TERRAIN AUPRES DE LA SOCIETE PROCIVIS VALLE DU RHÔNE</b></p>
---

Le rapporteur informe l'assemblée que la SCI Les Amandiers II était propriétaire de la parcelle cadastrée section AL n°120, d'une superficie de 325 m<sup>2</sup>, située chemin Saint-Vincent.

Le GIE Lotidrome était quant à lui propriétaire des parcelles cadastrées section AO n°258 et n°259, située rue des Porterons d'une superficie respective de 20 m<sup>2</sup> et 33 m<sup>2</sup>. Ces deux sociétés ayant été dissoutes, la société PROCIVIS Vallée du Rhône détentrice initialement du capital desdites sociétés est autorisée à signer l'acte de rétrocession de ces parcelles à la commune.

Ces bandes de terrains font partie de la rue des Porterons (AO 258 et 259) et Chemin Saint-Vincent (AL120) et sont entretenues par la ville.

Aussi, il convient de régulariser cette situation et d'acquérir ces parcelles cadastrées section AL n°120 et AO n°258 et n°259 auprès de PROCIVIS Vallée du Rhône au prix de l'euro symbolique.

Il est demandé au Conseil municipal de donner un avis favorable à ces acquisitions.

Le Conseil municipal,

Vu l'avis de la commission « Budget » en date du 20 septembre 2016,

Après en avoir délibéré,

DONNE son accord à l'acquisition des parcelles cadastrées section AL n°120 et AO n°258 et n°259 auprès de PROCIVIS Vallée du Rhône, ou à toute autre personne qui s'y substituerait au prix de l'euro symbolique.

AUTORISE Monsieur le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tout acte, convention ou pièce relatif à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

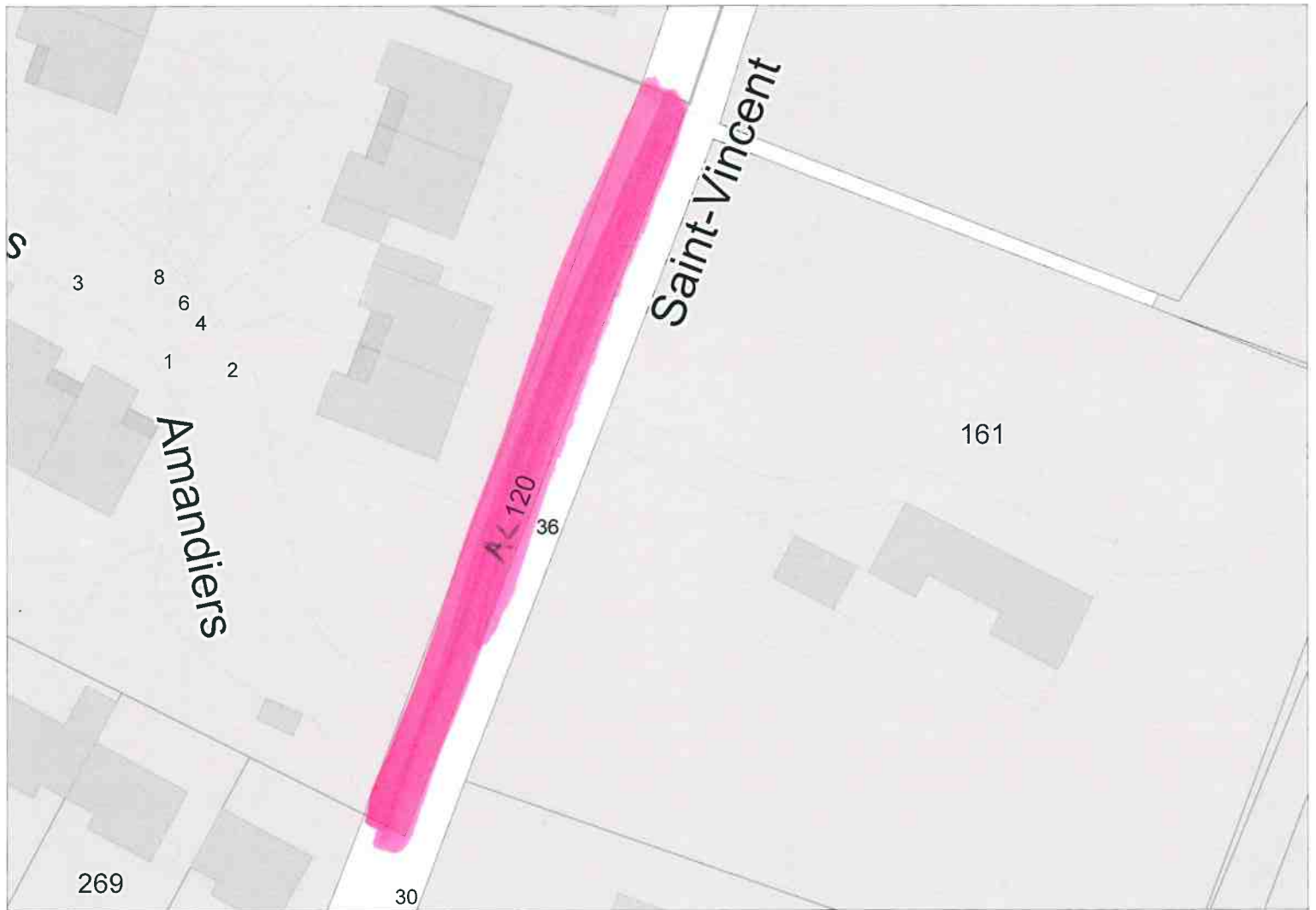
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON

Député-Maire de Crest











<p align="center"><b>ACQUISITION D'UNE PARCELLE DE TERRAIN AVENUE HENRI GRAND APPARTENANT A DROME AMENAGEMENT HABITAT</b></p>
---

Le rapporteur informe l'assemblée que Drôme Aménagement Habitat est propriétaire de la parcelle cadastrée section AH n°420, détachée de la parcelle cadastrée section AH n°395, située avenue Henri Grand, d'une superficie de 312 m<sup>2</sup>.

Dans le cadre de la création des trottoirs et de places de stationnement devant la résidence "Lamartine" de Drôme Aménagement Habitat, la commune souhaite acquérir cette parcelle cadastrée section AH n°420.

Compte tenu de l'intérêt de ce projet, il est proposé d'acquérir la parcelle cadastrée section AH n°420 au prix de l'euro symbolique, appartenant à Drôme Aménagement Habitat.

Il est demandé au Conseil municipal de donner un avis favorable à cette acquisition

Le Conseil municipal,

Vu la modification du parcellaire cadastral,

Vu le plan de division,

Vu la délibération du Conseil d'administration de Drôme Aménagement Habitat du 13 mai 2016 autorisant la cession de la parcelle cadastrée section AH n°420,

Vu l'avis de la commission « Budget » en date du 20 septembre 2016,

Après en avoir délibéré,

AUTORISE l'acquisition de la parcelle cadastrée section AH n°420 située avenue Henri Grand et appartenant à Drôme Aménagement Habitat ou à tout autre personne qui s'y substituerait au prix de l'euro symbolique.

AUTORISE Monsieur le Maire ou l'Adjoint le représentant à signer tout acte relatif à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

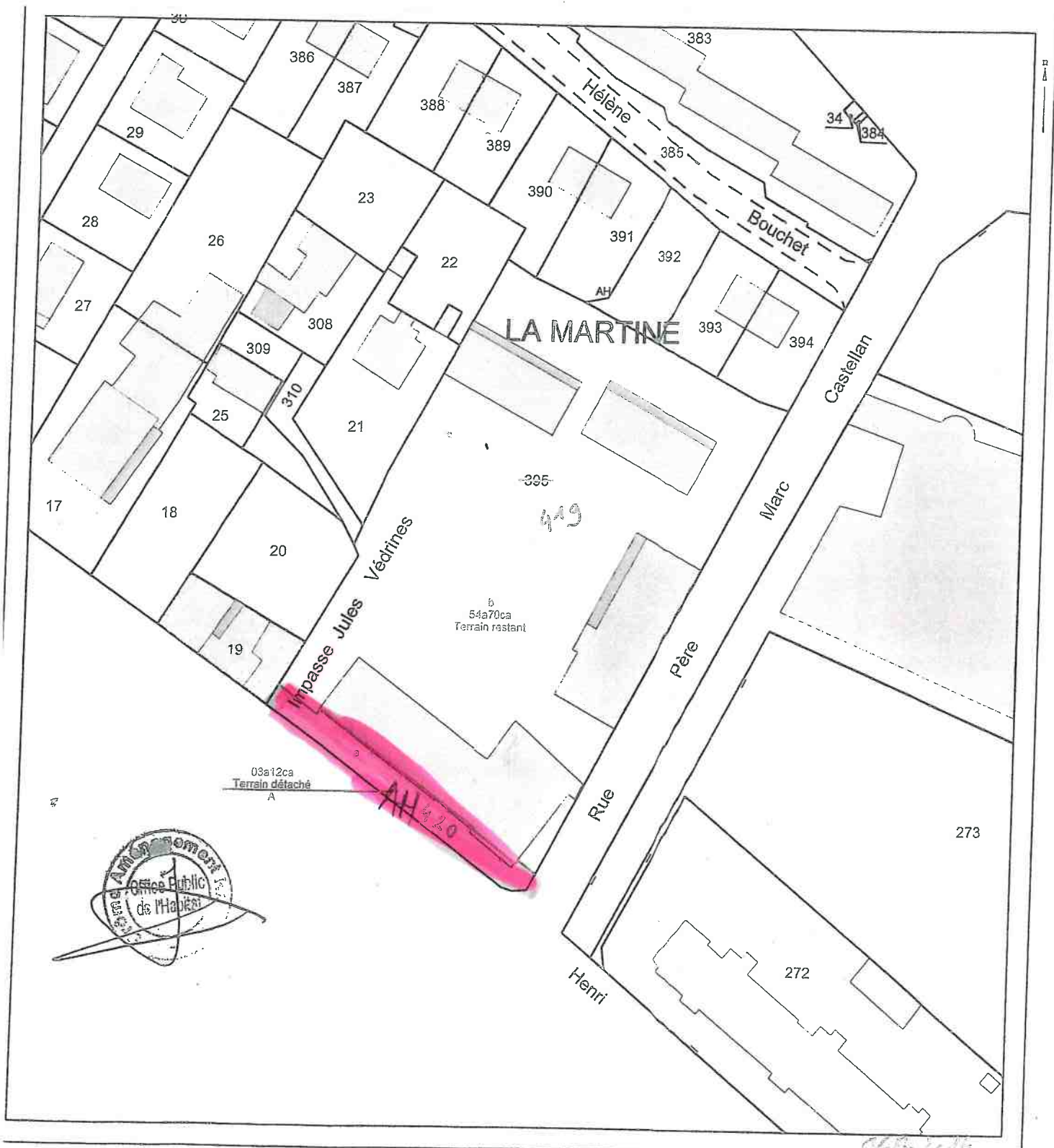
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest







04/03/2016



<p><b>CESSION D'UNE PARCELLE DE TERRAIN RUE SAINTE-EUPHEMIE A LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU CRESTOIS ET DU PAYS DE SAILLANS</b></p>
--

Le rapporteur informe l'assemblée que la commune de Crest est propriétaire de la parcelle cadastrée section AB n° 301, située rue Sainte-Euphémie, de 699 m<sup>2</sup> sur laquelle est implanté le centre aéré (ALSH).

La commune a été saisie d'une demande d'acquisition de cette parcelle par la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans,

L'objectif de cette cession est de permettre la réalisation de travaux de rénovation du bâtiment accueillant l'ALSH situé sur cette parcelle par la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans.

Compte tenu de l'intérêt de ce projet, il est proposé de céder la parcelle cadastrée section AB n° 301 au prix de 60 000 € H.T, à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans.

Il est demandé au Conseil municipal de donner un avis favorable à cette cession.

Le Conseil municipal,

Vu l'avis des services de France Domaine du 11 mai 2016,

Vu l'avis de la commission « Budget » en date du 20 septembre 2016,

Après en avoir délibéré,

DONNE son accord à la cession par la commune de la parcelle cadastrée section AB n°301 d'une superficie de 699 m<sup>2</sup> au prix de 60 000 euros H.T. à la Communauté de Communes du Crestois et du Pays de Saillans, ou à toute personne qui s'y substituerait.

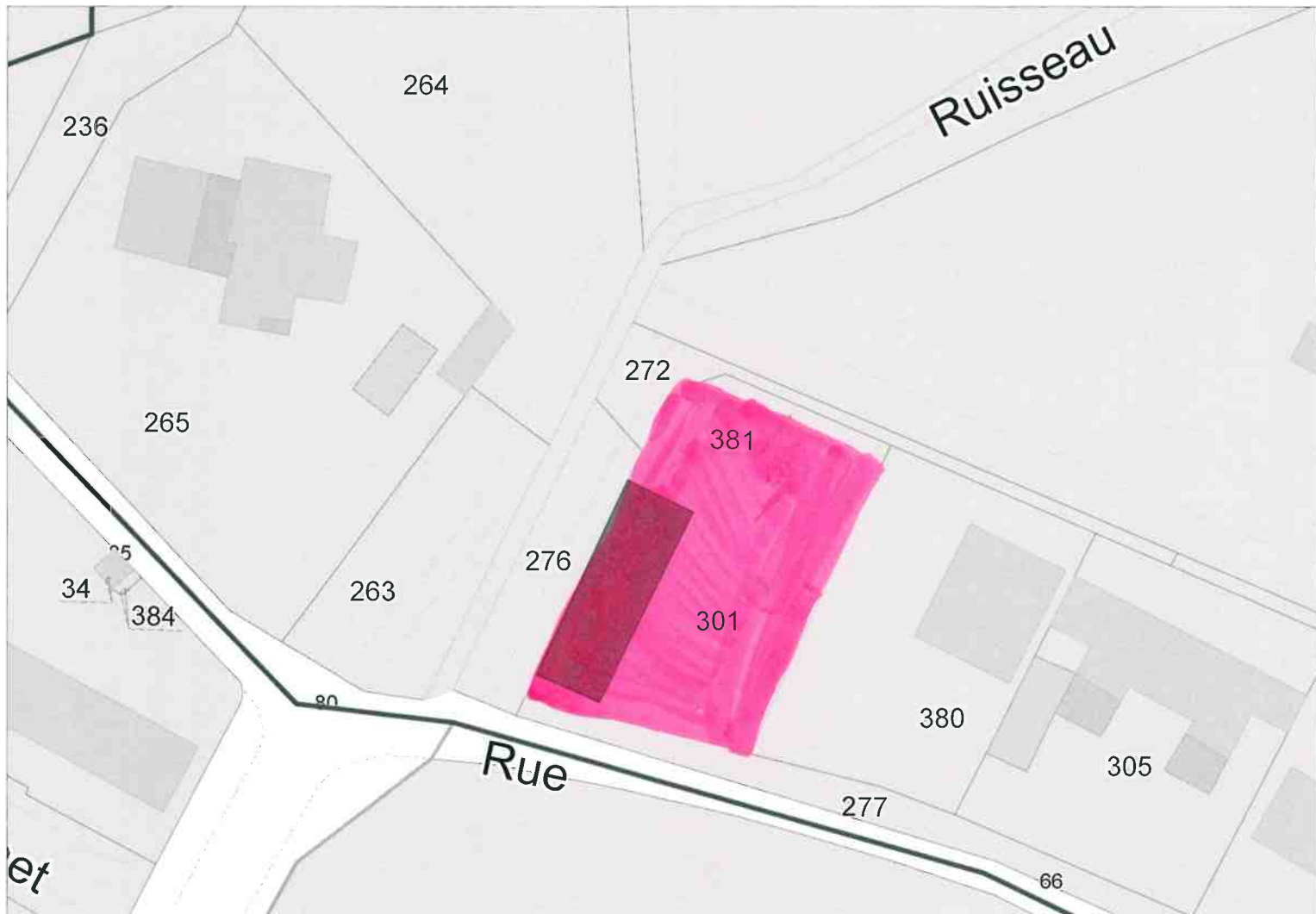
AUTORISE Monsieur le Maire ou l'Adjoint le représentant à signer tout acte relatif à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.  
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest







<p align="center"><b>CESSION D'UNE PARCELLE DE TERRAIN CHEMIN DU GRAND SAINT JEAN A MONSIEUR RAPHAEL THIRION</b></p>
--

Le rapporteur informe l'assemblée que la commune de Crest est propriétaire des parcelles cadastrées section AE n° 443 et AE n°422, située Chemin du Grand Saint Jean, de 1202 m<sup>2</sup> et 2589m<sup>2</sup>.

La commune a été saisie d'une demande d'acquisition de la parcelle cadastrée AE n°443 et d'une partie de la parcelle cadastrée AE n°422 pour une superficie totale de 1700 m<sup>2</sup> par Monsieur Raphaël THIRION.

L'objectif de cette cession est de permettre à Monsieur Raphaël THIRION d'implanter à Crest sa société "Bois d'Harmonie SARL", de fabrication d'accessoires haut de gamme pour les instruments du quatuor.

Compte tenu de l'intérêt de ce projet, il est proposé de céder la parcelle cadastrée section AE n° 443 et une partie de la parcelle cadastrée AE n°422 pour un total de 1700 m<sup>2</sup> au prix de 27€/m<sup>2</sup> soit 45 900 €, à Monsieur Raphaël THIRION.

Il est demandé au Conseil municipal de donner un avis favorable à cette cession.

Le Conseil municipal,

Vu le projet d'installation sur la commune de la société "Bois d'Harmonie SARL",

Vu l'avis des services de France Domaine du 26 octobre 2015,

Vu le projet de plan de division parcellaire,

Vu l'avis favorable de la commission « Economie et Emploi, Commerce, Tourisme » en date du 20 septembre 2016,

Après en avoir délibéré,

DONNE son accord à la cession par la commune de la parcelle cadastrée section AE n°443 et d'une partie de la parcelle section AE n°422 pour une superficie totale de 1700 m<sup>2</sup> au prix de 27€/m<sup>2</sup> soit 45 900 € à Monsieur Raphaël THIRION ou à toute autre personne qui s'y substituerait.

AUTORISE Monsieur le Maire ou l'Adjoint le représentant à signer tout acte relatif à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest

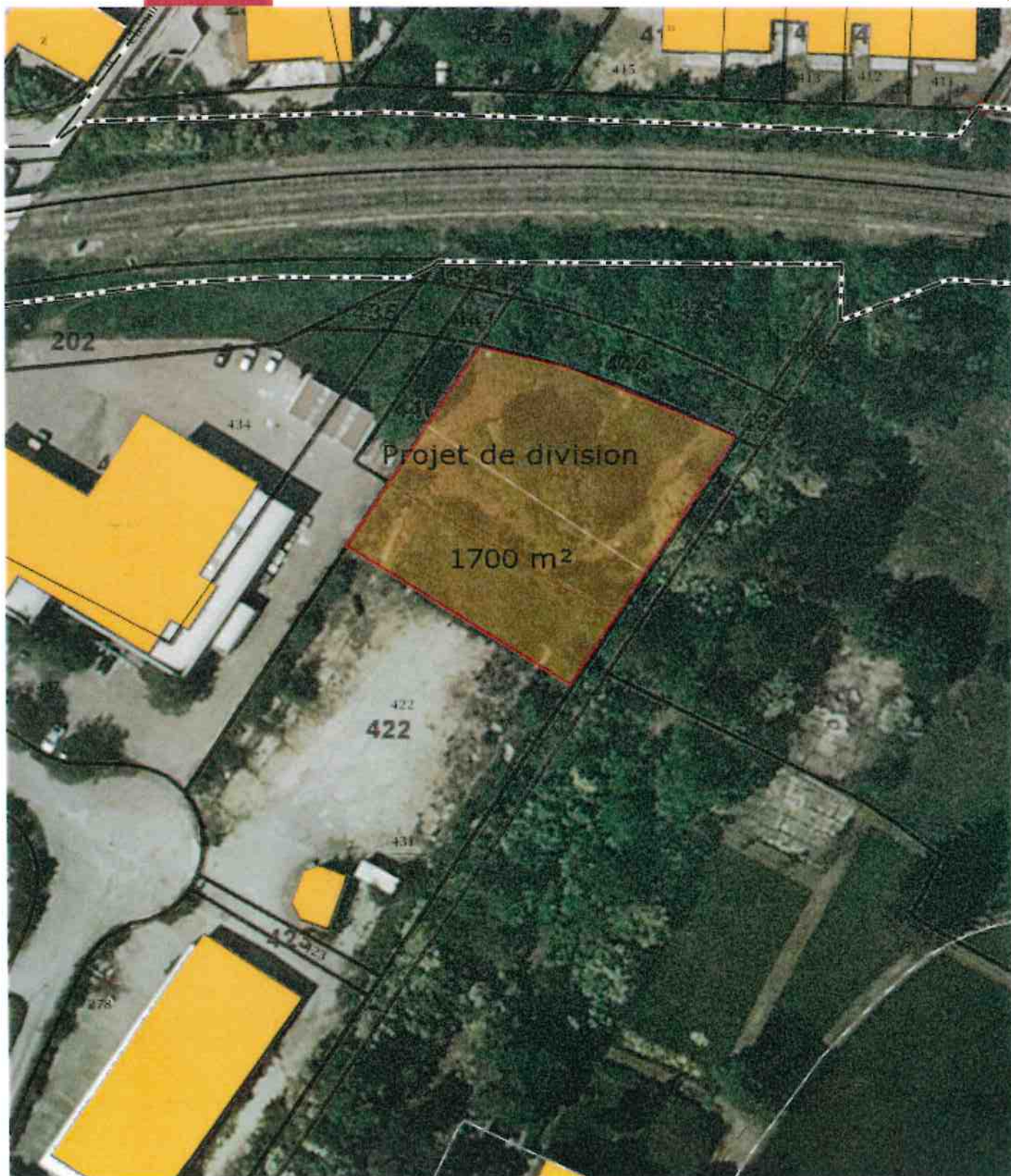




# Projet de Division

Commune : CREST (Drôme)

Date d'édition : 13/09/2016





<b>AMENAGEMENT D'UN CENTRE D'ARTS : DEFINITION DU PROGRAMME DE L'OPERATION ET ARRET DE L'ENVELOPPE FINANCIERE</b>
---

Le rapporteur expose à l'assemblée que l'ancienne caserne des pompiers désaffectée a fait l'objet d'une réflexion pour l'aménagement d'un centre d'arts.

Il explique que conformément à l'article 2 de la loi MOP, la commune doit notamment définir le programme, arrêter l'enveloppe financière prévisionnelle et définir le processus selon lequel l'ouvrage sera réalisé.

Pour concrétiser ce projet, la Ville a bâti un partenariat avec un artiste local suivant deux axes.

- 1- prêt régulier d'une partie de sa collection privée à la ville afin d'enrichir les expositions du centre d'arts,
- 2- grâce à sa présence sur les lieux, il garantit un accueil dans le centre d'arts en l'absence du personnel de la ville.

A cet effet, 1/3 du rez de chaussée et de l'étage seront cédés à l'artiste. Dans les deux tiers du rez de chaussée restant, la ville aménagera le centre d'arts. La surface de plancher restante du premier étage, propriété de la mairie, sera destinée ultérieurement à une activité en rapport avec le centre d'art.

Pendant la basse saison, l'artiste assurera la gestion des entrées et sorties des visiteurs du centre d'art. En haute saison et selon les expositions, le personnel municipal accueillera le public.

L'espace de présentation du centre d'arts sera modulable pouvant s'adapter :

- à différentes mises en scène d'exposition,
- à différentes œuvres présentées (différences d'éclairage, de taille...)
- au différents besoins techniques selon les expositions.

La salle de présentation disposera de larges fenêtres vers l'extérieur.

L'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération, estimée sur la base du programme est de 237 500 € H.T.

Etant donné le montant et la nature de l'opération, il est proposé de retenir une équipe de maîtrise d'œuvre à l'issue d'une procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016.

Le Conseil municipal doit approuver le programme de l'opération, l'enveloppe financière prévisionnelle.

Le Conseil Municipal,

Vu la loi n°85 - 704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage publique et à ses rapports avec la maîtrise d'œuvre privée,

Vu le programme de l'opération,

Vu l'enveloppe financière prévisionnel de 237 500 € H.T.,

Vu l'avis de la commission « Economie et Emploi, Commerce, Tourisme » en date du 20 septembre 2016,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE le programme de l'opération.

APPROUVE l'enveloppe financière prévisionnelle de 237 500 € HT ,

AUTORISE Monsieur le Maire ou l'Adjoint le représentant à signer tout acte ou pièce relative à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest







**Maître d'Ouvrage**  
**Ville de CREST**

Hôtel de Ville  
Place Docteur Maurice Rozier  
26400 CREST

☎ : 04 75 76 61 10



**VILLE DE  
CREST**

Ville de Crest

**Assistant à Maître d'Ouvrage /  
Programmist :**



36, rue Rabelais  
BP 168  
69512 VAULX EN VELIN Cedex  
☎ : 04.37.48.04.77  
☎ : 04.78.62.37.12

Conception et rédaction :  
Marjolaine HENRY

**Restructuration de l'ancienne  
caserne en centre d'arts**

**PROGRAMME TECHNIQUE  
DETAILLE  
PROGRAMME FONCTIONNEL**



**MODIFICATIONS ET EVOLUTIONS**

DATE	INDICE	MODIFICATIONS APORTEES
11/07/2016	Ind 01	Projet de PTD
17/08/2016	Ind 02	PTD corrigé – remarques MO
30/08/2016	Ind 03	PTD corrigé – remarques MO (2)
08/09/2016	Ind 04	PTD corrigé

## TABLE DES MATIERES

<b>1.</b>	<b>PRESENTATION GENERALE ET ORGANISATION DE L'OPERATION</b>	<b>5</b>
1.1	PREAMBULE	5
1.2	GENERALITES :	6
1.2.1	Nature et objectifs de l'opération :	6
1.2.2	Coût de l'opération :	6
1.2.3	Phasage/chantier:	6
1.2.4	Calendrier prévisionnel :	6
1.3	ORGANISATION DE L'OPERATION :	6
1.3.1	Organisation de la Maîtrise d'Ouvrage :	6
1.3.1.1	Maître d'Ouvrage :	6
1.3.1.2	Assistance à Maître d'Ouvrage :	7
1.3.2	Gestionnaire, utilisateurs et usagers de l'ouvrage :	7
1.3.2.1	Gestionnaire de l'ouvrage :	7
1.3.2.2	Utilisateurs :	7
1.3.2.3	Usagers :	7
<b>2.</b>	<b>DONNEES SUR LE SITE D'OPERATION</b>	<b>8</b>
2.1	SITE DE L'OPERATION :	8
2.1.1	Situation actuelle :	8
2.1.2	Éléments cadastraux :	11
2.1.3	Plan Local d'Urbanisme (PLU) :	12
2.1.4	Servitudes :	13
2.1.5	MONUMENTS HISTORIQUES :	13
2.1.6	Autres éléments d'urbanisme :	14
2.1.6.1	Risques technologiques :	14
2.1.6.2	Risques naturels :	14
2.2	RESEAUX :	15
2.3	DONNEES COMPLEMENTAIRES SUR LE SITE :	15
2.3.1	Altimétrie :	15
2.3.2	Données climatologiques :	15
2.3.3	Classement ERP / Sismicité :	15

2.3.3.1	Classement ERP du bâtiment :	15
2.3.3.2	Sismicité :	15
2.3.4	Topographie - plans du bâtiment:	15
2.3.5	Géologie :	15
2.3.6	Expertise arboricole :	16
2.3.7	Diagnostic amiante :	16
<b>3.</b>	<b>PROJET</b>	<b>17</b>
3.1	GENERALITE :	17
3.1.1	Préalable :	17
3.1.2	L'existant :	17
3.1.3	Le projet :	18
3.1.3.1	Le rôle de Martial DUVERT	18
3.1.3.2	Schéma fonctionnel	18
3.1.3.3	Repérage sur plan	20
3.2	TABLEAU DES SURFACES :	20
<b>4.</b>	<b>DESCRIPTIFS DES LOCAUX</b>	<b>22</b>
4.1	ZONE D'ACCUEIL	22
4.1.1	Hall d'accueil :	22
4.1.2	Bureau :	22
4.2	CENTRE D'ARTS	22
4.2.1	Espace de présentation :	22
4.2.2	Espace de stockage :	22
4.2.3	Sanitaires :	22
4.2.4	Local ménage :	22
<b>5.</b>	<b>PRECISIONS TECHNIQUES</b>	<b>23</b>
5.1	FLUIDES	23
5.1.1	Electricité :	23
5.1.2	Chauffage :	23
5.1.3	Eau :	23
5.1.4	Rafraichissement :	23
5.2	ALARME	23
5.3	PERFORMANCE ENERGETIQUE :	24
5.3.1	Performance à attendre :	24
5.3.2	Gestion Technique Centralisée - GTC :	24





5.4	PHASAGE/PLANNING :	24
5.5	SIGNALETIQUE :	24
5.6	ALAREME INCENDIE, EXTINCTEURS ET PLANS D'EVACUATIONS :	24
5.7	ABORDS :	24
5.8	DIVERS :	24
5.8.1	Système d'Information et d'Alerte à la Population :	24
5.8.2	Séparation entre lots :	25
5.8.3	Coordination avec les travaux de Monsieur DUVERT :	25
5.8.4	Anti-intrusion :	25
<b>6.</b>	<b>ANNEXES AU PROGRAMME</b>	<b>26</b>
<b>7.</b>	<b>FICHES PAR LOCAL</b>	<b>27</b>
7.1	CLASSES ACOUSTIQUES :	27
7.2	FICHES PAR LOCAL :	27

## 1. PRESENTATION GENERALE ET ORGANISATION DE L'OPERATION

### 1.1 PREAMBULE

La ville de CREST dispose du bâtiment de l’ancienne caserne des pompiers aujourd’hui désaffecté. La ville ne souhaite pas laisser ce bâtiment sans activité et a imaginé pour le faire vivre d’y accueillir un centre d’arts.

Le bâtiment a été subdivisé en trois lots :

- 2 lots au rez-de-chaussée :
  - o Le lot 2 (en rez-de chaussée uniquement) : lot appartenant à la ville, prévu pour accueillir le centre d’art,
  - o Le lot 1 (partie rez-de-chaussée) : appartenant à Martial DUVERT
- 2 lots à l’étage :
  - o Le lot 1 (partie 1<sup>er</sup> étage) : appartenant à Martial DUVERT
  - o Le lot 3 : future propriétaire non connu à ce jour. La mairie souhaite le céder à un particulier.

Pour concrétiser ce projet, la Ville a bâti un partenariat avec un artiste local Monsieur Martial DUVERT. Celui-ci devenant acquéreur du lot 1.

Le partenariat bâti avec Monsieur DUVERT revêt différents axes :

- La ville cède le lot 1 à Monsieur DUVERT,
- Monsieur DUVERT prête régulièrement une partie de sa collection privée à la ville afin de garnir le centre d’arts,
- Monsieur DUVERT, de par sa présence sur les lieux, garanti un accueil dans le centre d’arts même lors des périodes durant lesquelles la ville ne mettra pas du personnel à disposition.

Ce troisième point est essentiel car il a conditionné le projet.

Dans le cadre de cette opération, La ville de CREST a confié à un programmiste, le cabinet AMOME Conseils, une mission comprenant :

- les études de faisabilité (étude de diagnostic et de besoins) permettant d’envisager cette opération sur site ;
- l’examen de différents scénarii de restructuration possibles ;
- l’étude économique (estimation prévisionnelle, phasage financier) du scénario retenu ;
- la programmation technique détaillée du projet envisagé.

Cette phase pré-opérationnelle a été menée dans le cadre d’une concertation avec un groupe de travail suivie et orientée de façon régulière afin d’assurer la coordination et les prises de décision nécessaires à l’avancement du projet.

Des points réguliers ont également été menés avec Monsieur DUVERT, partenaire de l’opération.

Ainsi, le présent programme a été élaboré dans le cadre d’une démarche de programmation dite séquentielle et itérative, associant méthode fonctionnaliste et méthode par enquête auprès des utilisateurs. Les prescriptions définies dans ce document ont fait l’objet d’un travail d’élaboration progressive auquel ont été associés les utilisateurs et les gestionnaires.

Le propos du présent document est de présenter tant les enjeux et objectifs, que les besoins, exigences et contraintes relatifs à ce projet, dans le cadre d'un programme élaboré en vue de la consultation de la maîtrise d'Œuvre par le Maître d'ouvrage.

Aussi, on attend du projet architectural que proposera l'équipe de maîtrise d'Œuvre qu'il respecte les orientations générales et les exigences spécifiques définies dans le cadre de ce programme.

## **1.2 GENERALITES :**

### **1.2.1 Nature et objectifs de l'opération :**

L'opération consiste en la restructuration du lot 2 en centre d'art.

Ce lot est entièrement de plain-pied et mesure environ 272 m².

### **1.2.2 Coût de l'opération :**

Le coût d'objectif des travaux est fixé à 187.000 euros Hors Taxes.

### **1.2.3 Phasage/chantier:**

L'opération doit être réalisée en une seule phase.

### **1.2.4 Calendrier prévisionnel :**

La durée estimée des travaux est de 5 mois.

La durée de la mission de maîtrise d'œuvre est de 15 mois + 12 mois de GPA (garantie de parfait achèvement).

## **1.3 ORGANISATION DE L'OPERATION :**

### **1.3.1 Organisation de la Maîtrise d'Ouvrage :**

#### **1.3.1.1 Maître d'Ouvrage :**

Ville de CREST  
place Docteur Maurice Rozier  
26400 CREST

 : 04 75 76 61 10

 : sans objet

Courriel : sans objet

Député-Maire : Hervé MARITON

Direction de l'aménagement : Frédéric PROTHERY

### 1.3.1.2 Assistance à Maître d'Ouvrage :

**La Ville de CREST a confié une mission d'Assistance à Maître d'Ouvrage à la Société AMOME Conseils.**

Cette mission comprend, notamment, la rédaction du présent Programme Technique Détaillé.

#### **Assistance à Maître d'Ouvrage :**

Société AMOME Conseils  
36, rue Rabelais BP 168  
69512 VAULX EN VELIN Cedex

☎ : 04 37 48 04 77

📠 : 04 78 62 37 12

Courriel : [lyon@groupe-amome.com](mailto:lyon@groupe-amome.com) et <http://www.groupe-amome.com>

### 1.3.2 Gestionnaire, utilisateurs et usagers de l'ouvrage :

#### 1.3.2.1 Gestionnaire de l'ouvrage :

Le gestionnaire du centre d'art est la Ville de CREST.

#### 1.3.2.2 Utilisateurs :

Les utilisateurs sont :

- Le personnel communal,
- Les entreprises et intervenants divers (livraison, maintenance...).
- Monsieur DUVERT de par son partenariat avec la ville.

#### 1.3.2.3 Usagers :

Les usagers sont les visiteurs du centre d'arts..

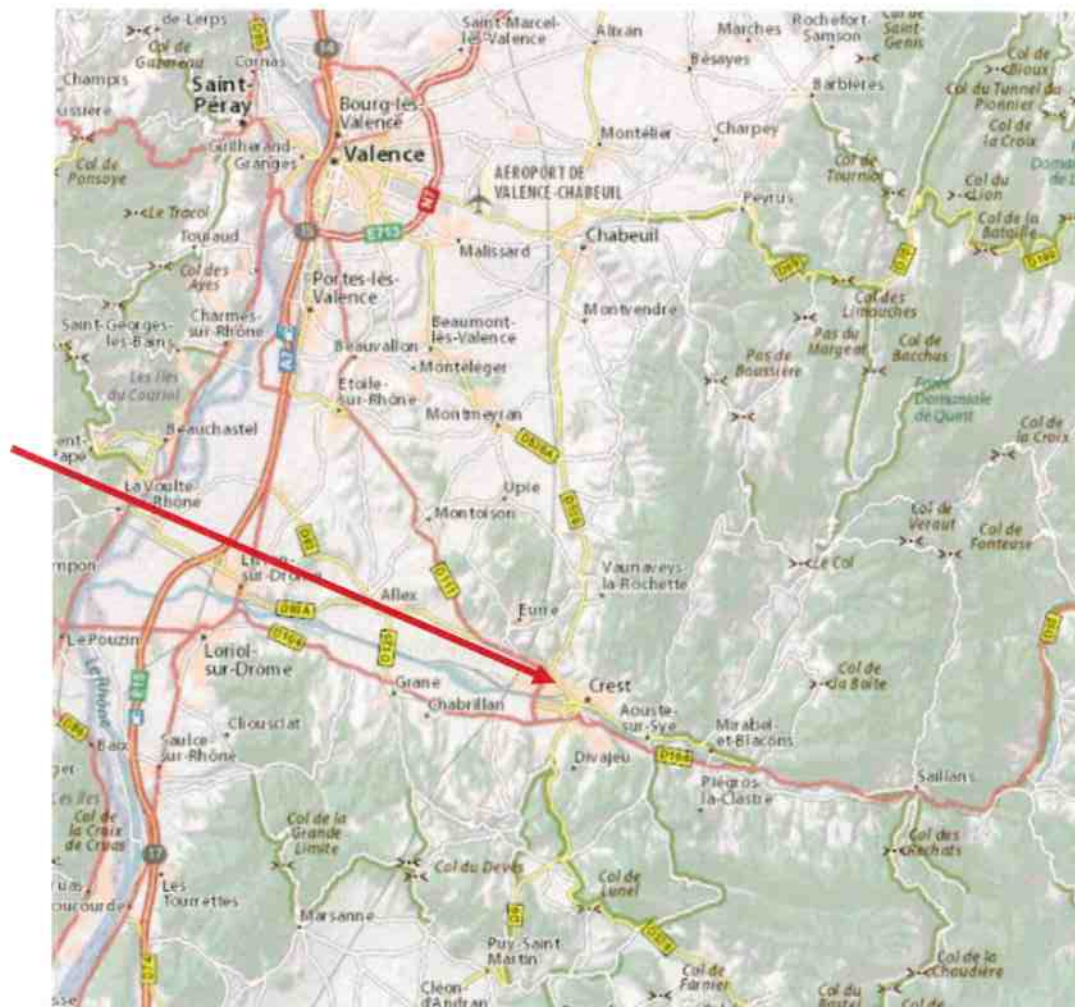
## 2. DONNEES SUR LE SITE D'OPERATION

### 2.1 SITE DE L'OPERATION :

#### 2.1.1 Situation actuelle :

CREST se situe dans le département de la Drôme, à 34 km au sud-est de Valence.

Ville de  
CREST

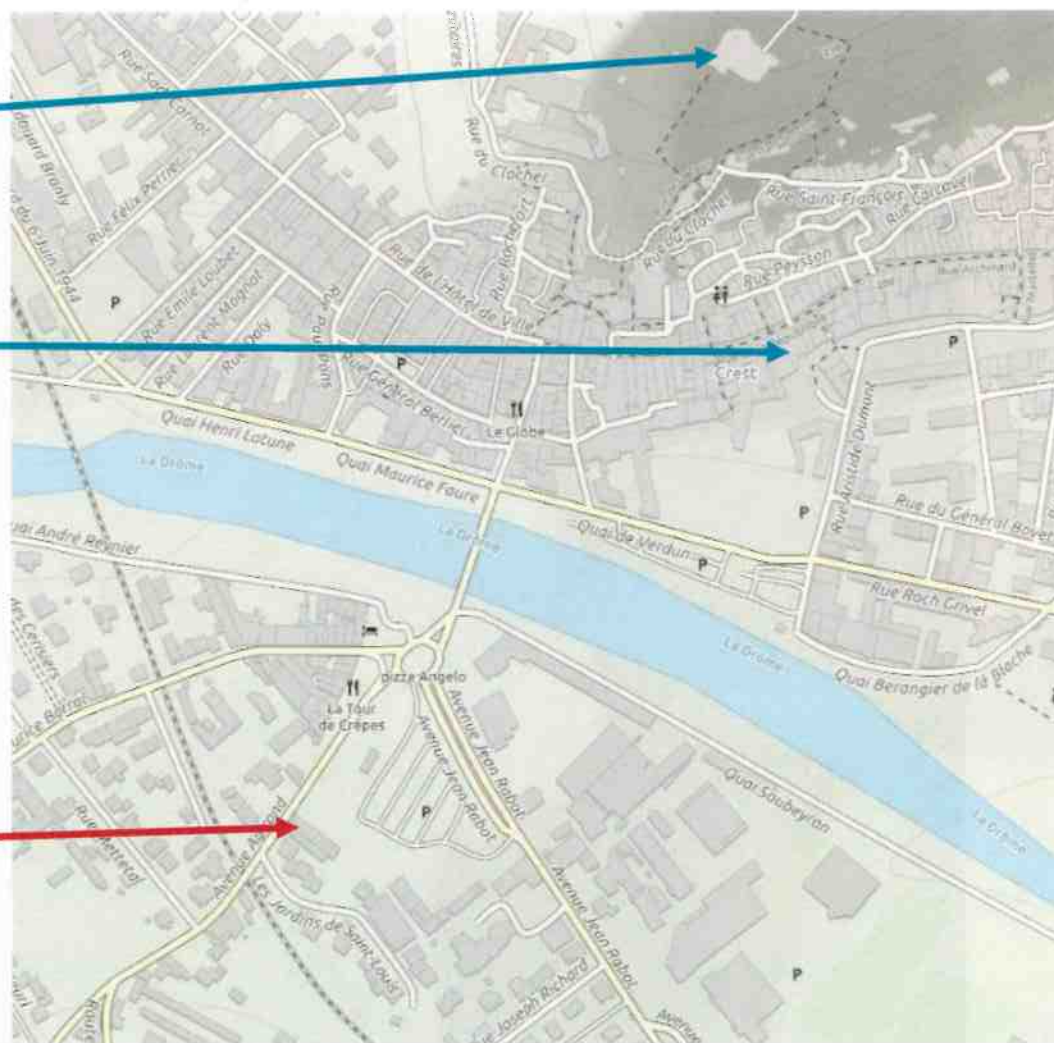


01 - SITUATION GEOGRAPHIQUE DE CREST

Tour  
classée aux  
monuments  
Historiques

Mairie

Ancienne  
caserne



02 - SITUATION DE L'ANCIENNE CASERNE



ancienne  
caserne



03 – VUE AERIEENNE DE LA ZONE DE L'ANCIENNE CASERNE

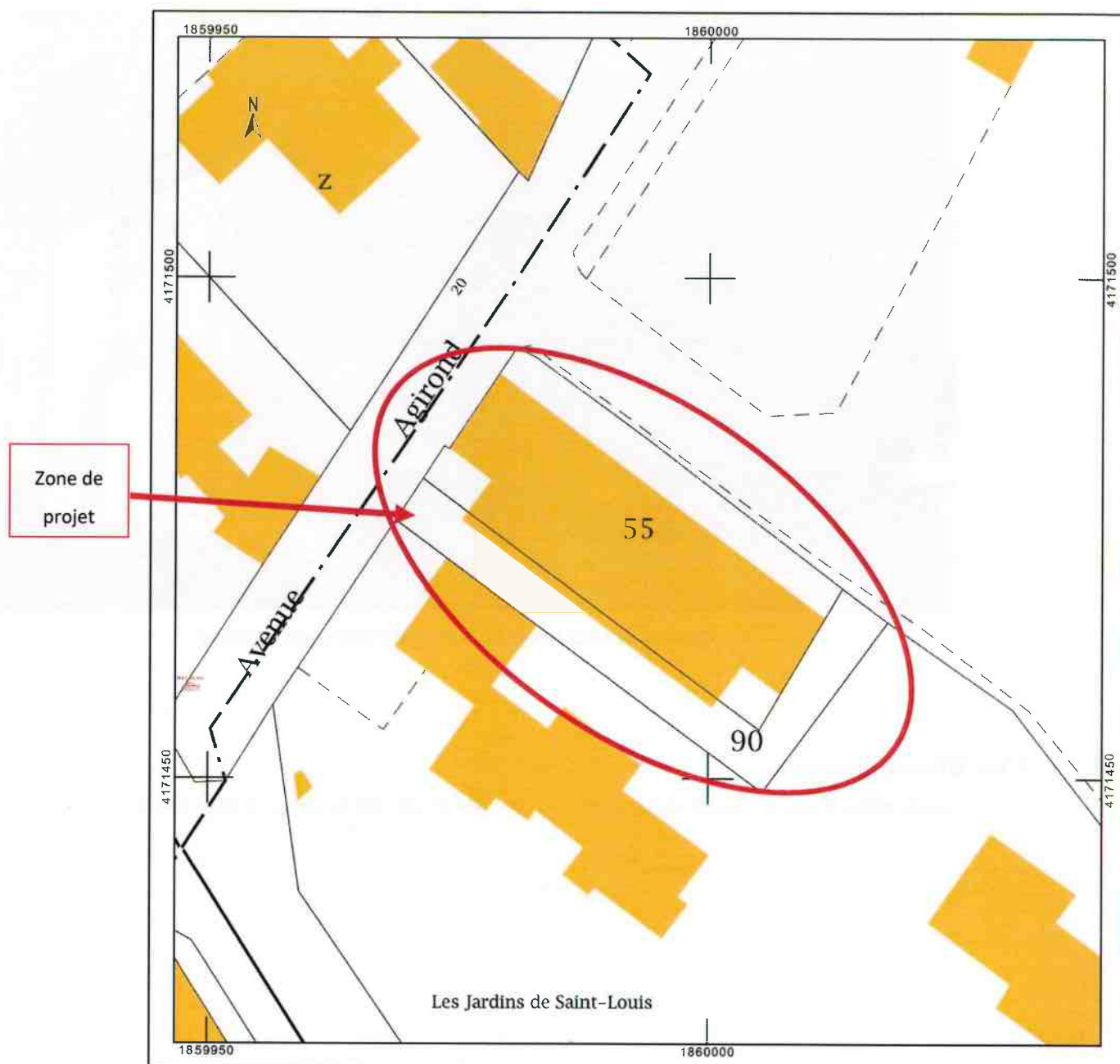


04 – PHOTOS DES FACADES NORD ET OUEST DE L'ANCIENNE CASERNE

### 2.1.2 Eléments cadastraux :

Les parcelles recevant le projet sont situées en section AN. Il s'agit des parcelles AN 55 et AN 90.



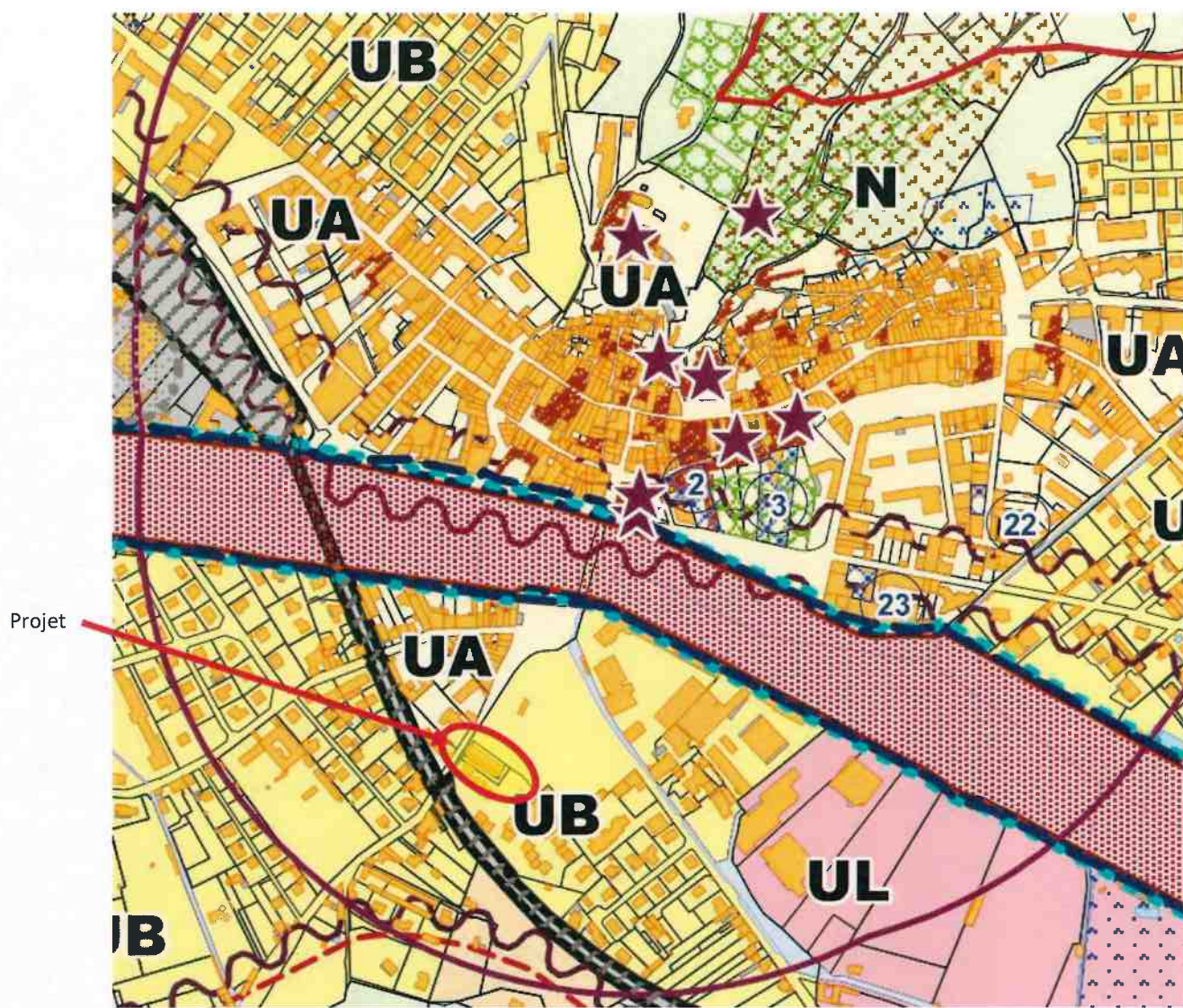


05 - CADASTRE : ZONE D'IMPLANTATION DE L'ANCIENNE CASERNE

### 2.1.3 Plan Local d'Urbanisme (PLU) :

La parcelle de l'opération est située en zone UB du Plan Local d'Urbanisme de la commune de CREST. Voir plan ci-dessous.

La réglementation du PLU est accessible sur le site de la ville de CREST : <http://www.mairie-crest.fr/Plan-Local-d-Urbanisme-PLU.html>



06 - EXTRAIT DU PLU : ZONE D'IMPLANTATION DU PROJET

#### 2.1.4 Servitudes :

Sans objet

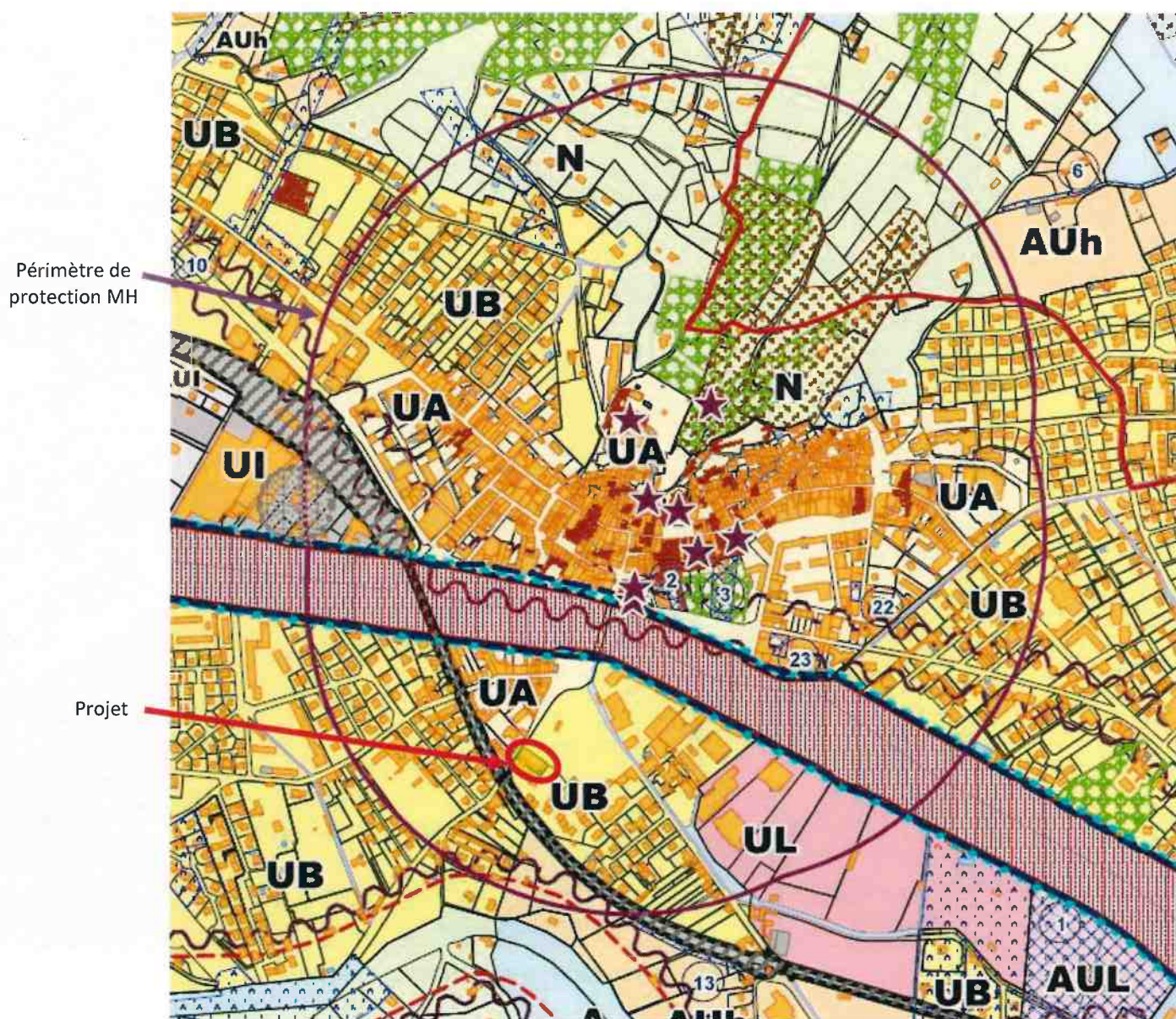
#### 2.1.5 MONUMENTS HISTORIQUES :

Le projet est positionné dans le périmètre de protection des monuments historiques classés ou inscrits.

L'architecte devra concevoir un projet en adéquation avec les contraintes d'un tel périmètre. Il aura à sa charge les relations avec l'architecte des bâtiments de France qu'il devra rencontrer afin de s'assurer que son projet soit en conforme à ses attentes.

Le Maître d'Ouvrage attend que le projet soit contemporain est parfaitement intégré avec son environnement.





07 - EXTRAIT DU PLU : PERIMETRE MONUMENTS HISTORIQUES CLASSES

## 2.1.6 Autres éléments d'urbanisme :

### 2.1.6.1 Risques technologiques :

Le site n'est pas concerné par des risques technologiques.

### 2.1.6.2 Risques naturels :

La ville de CREST est située dans le périmètre d'un PPRn prescrit. Risques pris en compte : inondation  
Documents de référence : documents d'étude du PPRn prescrit le 11 décembre 2008

## 2.2 RESEAUX :

Une déclaration générale de travaux sera effectuée par la maîtrise d'ouvrage.

Les Déclarations d'Intention de Commencer des Travaux (DICT) seront réalisées par les entreprises, pilotées par le concepteur.

Le relevé des réseaux intérieurs est à la charge de la Maîtrise d'œuvre. Le concepteur aura la pleine responsabilité des réseaux enterrés et des conséquences sur ceux-ci que pourraient avoir les travaux qu'il envisage de réaliser.

## 2.3 DONNEES COMPLEMENTAIRES SUR LE SITE :

### 2.3.1 Altimétrie :

Le site se trouve à une altitude de l'ordre de 187 m.

### 2.3.2 Données climatologiques :

- Zone climatique : H2d
- Application des D.T.U. pour ce qui concerne les effets du vent et de la neige :
  - Règles NV65 et annexes modifiées 1999,
  - Règles N84, modifiées 2000.

### 2.3.3 Classement ERP / Sismicité :

#### 2.3.3.1 Classement ERP du bâtiment :

Le bâtiment ne dispose pas de classement ERP à ce jour. Le type sera étudié par le maître d'œuvre en concertation avec le bureau de contrôle avant soumission à la commission de sécurité..

La ville souhaite un classement en 5ème catégorie.

#### 2.3.3.2 Sismicité :

La nouvelle carte de zonage réglementaire et les règles européennes de construction parasismiques (Eurocode 8) est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 2011.

**En l'occurrence, la commune de CREST (Drôme) se situe dans une zone d'aléa sismique modéré (zone 3) ce qui peut entraîner des dispositions constructives spécifiques.**

Les nouvelles règles de construction parasismiques sont applicables aux nouveaux bâtiments.

### 2.3.4 Topographie - plans du bâtiment:

Le Maître d'Ouvrage dispose des plans et coupes du bâtiment au format dwg.

Le maître d'Ouvrage ne dispose pas de plan topographique des abords. A priori ce document n'est pas nécessaire au projet.

### 2.3.5 Géologie :

Sans objet.

### **2.3.6 Expertise arboricole :**

Sans objet.

### **2.3.7 Diagnostic amiante :**

Le Maître d’Ouvrage a fait effectuer un diagnostic amiante avant démolition et/ou travaux sur les bâtiments concernés par le projet.

L’ensemble des éléments de diagnostic sera fourni aux candidats.



### 3. PROJET

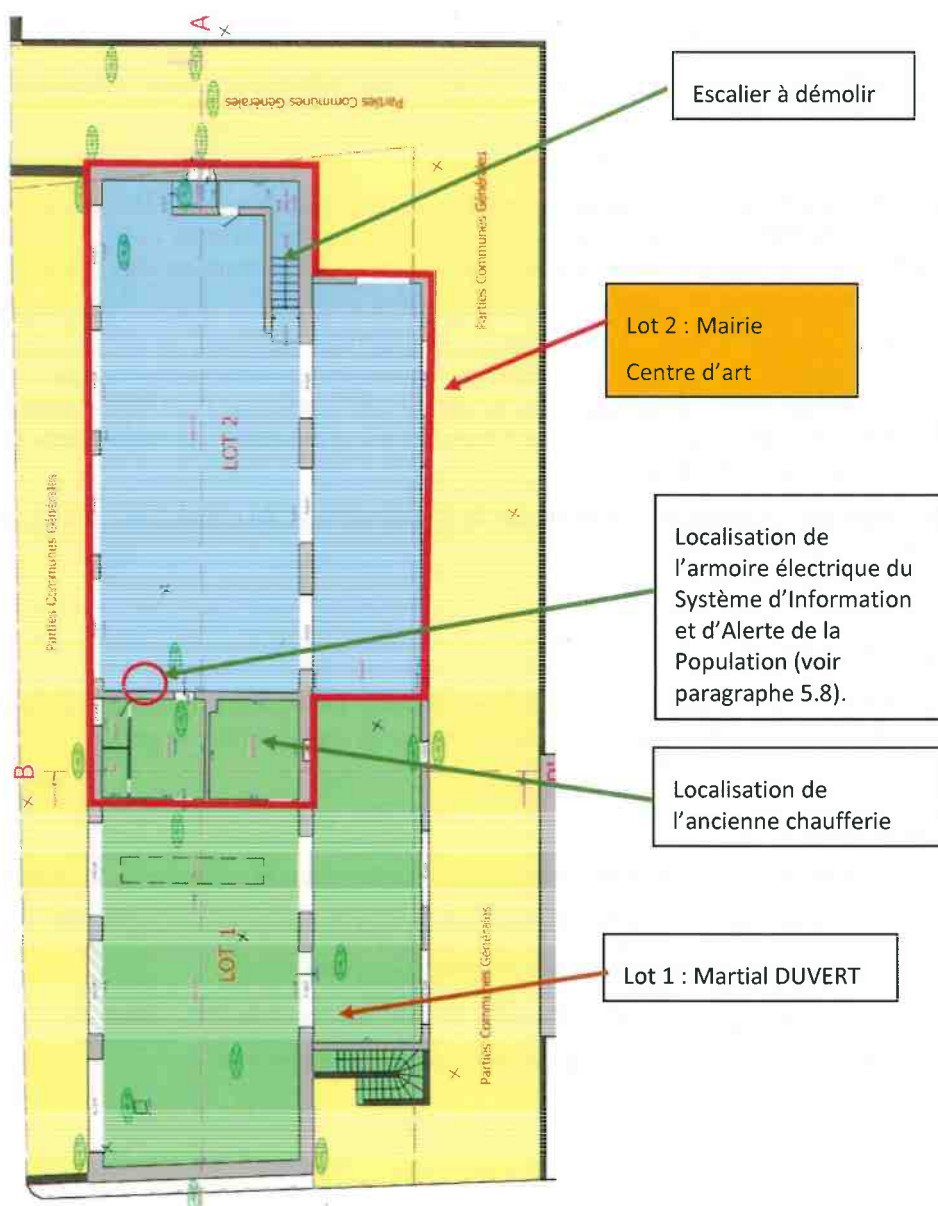
#### 3.1 GENERALITE :

##### 3.1.1 Préalable :

L'objectif du projet est de créer un espace de présentation d'œuvre d'art, autour duquel s'articulera les quelques locaux nécessaires à son fonctionnement.

##### 3.1.2 L'existant :

Le plan du rez-de-chaussée du bâtiment de l'ancienne caserne :



#### 08 – ACTUEL CASERNE : PLAN DU NIVEAU 0

Le niveau 2 n'entrant pas en compte dans le projet, le plan n'est pas fourni au présent programme. Celui-ci existe au format dwg et est à la disposition du maître d'œuvre.

### 3.1.3 Le projet :

#### 3.1.3.1 Le rôle de Martial DUVERT

Le principe de fonctionnement du centre d'arts dépend de Monsieur Martial DUVERT avec qui un partenariat a été conclu. L'objectif de ce partenariat est de garantir le fonctionnement du centre d'arts.

**Collections :** Afin d'offrir dès l'ouverture des collections d'œuvre d'art à admirer puis pour pérenniser le centre d'arts dans le temps, Monsieur DUVERT mettra à la disposition de la ville des pièces de sa collection privée. Cela permettra :

- De faire démarrer le centre d'arts,
- d'offrir à voir des œuvres d'art toutes l'année, même entre deux expositions temporaires organisées par la ville.

**Accès :** Monsieur DUVERT sera le propriétaire du lot n°1 (réparti sur 2 niveaux). Le partenariat entre la Ville et Monsieur DUVERT consiste à profiter de la présence de Monsieur DUVERT à côté du centre d'arts pour lui confier la gestion des entrées/sorties des visiteurs pendant les périodes de basse saison.

Le centre d'art est en effet amené à fonctionner soit avec du personnel municipal gérant les flux d'entrée et de sortie, soit sans personnel. Lors du fonctionnement sans personnel, les visiteurs ont accès au hall pendant les périodes d'ouverture. Le hall doit être largement vitré sur le local de Monsieur DUVERT (vitre sans teint) afin que celui-ci puisse savoir dès qu'une personne est entrée. C'est alors Monsieur DUVERT qui interviendra en accédant au hall directement depuis sa partie privative : il donnera l'accès au centre d'art aux visiteurs occasionnels de cette façon.

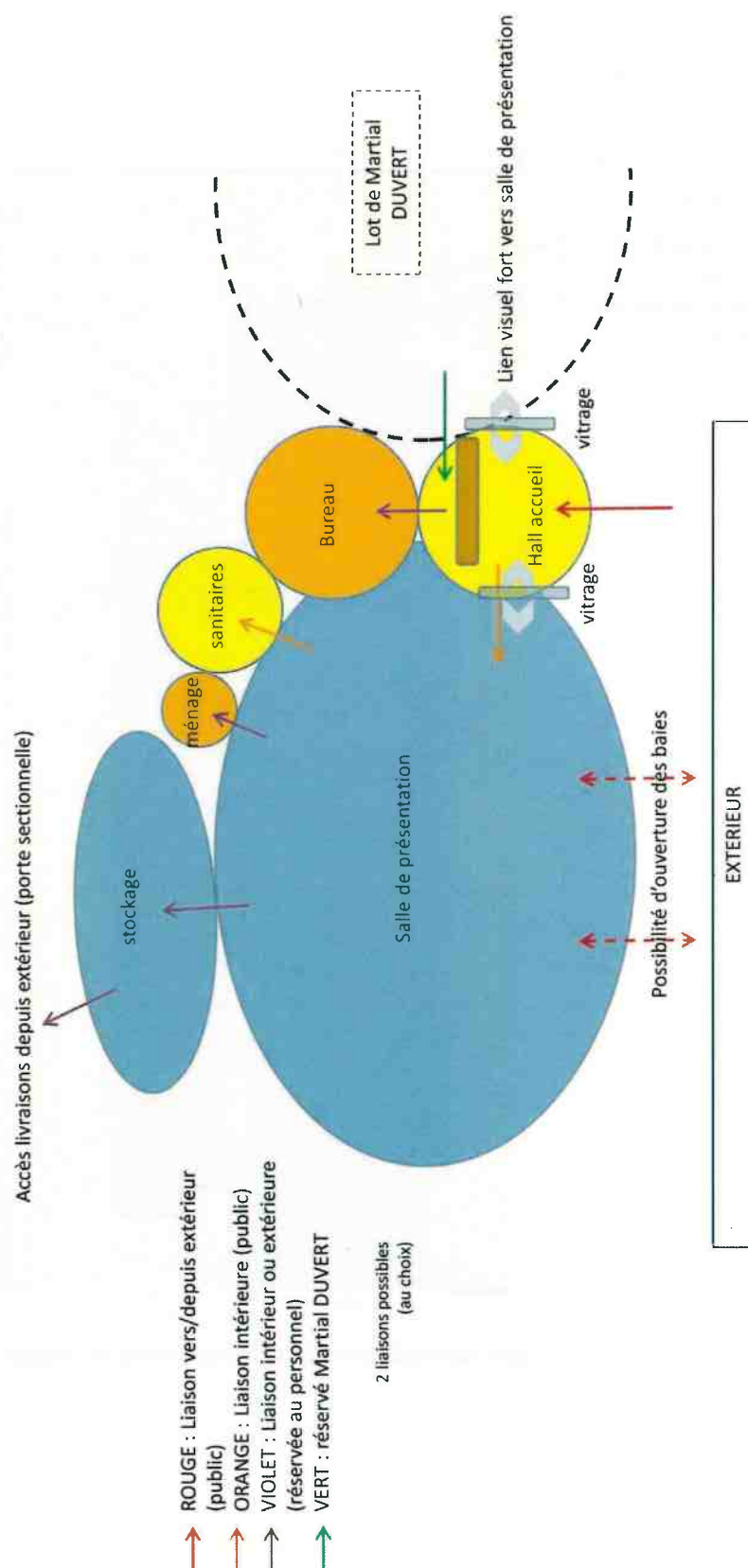
**Cette contrainte engendre une incidence sur le fonctionnement du centre (voir schéma fonctionnel ci-après).**

#### 3.1.3.2 Schéma fonctionnel

Le schéma ci-dessous montre les lien fonctionnels attendus par le maître d'ouvrage. Ces lien fonctionnels sont nécessaires au fonctionnement du projet et doivent en tout point être respectés.

Entrée du centre d'art :

- L'entrée du centre d'art doit se situer entre le centre d'arts et les locaux de M. DUVERT
- L'entrée doit donner dans le centre d'art et dans les locaux de Monsieur DUVERT :
  - Vers le centre d'art : large porte vitrée (2 vantaux)
  - Vers espace privatif de Monsieur DUVERT : porte vitrée (vitre sans teint)
- L'entrée du centre d'art doit donner dans un bureau administratif

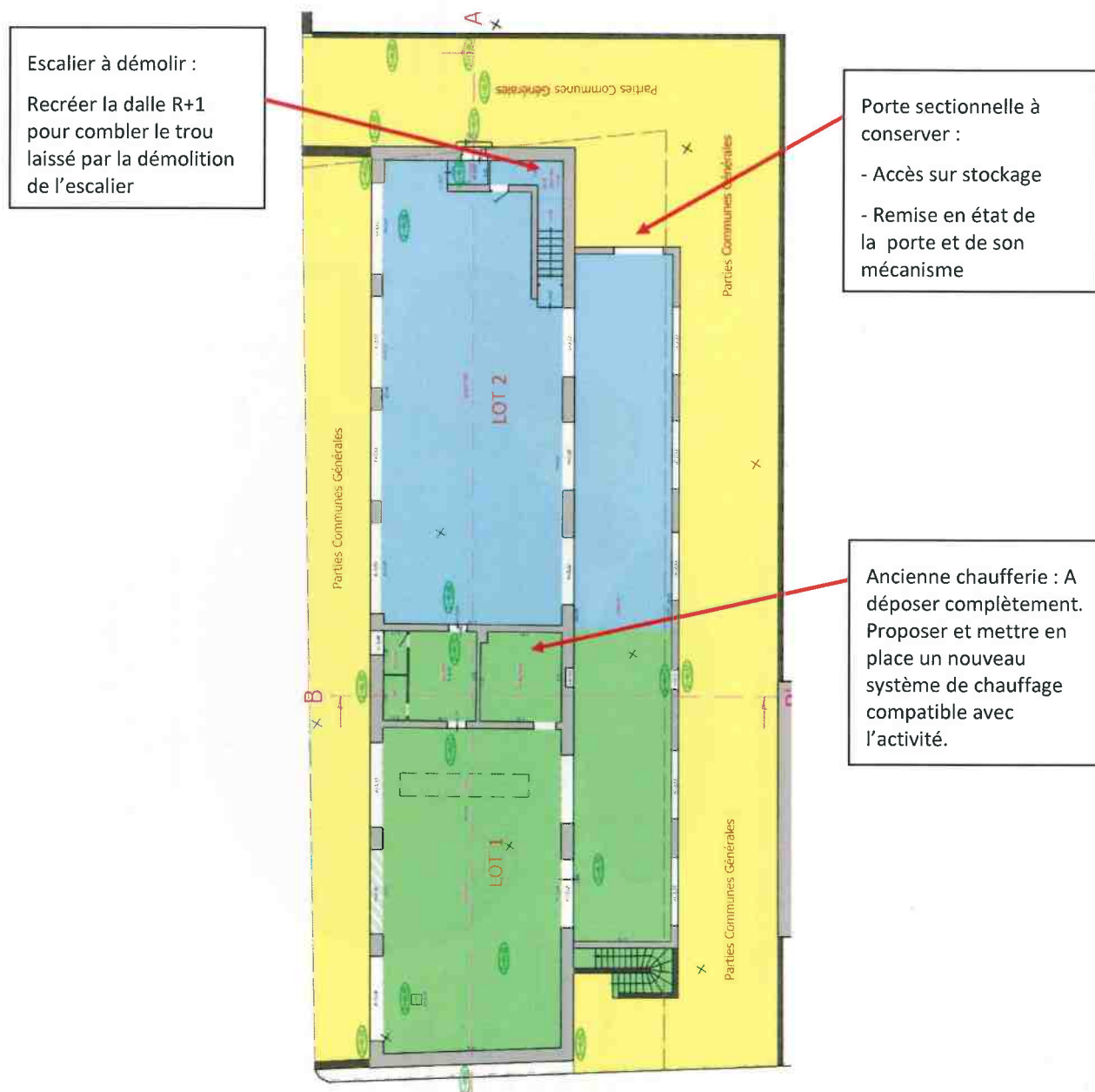


## 09 – SCHEMA DE FONCTIONNEMENT DU PROJET



### 3.1.3.3 Repérage sur plan

voir page suivante.



10 – REPERAGE DE QUELQUES ELEMENTS DU PROJET

## 3.2 TABLEAU DES SURFACES :

Les surfaces minimum à atteindre pour chaque local sont précisées dans le tableau ci-dessous :

local	m²	nb	total	commentaires
<b>Intérieur</b>				
sas - entrée - accueil	12	1	12	avec banque - vitré vers M. DUVERT + porte depuis M. DUVERT
bureau	8	1	8	
salle de présentation	160	1	160	cimaises, tables, luminaires, quelques mobilier...
stockage	60	1	60	a minima : isolation, reprise sol + enduit mur puis peinture
sanitaires H	4	1	4	
sanitaires F	4	1	4	
ménage	8	1	8	avec point d'eau, rangements - peut donner sur les sanitaires. Rangement autolaveuse
démolition escalier				

## 11 – TABLEAU DES SURFACES DU PROJET

## 4. DESCRIPTIFS DES LOCAUX

### 4.1 ZONE D'ACCUEIL

#### 4.1.1 Hall d'accueil :

Le hall d'accueil est accessible directement depuis l'extérieur par une large porte vitrée. Il contient un banque d'accueil.

C'est un espace de transition desservant 4 zones différentes :

- Accès public : le hall dessert la salle de présentation, il en est l'accès unique.
- Accès du personnel : le hall dessert u bureau administratif dédié au personnel municipal lorsque celui-ci est sur place est doit réaliser des tâche administratives.
- Accès privé : le hall a une porte d'accès donnant vers les locaux du voisin Monsieur DUVERT. Cet accès lui est réservé lorsqu'il a la charge de recevoir les visiteurs.

#### 4.1.2 Bureau :

Un espace bureau administratif est situé à l'arrière du hall. Il permet à un employé de s'isoler pour travailler, ou de de ranger du matériel, des documents.

### 4.2 CENTRE D'ARTS

#### 4.2.1 Espace de présentation :

La salle de présentation doit être vue comme un espace modulable pouvant s'adapter :

- A différentes mise en scène d'exposition,
- A différentes œuvres présentées (différents éclairage, différentes tailles, etc...),
- Aux différents besoins techniques selon les expositions.

Les cimaises doivent donc être conçues mobiles.

La salle de présentation disposera de larges fenêtres vers l'extérieur. Toutes ou parties pourront s'ouvrir afin de pouvoir utiliser le bâtiment avec un lien sur l'extérieur.

La salle de présentation aura également un lien fonctionnel fort avec l'espace de stockage.

#### 4.2.2 Espace de stockage :

Il sera en lien avec la salle de présentation. Il disposera d'une porte type « garage » vers l'extérieur (porte sectionnelle mécanisée) pour faciliter les livraisons. La porte existante à l'arrière du bâtiment peut être utilisée (remise en état à prévoir).

#### 4.2.3 Sanitaires :

Une zone sanitaire est prévue. L'usage est partagé entre le personnel et les visiteurs.

#### 4.2.4 Local ménage :

Un local ménage permettra de stocker le matériel de ménage et d'accéder à un point d'eau nécessaire à l'entretien.

## 5. PRECISIONS TECHNIQUES

### 5.1 FLUIDES

L'équipe de maîtrise d'œuvre aura à sa charge les diagnostics des systèmes fluides existants.

Le bâtiment conçu aujourd'hui pour un lot unique est partagé en 3 lots distinct et autonome. La maîtrise d'œuvre aura à sa charge la séparation de l'ensemble des réseaux afin de rendre indépendants le lot concerné par le présent projet (eau, électricité, chauffage).

L'ensemble des travaux fluides (chauffage, ventilations, électricité, eau -alimentation et évacuation- etc...) sont inclus au projet et les études font parties intégrante de la mission de la Maîtrise d'œuvre.

#### 5.1.1 Electricité :

L'ensemble de l'électricité du projet est à faire. La dépose de l'existant est à inclure. Etudes et tous travaux inclus au projet. Y compris raccordement et compteur.

#### 5.1.2 Chauffage :

Il est nécessaire de déposer l'équipement de chauffage actuel (chaufferie). Cette dépose est incluse au projet. Le maître d'œuvre proposera un nouveau système de chauffage adapté au projet.

Le bâtiment est alimenté en gaz et en électricité.

#### 5.1.3 Eau :

Etudes et tous travaux inclus au projet. Y compris raccordement et compteur.

Le Maître d'œuvre devra séparer les réseaux selon les trois lots.

#### 5.1.4 Rafrachissement :

Un rafraichissement naturel est prévu : le concepteur s'assurera que le centre d'art ne subit pas de variations de température de par son inertie non pas par un système mécanique.

### 5.2 ALARME

Le Maître d'œuvre proposera un système d'alarme volumétrique adapté à son projet.

### **5.3 PERFORMANCE ENERGETIQUE :**

#### **5.3.1 Performance à attendre :**

La performance énergétique à attendre est **RT 2012 rénovation**. Le maître d’ouvrage n’impose pas de contraintes particulières quant à la manière d’attendre cette performance.

#### **5.3.2 Gestion Technique Centralisée - GTC :**

Le bâtiment sera doté d’une GTC permettant la gestion du chauffage, de l’eau et des éclairages. La GTC sera pilotée depuis l’ordinateur du bureau.

### **5.4 PHASAGE/PLANNING :**

Le projet est à réaliser en une seule phase.

### **5.5 SIGNALETIQUE :**

Le Maître d’œuvre s’appliquera à proposer une signalétique adaptée au projet. Celle-ci est incluse.

### **5.6 ALARME INCENDIE, EXTINCTEURS ET PLANS D’EVACUATIONS :**

L’alarme incendie adaptée au projet est incluse au projet. Les extincteurs et les plans d’évacuations réglementaires sont inclus au projet.

### **5.7 ABORDS :**

La remise en état des abords est incluse à l’opération.

### **5.8 DIVERS :**

#### **5.8.1 Système d’Information et d’Alerte à la Population :**

Le bâtiment dispose d’un système d’information et d’alerte à la population. Ce système d’alerte est à conserver. L’armoire électrique l’alimentant est également à conserver. Elle est repérée sur le schéma 8 au paragraphe 3.1.2. L’ensemble de l’équipement devra être protégé.

### 5.8.2 Séparation entre lots :

Le bâtiment est séparé en 3 lots distincts. Les séparations sont mitoyennes.

### 5.8.3 Coordination avec les travaux de Monsieur DUVERT :

Monsieur DUVERT, propriétaire du lot 1, fait effectuer des travaux de réhabilitation de son lot. Les travaux de Monsieur DUVERT seront réalisés soit avant le présent projet, soit en même temps. Le bâtiment étant une unique entité avec une image forte, il sera nécessaire de prévoir une coordination entre les Maîtrise d'œuvre : Le Maître d'œuvre du présent programme devra se rapprocher du Maître d'œuvre de Monsieur DUVERT et travailler en étroite collaboration avec lui. L'objectif est d'atteindre une unité de façade, notamment pour proposer un ensemble cohérent à l'architecte des bâtiments de France.

Il n'est pas exclu de boucher certaines ouvertures : Ce point devra faire l'objet :

- D'une cohérence avec les besoins et les contraintes du présent programme,
- D'une unité de façade avec le projet de Monsieur DUVERT,
- D'une validation de l'Architecte des Bâtiments de France.

### 5.8.4 Anti-intrusion :

Les accès doivent répondre à des contraintes anti-intrusions fortes. Les grandes baies avant ainsi que le sas d'entrée devront résister à une voiture bélier tout en permettant l'entrée/sortie de piétons.

## 6. ANNEXES AU PROGRAMME

Les éléments suivants sont des annexes au présent programme :

- Plans de l'actuelle caserne
- diagnostics amiante

Le Maître d'Ouvrage fournira au Maître d'œuvre tous les plans de l'existant dont il dispose. Les relevés complémentaires de l'existant nécessaires au projet sont à la charge du Maître d'œuvre (plans côtés, coupes, façades, réseaux, etc...).

Les diagnostics complémentaires nécessaires aux études (diag structure,...) sont également à la charge du maître d'œuvre.

## 7. FICHES PAR LOCAL

### 7.1 CLASSES ACOUSTIQUES :

Les fiches par local font références à des classes acoustiques à respecter. Ces classes sont définies ci-après.

Dans le tableau suivant, les locaux cités en exemple ne le sont qu'à titre d'exemple. La classe acoustique applicable pour chaque local est celle indiquée dans les fiches par local.

<p><b>Classe 1 :</b></p> <p>Exemple : locaux nécessitant un traitement de qualité "salle de spectacle" (exemple : salle de congrès, de conférences), -&gt; non concerné ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <math>D_{nA}</math> vis-à-vis des autres locaux de l'unité et notamment les locaux contigus 63 dB</li> <li>• <math>D_{nA}</math> vis-à-vis des circulations 53 dB</li> <li>• <math>D_{nA,ex}</math> vis-à-vis de l'extérieur 50 dB</li> <li>• <math>L'_{nA}</math> vis-à-vis des bruits d'impact 50 dB</li> <li>• <math>L_p</math> bruit de fond tous équipements en fonctionnement NR 22 limité à 28 dB (A)</li> </ul>	<p><b>Classe 2 :</b></p> <p>Exemple : locaux nécessitant une isolation particulière ou confidentialité (exemple : bureau de direction, salle de réunion...);</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <math>DnTA</math> vis-à-vis des autres locaux de l'unité notamment les locaux contigus 47 dB</li> <li>• <math>D_{nA}</math> vis-à-vis des circulations ou local adjacent avec porte 32 dB</li> <li>• <math>D_{nA,ex}</math> vis-à-vis de l'extérieur selon classement des voies</li> <li>• <math>L'_{nA}</math> : bruits d'impact 60 dB</li> <li>• <math>L_p</math> avec des bruits d'équipement collectif ou individuel extérieur au local NR 27 limité à 40 dB(A)</li> <li>• <math>L_p</math> avec des bruits d'équipement individuel au local NR 32 limité à 37 dB(A)</li> </ul>	<p><b>Classe 3 :</b></p> <p>Exemple : locaux de sommeil, de repos, de diagnostic (exemple : chambres, cabinets de consultations, salles d'attente, bureaux médicaux, autres locaux où peuvent être présents des malades);</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <math>D_{nA}</math> vis-à-vis des autres locaux de l'unité et notamment les locaux contigus y compris local adjacent avec porte 42 dB</li> <li>• <math>D_{nA}</math> vis-à-vis des circulations 27 dB sauf cas (1)</li> <li>• <math>D_{nA,ex}</math> vis-à-vis de l'extérieur selon classement des voies</li> <li>• <math>L'_{nA}</math> vis-à-vis des bruits d'impact 60 dB</li> <li>• <math>L_p</math> avec des bruits d'équipement collectif ou individuel extérieur au local NR 30 limité à 35 dB (A)</li> <li>• <math>L_p</math> avec des bruits d'équipement individuel au local NR 35 limité à 38 dB (A)</li> </ul> <p><i>Cas (1) : entre les cabines de déshabillage et les cabinets de consultation, le bloc-porte mis en oeuvre devra avoir un <math>RA &gt; 35dB</math> installé dans cloisonnement avec <math>RA &gt; 48dB</math>. <math>DnTA &gt; 35dB</math></i></p>	<p><b>Classe 4 :</b></p> <p>Exemple : locaux confort standard (exemple : bureaux administratifs banalisés, préparations soins...);</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• <math>D_{nA}</math> vis-à-vis des autres locaux de l'unité y compris local adjacent avec porte et notamment les locaux contigus 40 dB</li> <li>• <math>D_{nA}</math> vis-à-vis des circulations 25 dB</li> <li>• <math>D_{nA,ex}</math> vis-à-vis de l'extérieur selon classement des voies</li> <li>• <math>L'_{nA}</math> vis-à-vis des bruits d'impact 60dB</li> <li>• <math>L_p</math> avec des bruits d'équipement collectif ou individuel extérieur au local 37 dB (A)</li> <li>• <math>L_p</math> avec des bruits d'équipement individuel au local 42 dB (A)</li> </ul>	<p><b>Classe 5 :</b></p> <p>Exemple : locaux techniques avec présence occasionnelle de personnes.</p> <p>Pas d'exigences spécifiques à la réception. Traitement selon la nature des locaux adjacents</p> <p>Hors bruits générés par les équipements spécifiques hospitaliers dont le fonctionnement n'est pas continu limités à 50 dB(A) à 1 mètre de la source.</p> <p><i>Nota : Des ventilo-convecteurs ou autre système de CVC ne sont pas considérés comme équipement individuel pour les classes 2 et 3. Pour ce type d'équipement, il devra être respecté le "Lp" équipement collectif avec un niveau de 34dB(A) supérieur au plus en vitesse normale d'utilisation (&gt;95% du temps sur une année).</i></p>
--	---	---	--	---

Dans tous les cas, la valeur de l'isolement de façade standardisée pondérée à retenir sera la même que celle imposée aux bâtiments d'habitation aux articles 5, 6, 7 et 8 de l'arrêté du 30 mai 1996. (Par ailleurs, en aucun cas le  $DnTA$  ne pourra être inférieur à 30dB).

### 7.2 FICHES PAR LOCAL :

Voir pages suivantes (sommaire en dernière page : page 36)



## Sommaire

12/07/2016

n° FPL	zone	local	page
1	interieur	sas - entrée - accueil	27
2	interieur	bureau	28
3	interieur	salle de présentation	29
4	interieur	stockage	30
5	interieur	sanitaires H/F	31
6	interieur	ménage	32
7	exterieur	façades	33
Rappel du sommaire			34

# Ville de CREST – restructuration de l'ancienne caserne en centre d'art

## FICHE DESCRIPTIVE ET TECHNIQUE PAR LOCAL

Local :

sas - entrée - accueil

N° :

1

Description : interieur

Nature des revêtements :	sol	Revêtement : Béton lisse peint. Existant a reprendre - Surcharge admissible : existant
	murs	baie vitrée toute hauteur et la plus large possible vers voisin et vers salle de présentation. Vitre sans teint côté voisin (le visiteur ne doit pas voir à l'intérieur des locaux du voisin) - sinon peinture lessivable - traitement isolation thermique
	plafond	plafond ou faux plafond - HSP : 2,50 m minimum
Menuiseries :	extérieures	selon architecture. Porte ouverture a la française, porte vitrée 2 vantaux 2x100 cm. Protection mécanique contre l'intrusion nécessaire (réutilisation volets existants possible).
	intérieures	porte vers salle de présentation : aluminium 2x100 cm - porte vitrée - serrure Porte vers voisin : aluminium 100 cm - porte vitrée (vitre sans teint) - serrure
Traitement d'air :	température	Hiver : 19° - été : -4°C / extérieur
	renouvellement	selon réglementation sanitaire départementale
Eclairage :	naturel	obligatoire
	protection	Eblouissement : protection contre l'éblouissement à prévoir. Occultation : nc
	Eclairage	300 lux niveau général en plafonnier ou en appliques - éclairage sur detecteur de présence et sur GTC - Eclairage à LED
Acoustique :		Classe 3
Equipements électriques :		1 PT + 2 PC en plinthe. PT a placer selon banque d'accueil : localisation a définir avec le Maître d'Ouvrage
Courants faibles :	téléphone	(compris dans PT)
	informatique	(compris dans PT)
	Wifi	non
Equipement sanitaires		sans objet
Equipement à prévoir :	à prévoir	sans objet
	pour mémoire*	banque d'accueil 1,5 ml. Placard de rangement sous banque d'accueil fermant à clé - présentoirs
Divers :		

PT : Poste de travail : 3 PC (prise de courant) sur réseau spécialisé informatique + 3 RJ 45 (tel, réseau...) – Cf = Courant faible – CF = Courant Fort – PC = Prise de Courant

\*nota : Seuls les équipements à prévoir « pour mémoire » sont à la charge du maître d'ouvrage. Ils sont indiqués pour information afin que leur disposition et leur encombrement soit pris en compte par la Maîtrise d'œuvre.

# Ville de CREST – restructuration de l'ancienne caserne en centre d'art

## FICHE DESCRIPTIVE ET TECHNIQUE PAR LOCAL

Local :

bureau

N° :

2

Description : interieur

Nature des revêtements :	sol murs plafond	Revêtement : Béton lisse peint. Existant a reprendre - Surcharge admissible : existant peinture lessivable plafond ou faux plafond - HSP : 2,50 m minimum
Menuiseries :	extérieures intérieures	selon architecture. toutes les fenêtres doivent pouvoir s'ouvrir. Ouverture a la française. Protection mécanique contre l'intrusion necessaire Bois stratifié 100 cm - porte sur serrure
Traitement d'air :	température renouvellement	Hiver : 20° - été : -4°C / extérieur selon réglementation sanitaire départementale
Eclairage :	naturel protection Eclairage	second jour possible. Vitre entre bureau et hall a effet "miroir" du côté du hall (l'intérieur du bureau ne doit pas etre visible de puis le hall, mais le hall doit etre visible depuis le bureau). Eblouissement : si vitrage protection contre l'éblouissement à prévoir. Occultation : nc 500 lux niveau général en plafonnier ou en appliques - éclairage sur detecteur de présence et sur GTC - Eclairage à LED
Acoustique :		Classe 3
Equipements électriques :		1 PT + 2 PC en plinthe
Courants faibles :	téléphone informatique Wifi	(compris dans PT) (compris dans PT) non
Equipement sanitaires		sans objet
Equipement à prévoir :	à prévoir pour mémoire*	Placard mural toute hauteur à portes coulissantes comprenant étagères pour rangement des dossiers. 2ml minimum fermant à clé Mobilier de bureau (1 bureau, 3 chaises)
Divers :		

*PT : Poste de travail : 3 PC (prise de courant) sur réseau spécialisé informatique + 3 RJ 45 (tel, réseau...) – Cf = Courant faible – CF = Courant Fort – PC = Prise de Courant*  
*\*nota : Seuls les équipements à prévoir « pour mémoire » sont à la charge du maître d'ouvrage. Ils sont indiqués pour information afin que leur disposition et leur encombrement soit pris en compte par la Maîtrise d'œuvre.*

# Ville de CREST – restructuration de l'ancienne caserne en centre d'art

## FICHE DESCRIPTIVE ET TECHNIQUE PAR LOCAL

Local :

salle de présentation

N° :

3

Description : interieur

Nature des revêtements :	sol	Revêtement : Béton lisse peint. Existant a reprendre : rendu lisse et peint : la peinture doit permettre de ne plus dégager de la poussiere. - Surcharge admissible : existant
	murs	peinture sur placo - Traitement acoustique si besoin - traitement isolation thermique
	plafond	plafond ou faux plafond - traitement acoustique selon performance acoustique a atteindre Prévoir trois zones linéaires d'accroche au plafond (de mur à mur) permettant d'accrocher jusqu'à 1 tonne de matériel (300 kg en point ponctuels). - HSP : 3,50 m minimum
Menuiseries :	extérieures	porte fenêtre selon architecture. toutes les fenestres ou portes-fenêtres doivent pouvoir s'ouvrir. Ouverture a la française. Protection mécanique contre l'intrusion necessaire
	intérieures	selon locaux adjacent
Traitement d'air :	température	Hiver : 19° - été : -4°C / extérieur
	renouvellement	selon réglementation sanitaire départementale - respecter hygrométrie conservation œuvres d'art comprise entre 40 et 60% d'humidité sans variations brutales.
Eclairage :	naturel	obligatoire
	protection	Eblouissement : potection contre l'éblouissement à prévoir. Occultation : nc
	Eclairage	Eclairage général : éclairage général de la salle 250 lux sur variateur : eclaireage général dissocié de l'éclairage des oeuvres. Eclairage oeuvres : Prévoir système d'accroche de luminaires modulable (rails) pouvant répondre à un maximum de présentations souhaités des œuvres. Ces rails doivent être alimenté afin de pouvoir accrocher et brancher les spots nécessaires. Fournir les luminaires pour 40 zones d'éclairages (ou 40 oeuvres). Luminaires type spots ou bandeau de spots permettant 150 à 500 lux sur œuvres d'art, lumière plus ou moins diffuse - Eclairage à LED - sur GTC
Acoustique :		Classe 3 - temps de reverberation < 0,8 sec. Plafond : Traitement de l'absorption des bruits d'impact issus du R+1.
Equipements électriques :		8 PC en plinthe réparties dans la salle 2 PC par cimaise, prises encastrées. + alimentation a prévoir dans les rails support luminaires
Courants faibles :	téléphone	sans objet
	informatique	1 RJ45 par cimaise
	Wifi	non
Equipement sanitaires		sans objet
Equipement à prévoir :	à prévoir	8 cimaise mobiles rails de support de luminaires
	pour mémoire*	
Divers :		L'architecte proposera l'organisation de la salle de présentation selon 3 scénographies différentes afin de montrer l'évolutivité de sa proposition (pour accueillir différentes œuvres et ou pour proposer des mises en valeurs différentes).

**PT** : Poste de travail : 3 PC (prise de courant) sur réseau spécialisé informatique + 3 RJ 45 (tel, réseau...) – **Cf** = Courant faible – **CF** = Courant Fort – **PC** = Prise de Courant  
**\*nota** : Seuls les équipements à prévoir « pour mémoire » sont à la charge du maître d'ouvrage. Ils sont indiqués pour information afin que leur **disposition** et leur **encombrement** soit pris en compte par la Maîtrise d'œuvre.

# Ville de CREST – restructuration de l'ancienne caserne en centre d'art

## FICHE DESCRIPTIVE ET TECHNIQUE PAR LOCAL

Local :

stockage

N° :

4

Description : interieur

Nature des revêtements :	sol murs plafond	Revêtement : béton lisse peint ou existant conservé. - Surcharge admissible : existant existant à conserver + traitement de l'isolation thermique plafond peint - HSP : existant
Menuiseries :	extérieures intérieures	selon architecture. Conserver la porte type "garage" pour livraison (porte sectionnelle) : à remettre en état. Protection mécanique contre l'intrusion nécessaire métallique : 2 porte de 2 x 110 cm
Traitement d'air :	température renouvellement	Hiver : 19° - été : -4°C / extérieur selon réglementation sanitaire départementale - respecter hygrométrie conservation œuvres d'art comprise entre 40 et 60% d'humidité sans variations brutales.
Eclairage :	naturel protection Eclairage	borgne possible Protection contre l'intrusion 300 lux niveau général en plafonnier ou en appliques - éclairage sur détecteur de présence et sur GTC - Eclairage à LED
Acoustique :		Classe 5
Equipements électriques :		4 PC réparties en plinthe
Courants faibles :	téléphone informatique Wifi	sans objet sans objet non
Equipement sanitaires		sans objet
Equipement à prévoir :	à prévoir pour mémoire*	sans objet Etagères, placards
Divers :		

PT : Poste de travail : 3 PC (prise de courant) sur réseau spécialisé informatique + 3 RJ 45 (tel, réseau...) – Cf = Courant faible – CF = Courant Fort – PC = Prise de Courant

\*nota : Seuls les équipements à prévoir « pour mémoire » sont à la charge du maître d'ouvrage. Ils sont indiqués pour information afin que leur disposition et leur encombrement soit pris en compte par la Maîtrise d'œuvre.

**Ville de CREST – restructuration de l'ancienne caserne en centre d'art**  
FICHE DESCRIPTIVE ET TECHNIQUE PAR LOCAL

Local :

sanitaires H/F

N° :

5

Description :

Nature des revêtements :	sol murs plafond	Revêtement : carrelage gré cérame avec plinthes à gorge associées. - Surcharge admissible : existant faïence sur h = 1,8m sinon peinture lessivable plafond hydrofuge - HSP : 2,50 m minimum
Menuiseries :	extérieures intérieures	selon architecture. toutes les fenêtres doivent pouvoir s'ouvrir. Ouverture en soufflet. Protection mécanique contre l'intrusion nécessaire - vitrage translucide Bois stratifié - 100 cm
Traitement d'air :	température renouvellement	Hiver : 19° - été : NC - sur GTC selon réglementation sanitaire départementale
Eclairage :	naturel protection Eclairage	borgne possible Si local non borgne = barraudage Film de protection visuel 150 lux niveau général sur détecteur de présence - Eclairage à LED
Acoustique :		Classe 5
Equipements électriques :		1 PC à 1,1 m pour entretien - équipement étanche
Courants faibles :	téléphone informatique Wifi	sans objet sans objet non
Equipement sanitaires		WC suspendu bien fixé au mur (rails). Wc avec lunette et abattant - chasse 2-4 litres Lavabo avec mitigeur à pousser et trop plein
Equipement à prévoir :	à prévoir pour mémoire*	Barres de relevage - miroir au dessus des lavabos - Distributeur essuie mains et savon - Dérouleurs papier WC - Patères
Divers :		

*PT* : Poste de travail : 3 PC (prise de courant) sur réseau spécialisé informatique + 3 RJ 45 (tel, réseau...) – *Cf* = Courant faible – *CF* = Courant Fort – *PC* = Prise de Courant

*\*nota* : Seuls les équipements à prévoir « pour mémoire » sont à la charge du maître d'ouvrage. Ils sont indiqués pour information afin que leur disposition et leur encombrement soit pris en compte par la Maîtrise d'œuvre.

# **Ville de CREST – restructuration de l’ancienne caserne en centre d’art** FICHE DESCRIPTIVE ET TECHNIQUE PAR LOCAL

Local :

ménage

N° :

6

Description : intérieur

Nature des revêtements :	sol	Revêtement : carrelage gré cérame avec plinthes à gorge associées. - Surcharge admissible : existant
	murs	faïence sur h = 1,8m sinon peinture lessivable
	plafond	plafond hydrofuge - HSP : 2,50 m minimum
Menuiseries :	extérieures	selon architecture, toutes les fenêtres doivent pouvoir s'ouvrir. Ouverture à soufflet. Protection mécanique contre l'intrusion nécessaire - vitrage translucide
	intérieures	Bois stratifié - 100 cm
Traitement d'air :	température	Hiver : 19° - été : NC
	renouvellement	selon réglementation sanitaire départementale
Eclairage :	naturel	borgne possible
	protection	Si local non borgne = barraudage Film de protection visuel
	Eclairage	150 lux niveau général sur détecteur de présence - Eclairage à LED
Acoustique :		Classe 5
Equipements électriques :		2 PC à 1,1 m pour entretien - équipement étanche
Courants faibles :	téléphone	sans objet
	informatique	sans objet
	Wifi	non
Equipement sanitaires		vidoir EF/EC/evacuation avec egoutoir de type pailleasse (1 ml)
Equipement à prévoir :	à prévoir	étagères pour rangement produits Distributeur essuie mains et savon
	pour mémoire*	
Divers :		

*PT : Poste de travail : 3 PC (prise de courant) sur réseau spécialisé informatique + 3 RJ 45 (tel, réseau...) – Cf = Courant faible – CF = Courant Fort – PC = Prise de Courant*  
*\*nota : Seuls les équipements à prévoir « pour mémoire » sont à la charge du maître d'ouvrage. Ils sont indiqués pour information afin que leur disposition et leur encombrement soit pris en compte par la Maîtrise d'œuvre.*

# Ville de CREST – restructuration de l'ancienne caserne en centre d'art

## FICHE DESCRIPTIVE ET TECHNIQUE PAR LOCAL

Local :

façades

N° :

7

Description : extérieur

Nature des revêtements :	sol murs plafond	Revêtement : sans objet - Surcharge admissible : sans objet reprise si nécessaire et selon architecture sans objet - HSP : sans objet
Menuiseries :	extérieures intérieures	seon local sans objet
Traitement d'air :	température renouvellement	sans objet sans objet
Eclairage :	naturel protection Eclairage	sans objet sans objet sans objet
Acoustique :		sans objet
Equipements électriques :		2 PC étanches en façade à 1,1 m encastrées dans coffret fermant à clé
Courants faibles :	téléphone informatique Wifi	sans objet sans objet sans objet
Equipement sanitaires		Arrivée EF dans coffret fermant à clé (vers PC)
Equipement à prévoir :	à prévoir pour mémoire*	sans objet
Divers :		

*PT : Poste de travail : 3 PC (prise de courant) sur réseau spécialisé informatique + 3 RJ 45 (tel, réseau...) – Cf = Courant faible – CF = Courant Fort – PC = Prise de Courant  
\*nota : Seuls les équipements à prévoir « pour mémoire » sont à la charge du maître d'ouvrage. Ils sont indiqués pour information afin que leur disposition et leur encombrement soit pris en compte par la Maîtrise d'œuvre.*



## Sommaire

12/07/2016

n° FPL	zone	local	page
1	interieur	sas - entrée - accueil	27
2	interieur	bureau	28
3	interieur	salle de présentation	29
4	interieur	stockage	30
5	interieur	sanitaires H/F	31
6	interieur	ménage	32
7	exterieur	façades	33
Rappel du sommaire			34

<p><b>RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DES SERVICES PUBLICS</b> <b>SERVICE DE L'EAU POTABLE</b> <b>ANNEE 2015</b></p>
---

Le rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau potable, concernant l'exercice 2015 est présenté à l'assemblée délibérante.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement ([www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr)).

Le Conseil municipal,

Vu l'arrêté SNDE du 26 juillet 2010,

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment l'article L2224-5,

Vu le rapport sur le prix et la qualité du service public de l'eau,

Vu l'avis de la commission « Environnement, Développement Durable et Agriculture » en date du 19 septembre 2016,

Après en avoir délibéré,

- ADOPTER le rapport sur le prix et la qualité du service public de l'eau
- DECIDE de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération
- DECIDE de mettre en ligne le rapport validé sur le site [www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr) conformément à l'arrêté SNDE du 26 juillet 2010.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.  
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest





# **RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC**

*Service de l'eau potable*

## **EXERCICE 2015**

Ce document reprend les définitions de l'arrêté du 02/05/2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008. Les textes réglementaires relatifs aux RPQS peuvent être consultés sur le site de l'observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://www.services.eaufrance.fr>

**FICHE XXXX.X** : renvoie à la fiche descriptive de l'indicateur. Les fiches sont téléchargeables sur le site <http://www.services.eaufrance.fr> - Ce sont ces indicateurs que la mairie de Crest publie sur le même site en se connectant sur le compte qui lui est attribué. 15 indicateurs sur 15 sont renseignés.

Mairie de Crest  
Direction de l'aménagement

Rapport établi selon l'article L 2224-5  
du Code Général des Collectivités Territoriales

**Rapport présenté à l'assemblée délibérante le 23 septembre 2016**

## SOMMAIRE

<b>I. CARACTERISATION TECHNIQUE DU SERVICE.....</b>	<b>2</b>
I.1 CONTEXTE .....	2
I.2 ESTIMATION DU NOMBRE D'HABITANTS DESSERVIS .....	3
I.3 ABONNEMENTS AU SERVICE.....	3
I.4 RESSOURCES EN EAU.....	3
<i>Volumes d'eau prélevés.....</i>	<i>3</i>
<i>Volumes d'eau importés depuis d'autres services.....</i>	<i>3</i>
I.5 VOLUMES VENDUS .....	4
<i>Volumes vendus aux abonnés du service.....</i>	<i>4</i>
<i>Consommation moyenne journalière domestique : 146 litres/ jour / personne.....</i>	<i>4</i>
<i>Volumes vendus à d'autres services d'eau potable (= volumes exportés) .....</i>	<i>4</i>
<i>Total des volumes vendus.....</i>	<i>4</i>
I.6 LINEAIRE DU RESEAU DE DESSERTE .....	4
<b>II. TARIFICATION DE L'EAU ET RECETTES DU SERVICE .....</b>	<b>5</b>
II.1 PRIX DU SERVICE DE L'EAU POTABLE ET DES PRESTATIONS ANNEXES .....	5
<i>Modalités de tarification .....</i>	<i>5</i>
<i>Tarif des prestations annexes.....</i>	<i>5</i>
<i>Références de la délibération fixant les tarifs de l'eau et des autres prestations facturées aux abonnés .....</i>	<i>5</i>
II.2 LE PRIX DE L'EAU .....	8
<i>Évolution du tarif de l'eau.....</i>	<i>8</i>
<i>Composantes de la facture d'un usager de 120 m<sup>3</sup>.....</i>	<i>8</i>
II.3 RECETTES DU SERVICE.....	9
<b>III. INDICATEURS DE PERFORMANCE .....</b>	<b>9</b>
III.1 QUALITE DE L'EAU.....	10
<i>Services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m<sup>3</sup>/j : .....</i>	<i>10</i>
III.2 INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RESEAUX D'EAU POTABLE .....	11
III.3 RENDEMENT DU RESEAU ET INDICES LINEAIRES DES VOLUMES NON COMPTES ET DES PERTES .....	13
III.4 TAUX MOYEN DE <b>RENOUVELLEMENT</b> DES RESEAUX D'EAU POTABLE .....	14
III.5 INDICE D'AVANCEMENT DE LA PROTECTION DE LA RESSOURCE EN EAU .....	15
<b>IV. FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS .....</b>	<b>15</b>
IV.1 TRAVAUX ENGAGES, A VENIR ET A L'ETUDE .....	15
<i>Travaux engagés pendant l'exercice budgétaire de l'année 2015 :.....</i>	<i>15</i>
<i>Projets à l'étude.....</i>	<i>15</i>
IV.2 BRANCHEMENTS EN PLOMB .....	16
IV.3 ETAT DE LA DETTE .....	17
IV.4 AMORTISSEMENTS .....	17
<b>V. ACTIONS DE SOLIDARITE ET DE COOPERATION DECENTRALISEE DANS LE DOMAINE DE L'EAU.....</b>	<b>18</b>
V.1 AIDE AU PAIEMENT DES FACTURES D'EAU AUX PERSONNES EN SITUATION DE PRECARITE .....	18

Le présent rapport a pour objet de rassembler et présenter les différents éléments techniques et financiers relatifs au prix et à la qualité du service public d'eau potable pour l'exercice 2015.

Les caractéristiques et les indicateurs mentionnés ci-après sont établis, sauf indication contraire, pour l'exercice ou au 31 décembre de l'exercice concerné par le rapport et pour l'ensemble du territoire pour lequel la collectivité organisatrice du service assure la distribution d'eau.

Une note de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse expliquant l'usage fait de la fiscalité est jointe en annexe.

# **I. CARACTERISATION TECHNIQUE DU SERVICE**

## **I.1 Contexte**

Le service public d'eau potable (défini à l'article L 2224-7 du Code Général des Collectivités Territoriales) de la ville de Crest assure la production, la protection des points de prélèvement, le traitement, le transport, le stockage et la distribution d'eau destinée à la consommation humaine.

Le territoire desservi est celui de la commune de Crest.

La production d'eau est assurée à 96 % par le captage des Puez à Allex et 4 % par l'import de Drôme Gervanne.

La commune de Crest vend de l'eau en gros aux communes voisines : Divajeu, Vaunavey et Eurre.

Le 30 juin 2015 le contrat de DSP par affermage conclut le 01/04/1987 s'est terminé. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2015, la ville a confié la gestion du service public d'eau potable à la société Lyonnaise des Eaux, centre Régional Provence, 1295 Avenue John Fitzgerald Kennedy 84200 CARPENTRAS.

Conformément au décret 2005-236 du 14/05/2005 la SDEI établit un Rapport Annuel du Délégué (RAD).

Le présent RPQS et RAD sont consultables sur le site internet de la ville : [www.mairie-crest.fr](http://www.mairie-crest.fr)

## I.2 Estimation du nombre d'habitants desservis

Nombre d'habitants desservis <b>FICHE D101.0</b>	8 479
--	-------

## I.3 Abonnements au service

Abonnés	au 31/12/2015
Nombre d'abonnés domestiques*	4 229 u
Nombre d'abonnés non domestiques	90 u
<b>Nombre total d'abonnés</b>	<b>4 319u</b>

\* Les abonnés domestiques et assimilés sont ceux redevables à l'agence de l'eau au titre de la pollution de l'eau d'origine domestique en application de l'article L. 213-10-3 du code de l'environnement.

## I.4 Ressources en eau

### Volumes d'eau prélevés

Désignation de la ressource en eau	Nature de la ressource (préciser eau souterraine ou eau de surface <sup>1</sup> )	Etat d'avancement de la procédure de protection <sup>2</sup>	Prélèvement année 2015 [m³]
Station des Pues-Alex	souterraine	100%	830 003

<b>Total des prélèvements [m³]</b>	<b>830 003</b>
<b>Nature des ressources utilisées (part des eaux souterraines) en % des volumes totaux prélevés</b>	<b>NR %</b>
<b>DC 192<sup>3</sup></b>	

### Volumes d'eau importés depuis d'autres services

Désignation de l'import (nom de la collectivité)	Etat d'avancement de la procédure de protection <sup>4</sup>	Importation année 2015[m³]
Drôme Gervanne	inconnu	30 824

<b>Total des importations [m³]</b>	<b>30 824</b>
------------------------------------	---------------

<sup>1</sup> Eau de surface : eau prélevée dans un lac, une rivière ou un plan d'eau.

<sup>2</sup> Etat d'avancement à indiquer selon le « barème » de l'indicateur [P108.3] : 0 % aucune action – 20 % études environnementales et hydrogéologique en cours – 40 % avis hydrogéologue rendu – 50 % dossier déposé en préfecture – 60 % arrêté préfectoral – 80 % arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés) – 100 % arrêté préfectoral complètement mis en œuvre et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté

<sup>3</sup> Renseignement demandé lors de la saisie des indicateurs sur le site internet. Il s'agit d'une variable de performance utilisée pour la consolidation des indicateurs P101.1 et P102.1

<sup>4</sup> Etat d'avancement à demander auprès de chaque collectivité avec laquelle une importation d'eau est faite.

## I.5 Volumes vendus

### Volumes vendus aux abonnés du service

Volumes [m³]	année 2015
Volumes vendus aux abonnés domestiques et assimilés	452 444
Volumes vendus aux abonnés non domestiques	11 167
<b>Volumes vendus aux abonnés du service (1)</b>	<b>463 611</b>

**Consommation moyenne journalière domestique : 146 litres/ jour / personne**

**Moyenne nationale : 160 litres/ jour/ personne**

### Volumes vendus à d'autres services d'eau potable (= volumes exportés)

Volumes [m³]	année 2015
<b>Volumes vendus à d'autres services d'eau potable (2)</b>	<b>143 336</b>

### Total des volumes vendus

Volumes [m³]	année 2015
<b>Total des volumes vendus (1) + (2)</b>	<b>463 611</b>

## I.6 Linéaire du réseau de desserte

	au 31/12/2015
Linéaire du réseau de desserte (L) en km	94,514 km

*Réseau de desserte : Ensemble des équipements publics (canalisations et ouvrages annexes) acheminant de manière gravitaire ou sous pression l'eau potable issue des unités de potabilisation jusqu'aux points de raccordement des branchements des abonnés ou des appareils publics (tels que les bornes incendie, d'arrosage, de nettoyage...) et jusqu'aux points de livraison d'eau en gros. Il est constitué de réservoirs, d'équipements hydrauliques, de conduites de transfert, de conduites de distribution **mais ne comprend pas les branchements**.*



## **II. TARIFICATION DE L'EAU ET RECETTES DU SERVICE**

### **II.1 Prix du service de l'eau potable et des prestations annexes**

#### **Modalités de tarification**

Le service d'eau potable est facturé sous la rubrique « distribution de l'eau » en même temps que le service de l'assainissement. La facture est établie sur la base du m<sup>3</sup> d'eau potable consommée et comprend une part fixe (abonnement) et une part variable calculée en fonction de la consommation d'eau. La part fixe est payable d'avance et semestriellement. La part variable est facturée à terme échu.

Le relevé de consommation d'eau potable est effectué au moins une fois par an

Tous les éléments de la facture concernant l'eau potable sont soumis à la TVA de 5,5 %.

#### **Tarif des prestations annexes**

Les tarifs ci-dessous sont indiqués à la date de signature du contrat de délégation de service. Ces tarifs varient selon la formule de révision des prix prévue dans le contrat de délégation de service public. Sur simple appel téléphonique l'Exploitant renseigne **les derniers tarifs en vigueur**.

#### **Références de la délibération fixant les tarifs de l'eau et des autres prestations facturées aux abonnés**

Délibération du conseil municipal du 2 septembre 2010 pour le contrat qui s'est terminé au 30 juin 2015.

Délibération du conseil municipal du 19 mai 2015 pour le contrat entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2015.

Frais Coût H.T. En euros

<b>Contrat jusqu'au 30/06/2015</b>	
Frais d'accès au service sans déplacement	26,00
Pénalité pour retard de paiement facture	9,48
Duplicata de facture	10,00
Frais pour fermeture/ouverture de branchement	51,00
Frais pour réouverture de branchement suite à un constat d'infraction	167,85
Frais pour relevé de compteur suite à non relève sur 2 périodes consécutives	51,00
Acompte sur travaux de branchement neuf	50% du montant des travaux
Vérification d'un compteur de 15mm ou 20 mm à la demande avec un compteur pilote ou une jauge calibrée	80,00
Expertise du compteur par un banc agréé S.I.M	sur devis
Diamètre 15mm	90,18
Diamètre 20mm	101,45
Diamètre 30mm	202,90
Diamètre 40mm	259,27

<b>Contrat depuis le 01/07/2015</b>	
Accès au service sans déplacement	39,18
Accès au service avec déplacement (demande du client, vérification d'index, pose de compteur et/ou remise en eau)	78,46
Changement de titulaire ou arrêt d'abonnement	26,50
Duplicata de facture	6,80
Fermeture de branchement	59,38
Réouverture de branchement	55,00
Déplacement/ modification basique de branchement	65,00
Client absent au RDV ou déplacement à la demande du client honoré et non justifié en astreinte	55,00
Client absent au RDV ou déplacement à la demande du client honoré et non justifié en astreinte nuit et jour férié	55,00
Relevé individuel sur RDV suite à un non relevé sur 2 périodes consécutives ou à la demande du client en dehors de tournée de relève	55,00
Souscription à l'alerte fuite	1,75
Retard de paiement	13,00
Rejet du moyen de paiement	2,13
Indemnité forfaitaire de recouvrement pour un client professionnel et collectivité	40,00
Absence client malgré confirmation RDV	41,62
Non-respect au règlement	300,00
Détérioration du compteur et/ou des équipements de relevé à distance	150,00
Forfait d'intervention pour travaux minimes y compris déplacement	55,00
Dépose d'un compteur de diamètre 15 à 20 mm	54,31
Dépose d'un compteur de diamètre > 20 mm	Sur devis
Remplacement d'un compteur de diamètre 15 mm gelé, détérioré ou disparu	105,93
Remplacement d'un compteur de diamètre 20 mm gelé, détérioré ou disparu	129,92
Remplacement d'un compteur de diamètre 30 mm gelé, détérioré ou disparu	236,39
Remplacement d'un compteur de diamètre 40 mm gelé, détérioré ou disparu	302,57
<b>Contrôle d'un ouvrage de prélèvement, puits ou forage</b>	
Diagnostic comprenant le compte rendu de visite	170,00
Contre visite comprenant le procès-verbal de visite	116,52
<b>Etalonnage d'un compteur sur un banc accrédité COFRAC</b>	
Pour un compteur de 15 mm	358,00
Pour un compteur > à 15 mm	Sur devis
<b>Expertise de compteur</b>	
Pour un compteur de 15 mm	459,80
Pour un compteur > à 15 mm	Sur devis
Acompte sur travaux de branchement neuf	30% du montant des travaux

## II.2 Le prix de l'eau

### Évolution du tarif de l'eau

	Désignation	1 <sup>er</sup> jan 2015	1 <sup>er</sup> juil 2015	1 <sup>er</sup> jan 2016
<b>Part de la collectivité</b>				
Part Fixe [€ HT]	Abonnement annuel	11,00	11,00	11,00
Prix au m3 - [€ HT/m³]	le m³	0,5806	0,5806	0,5806
<b>Part du délégataire</b>				
Part Fixe [€ HT]	Abonnement annuel et location compteur	33,44	38	38,12
Prix au m3 - [€ HT/m³]	le m³	0,6207	0,65	0,652
<b>Tiers [€/m³]</b>	Agence de l'eau Préservation des ressources en eau	0,081	0,081	0,099
	Agence de l'eau Redevance lutte contre la pollution	0,29	0,29	0,29
<b>TVA [5,5%]</b>		12,82	13,27	13,40

### Composantes de la facture d'un usager de 120 m³

	1 <sup>er</sup> jan 2015	1 <sup>er</sup> juil 2015	1 <sup>er</sup> jan 2016
Collectivité	80,67	80,67	80,67
Délégataire	107,92	116	116,36
Agence de l'eau Préservation des ressources en eau	9,72	9,72	11,88
Agence de l'eau Redevance lutte contre la pollution	34,80	34,80	34,80
TVA	12,82	13,27	13,40
<b>Total [€ TTC]</b>	<b>245,94</b>	<b>254,46</b>	<b>257,12</b>

Au 1<sup>er</sup> jan 2016 - Prix théorique du m³ pour un usager consommant 120 m³ :

**FICHE D102.0**

**2,14 €/m³**

*Commentaires : la redevance Agence de l'Eau « lutte contre la pollution » est une redevance liée au service public de l'eau potable, elle doit donc bien être prise en compte dans le prix TTC du service de l'eau potable.*

## II.3 Recettes du service

Recettes du délégataire :

	Jusqu'au 30/06/15	Du 1 <sup>er</sup> juillet au 31/12/15
Recettes de vente d'eau aux abonnés <i>Hors taxes avec redevances agence de l'eau (redevances pollution et prélèvement) et part collectivité</i>	508 729 €	504 381 €
Surtaxe encaissée par la SDEI et reversée à la commune	405 554 €	

## III. INDICATEURS DE PERFORMANCE

### III.1 Qualité de l'eau

Services desservant plus de 5 000 habitants ou produisant plus de 1 000 m<sup>3</sup>/j :

Paramètres microbiologiques FICHE P101.1	année 2015
Nombre de prélèvements réalisés en vue d'analyses microbiologiques dans le cadre du contrôle sanitaire	20
Nombre de prélèvements non conformes	0
Pourcentage de prélèvements conformes	100 %

Paramètres physico-chimiques FICHE P102.1	année 2015
Nombre de prélèvements en vue d'analyses physico-chimiques dans le cadre du contrôle sanitaire	13
Nombre de prélèvements non conformes	0
Pourcentage de prélèvements conformes	100 %

## III.2 Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux d'eau potable

### FICHE P103.2B

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 120, avec le barème décrit dans le tableau ci-après.

Les grands ouvrages – réservoir, stations de traitement, pompages... – ne sont pas pris en compte pour le calcul de cet indice.

		Nombre de points possibles	Nombre de points obtenus
A -Plans de réseaux (15 points)	Existence d'un plan du réseau de transport et de distribution d'eau potable;	10	10
	Définition d'une mise à jour du plan des réseaux ;	5	5
B- Inventaire des réseaux (30 points)	Existence d'un inventaire des réseaux et procédure de mise à jour	10	10
	Matériaux et diamètres connus pour 60 % à 69,9 % du linéaire des réseaux	1	0
	Matériaux et diamètres connus pour 70 % à 79,9 % du linéaire des réseaux	2	0
	Matériaux et diamètres connus pour 80 % à 89,9 % du linéaire des réseaux	3	3
	Matériaux et diamètres connus pour 90 % à 94,9 % du linéaire des réseaux	4	0
	Matériaux et diamètres connus pour au moins 95 % du linéaire des réseaux	5	0
	Dates ou périodes de pose connues pour moins de 50 % du linéaire des réseaux	0	0
	Dates ou périodes de pose connues pour 50 à 59,9 % du linéaire des réseaux	10	0
	Dates ou périodes de pose connues pour 60 à 69,9 % du linéaire des réseaux	11	0
	Dates ou périodes de pose connues pour 70 à 79,9 % du linéaire des réseaux	12	12
	Dates ou périodes de pose connues pour 80 à 89,9 % du linéaire des réseaux	13	0
	Dates ou périodes de pose connues pour 90 à 94,9 % du linéaire des réseaux	14	0
	Dates ou périodes de pose connues pour au moins 95 % du linéaire des réseaux	15	0
C- Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points)	Plan des réseaux précise la localisation des ouvrages annexes	10	10
	Existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des pompes et équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de stockage et de distribution	10	10
	Le plan des réseaux mentionne la localisation des branchements	10	0

	Un document mentionne pour chaque branchement les caractéristiques du ou des compteurs d'eau incluant la référence du carnet métrologique et la date de pose du compteur	10	0
	Un document identifie les secteurs où ont été réalisées des recherches de pertes d'eau, la date de ces recherches et la nature des réparations ou des travaux effectués à leur suite.	10	10
	Maintien à jour d'un document mentionnant la localisation des autres interventions sur le réseau	10	0
	Existence et mise en œuvre d'un programme pluriannuel de renouvellement des canalisations	10	0
	Existence et mise en œuvre d'une modélisation des réseaux, portant sur au moins la moitié du linéaire de réseaux et permettant notamment d'apprécier les temps de séjour dans les réseaux et les capacités de transfert des réseaux	5	5
<b>TOTAL (somme des points obtenus)</b> <i>- les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans des réseaux (partie A) sont acquis.</i> <i>-Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisées que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plan des réseaux et inventaire des réseaux (parties A+B) sont acquis.</i>		<b>120</b>	<b>75</b>



### III.3 Rendement du réseau et indices linéaires des volumes non comptés et des pertes

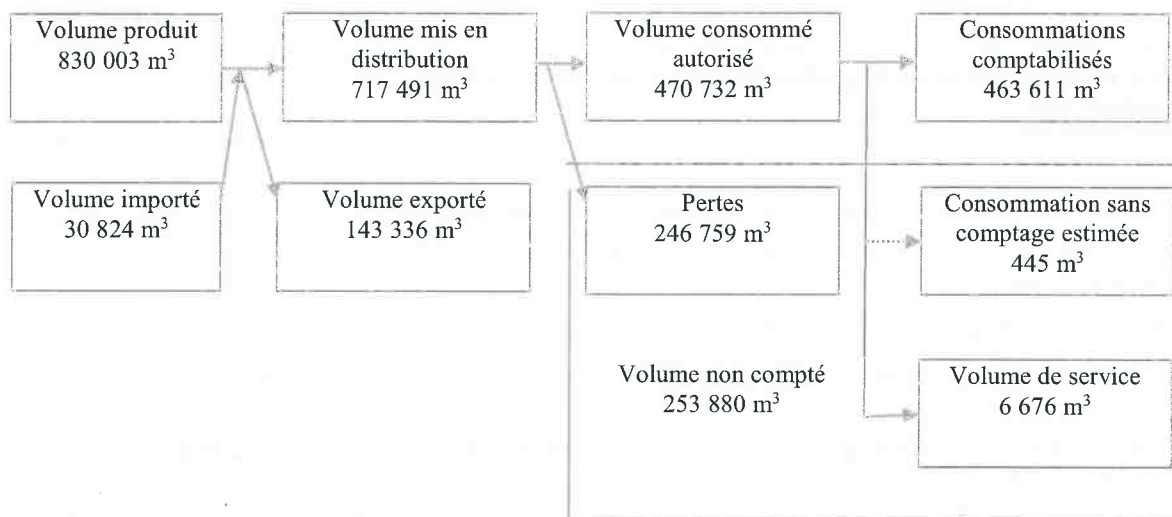
Volumes [m <sup>3</sup> ]	année 2015
<b>Volume produit (P)</b> ( <i>issu des ouvrages de production du service et introduit dans le réseau de distribution</i> )	<b>830 003</b>
<b>Volume importé (I)</b> ( <i>volume acheté en gros en provenance de Drôme Gervanne</i> )	<b>30 824</b>
<b>Volume exporté (E)</b> ( <i>volume vendu en gros à Eurre, Divajeu et Vaunaveys la Rochette</i> )	<b>143 336</b>
<b>Volume mis en distribution (D) P+I-E</b>	<b>717 491</b>
<b>Volume comptabilisé (Vc)</b> ( <i>issu de la relève des compteurs des abonnés domestiques et non domestiques</i> )	<b>463 611</b>
<b>Volume consommateurs sans comptage (Vcsc)</b> <sup>5</sup> ( <i>volume estimé utilisé sans comptage par des usagers connus avec autorisation</i> )	<b>445</b>
<b>Volume de service du réseau (Vs)</b> <sup>6</sup> ( <i>volume estimé utilisé pour l'exploitation du réseau de distribution</i> )	<b>6 676</b>
<b>Volume consommé autorisé (CA) = (Vc) + (Vcsc) + (Vs)</b>	<b>470 732</b>
<b>Pertes (D)-(CA)</b>	<b>246 759</b>
<b>Volume non comptés (Vcsc)+(Vs)+pertes</b>	<b>253 880</b>

Linéaire du réseau de desserte (L) en km (rappel du I.6)	94,514
<b>Rendement du réseau de distribution</b> FICHE P104.3 ( <i>volume consommé autorisé + volume vendu en gros</i> ) / ( <i>volume produit + volume acheté en gros</i> ) X 100	<b>71,3 %</b>
<b>Indice linéaire des volumes non comptés</b> FICHE P105.3 ( <i>volume mis en distribution – volume comptabilisé</i> ) / <i>longueur du réseau de desserte</i> / 365	<b>7,36 m<sup>3</sup>/km/j</b>
<b>Indice linéaire de pertes en réseau</b> FICHE P106.3 ( <i>volume mis en distribution – volume consommé autorisé</i> ) / <i>longueur du réseau de desserte</i> / 365	<b>7,15 m<sup>3</sup>/km/j</b>

<sup>5</sup> Le volume consommateurs sans comptage est le volume utilisé sans comptage par des usagers connus, avec autorisation. Ce volume est estimé.

<sup>6</sup> Le volume de service du réseau est le volume utilisé pour l'exploitation du réseau de distribution – Il s'agit d'une estimation.

### Schéma des volumes



## III.4 Taux moyen de renouvellement des réseaux d'eau potable

Ce taux est le quotient, exprimé en pourcentage, de la moyenne annuelle du linéaire de réseaux (hors linéaires de branchements) renouvelés au cours des cinq dernières années par la longueur du réseau. Le linéaire renouvelé inclut les sections de réseaux remplacées à l'identique ou renforcées ainsi que les sections réhabilitées.

Linéaire de réseau renouvelé l'année 2015 – l(2015) - en km	0,62 km
Linéaire de réseau renouvelé l'année (2014) – l(2014) - en km	0,504 km
Linéaire de réseau renouvelé l'année (2013) – l(2013) - en km	0,450 km
Linéaire de réseau renouvelé l'année (2012) – l(2012) - en km	0 km
Linéaire de réseau renouvelé l'année (2011) – l(2011) - en km	0,125 km
<b>Taux moyen de renouvellement de réseau</b> FICHE P107.2 en % $[(l(2015) + l(2014) + l(2013) + l(2012) + l(2011)) / 5] / (L)$	0.36 %

### III.5 Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau

	au 31/12/2015
Indice d'avancement de la protection de la ressource en eau FICHE P108.3	100 %

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 100 %, avec le barème suivant :

0 % : aucune action ; 20 % : études environnementale et hydrogéologique en cours ; 40 % : avis de l'hydrogéologue rendu ;

50 % : dossier déposé en préfecture ; 60 % : arrêté préfectoral ;

80 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (terrains acquis, servitudes mises en place, travaux terminés) ;

100 % : arrêté préfectoral complètement mis en œuvre (comme ci-dessus), et mise en place d'une procédure de suivi de l'application de l'arrêté.

En cas d'achat d'eau à d'autres services publics d'eau potable par le service ou de ressources multiples, l'indicateur est établi pour chaque ressource et une valeur globale est calculée en pondérant par les volumes annuels d'eau produits ou achetés à d'autres services publics d'eau potable (pondération à réaliser sur la base des éléments renseignés au I.4 ; où figurent par ressource volume prélevé et état d'avancement de la procédure de protection).

## IV. FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

### IV.1 Travaux engagés, à venir et à l'étude

#### Travaux engagés pendant l'exercice budgétaire de l'année 2015 :

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Henri Grand, rues Sadi Carnot et de l'Hôtel de ville, troisième tranche de travaux entre le square de la Résistance et la rue Sainte Euphémie, renouvellement de 230 mètres de conduite et 36 branchements plombs.

Renouvellement de 390 mètres de conduite dans la rue Driss Chraïbi.

Au 31/12/15 le parc compteur comprends 1 500 compteurs télérelevé.

#### Projets à l'étude

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Henri Grand, rues Sadi Carnot et de l'Hôtel de ville, renouvellements en 4 tranches de 870 mètres de réseau d'eau potable (255 000€ TTC) et 114 branchements.

Quatrième tranche de travaux en 2016 entre la rue Sainte Euphémie et la rue Paul Pons 200 mètres et 42 branchements plomb à renouveler.

Mise au point d'un programme pluriannuel de renouvellement branchements plomb.

A la fin de l'année 2016, 3600 compteurs seront équipés de tête à télérelève

## IV.2 Branchements en plomb

<b>Branchements</b>	<b>année 2015</b>
Rue Sadi Carnot (36 renouvellements et 1 fuite)	37
Rue Roch Grivel	1
Rue du vieux Gouvernement	3
Rue Driss Chraïbi	1
Chemin Leyronat	1
Chemin des Gardettes	1
Montée de Saint Antoine	1
Rue Molière	1
Rue Mettetal	1
Saint Antoine le Haut	1
Rue de la Calade	1
Total	49
Nombre de branchements en plomb restants (au 31/12/2015)	996 u

### IV.3 Etat de la dette

L'état de la dette fait apparaître les valeurs suivantes :

<b>Encours de la dette au 31/12/2015</b>	<b>1 501 269.50 €</b>
<b>Montant de l'annuité remboursée au cours de l'exercice 2015</b>	<b>177 876.52 €</b>
<i>dont annuité correspondant au remboursement du capital</i>	<b>83 430.05 €</b>
<i>dont annuité correspondant au remboursement des intérêts</i>	<b>94 446.47 €</b>

### IV.4 Amortissements

	<b>Compte administratif de l'année 2015</b>
Montant de la dotation aux amortissements	<b>100 100.11 €</b>

# V. ACTIONS DE SOLIDARITE ET DE COOPERATION DECENTRALISEE DANS LE DOMAINE DE L'EAU

## V.1 Aide au paiement des factures d'eau aux personnes en situation de précarité

Montants des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité au titre de l'aide au paiement des factures d'eau des personnes en situation de précarité en application de l'article L. 115-3 du code de l'action sociale et des familles

	Année 2014	Année 2015
Montants des abandons de créance à caractère social (1)	1 797,20 €	1 883,00 €
Nombre de demandes reçues	45	47
Montants des versements aux fonds de solidarité (2)	865,70 €	873,9 €
Valeur de l'indicateur « <b>Montants des abandons de créance ou des versements à un fonds de solidarité</b> » <b>FICHE P109.0</b> [(1) + (2)] / [Volume total facturé au titre de l'année 2015]	0,00134€/m <sup>3</sup>	0,0059€/m <sup>3</sup>

## ANNEXE

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse vous rend compte de la fiscalité de l'eau



# SAUVONS L'EAU!

## LA FISCALITÉ SUR L'EAU A PERMIS UNE NETTE AMÉLIORATION DE LA QUALITÉ DE NOS RIVIÈRES

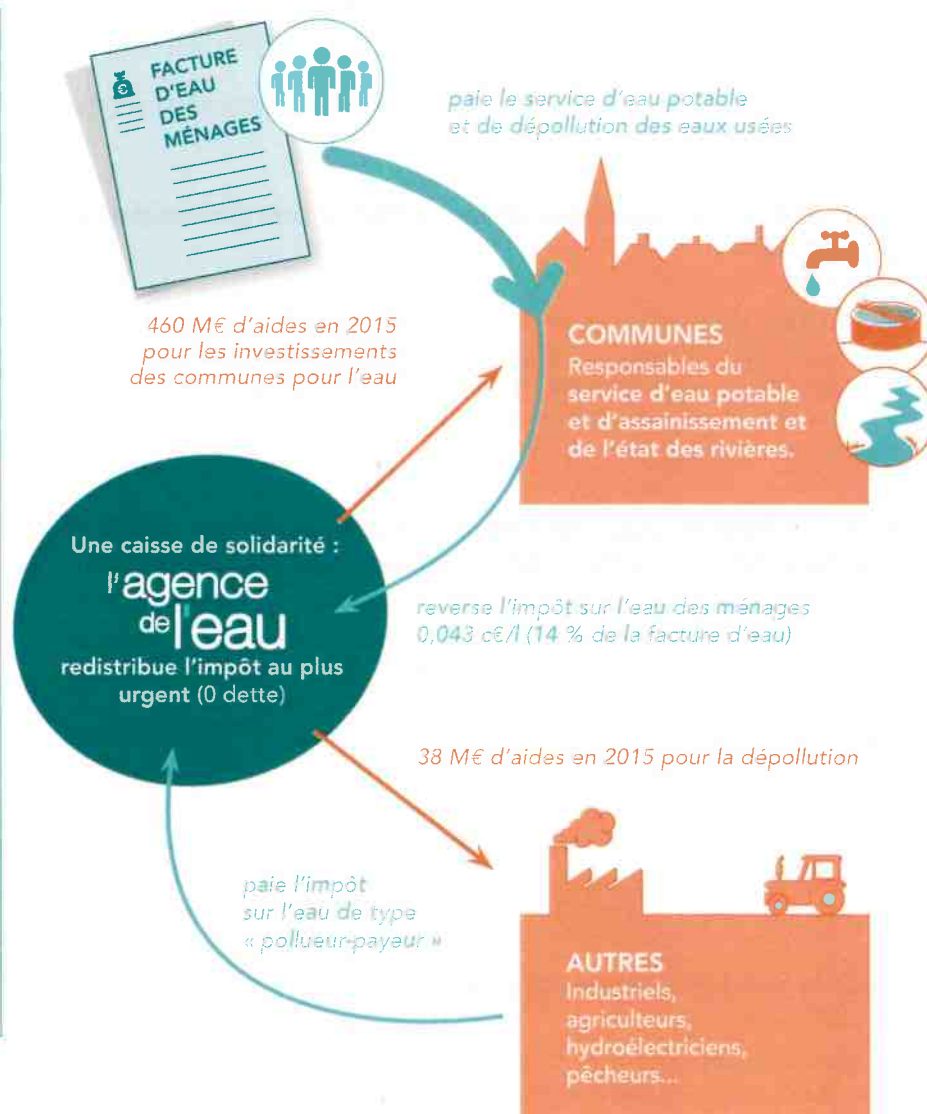
Grâce à cette fiscalité sur l'eau, le parc français des stations d'épuration est désormais aux normes : la pollution organique dans les rivières a été divisée par 10 en 20 ans.

Le prix moyen de l'eau dans les bassins Rhône-Méditerranée et Corse est de 3,63 € TTC/m<sup>3</sup> et de 4,02 € TTC/m<sup>3</sup> en France\*. 14 % de la facture d'eau est un impôt qui retourne à l'eau via l'agence de l'eau.

Votre impôt est réinvesti pour mettre aux normes les stations d'épuration, renouveler les réseaux d'eau potable, économiser l'eau, protéger les captages d'eau potable des pollutions par les pesticides et les nitrates, restaurer le fonctionnement naturel des rivières.

L'agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse est un établissement public de l'Etat consacré à la protection de l'eau et garant de l'intérêt général.

\*Source : estimation de l'agence de l'eau à partir des données Sispea 2014.





# ACTIONS AIDÉES PAR L'AGENCE DE L'EAU

DANS LES BASSINS RHÔNE-MÉDITERRANÉE ET CORSE EN 2015

## > Pour économiser l'eau sur les territoires en déficit en eau

(46 millions €)

325 opérations (réduction des fuites dans les réseaux d'eau potable, modernisation de l'irrigation...) ont permis d'économiser 46 millions m<sup>3</sup> en 2015 soit la consommation d'une ville de 600 000 habitants.

## > Pour dépolluer les eaux

(121 millions € pour les stations d'épuration et les réseaux d'assainissement)

43 stations d'épuration aidées en 2015. L'objectif de mise en conformité des stations d'épuration des grandes villes est atteint. L'agence continue maintenant avec les villes de plus petite taille et les communes rurales.

## > Pour réduire les pollutions par les pesticides et les toxiques

(34 millions €)

41 territoires engagés dans des démarches collectives de réduction des rejets de substances dangereuses concernant des activités industrielles et commerciales.

5 opérations majeures de lutte contre les substances dangereuses lancées sur de grands sites industriels.

## > Pour libérer les captages d'eau potable des pesticides et des nitrates

(12 millions €)

25 nouveaux captages prioritaires du SDAGE ont un programme d'actions qui prévoit des changements de pratiques agricoles pour réduire l'utilisation des pesticides et des nitrates. Régler la question des pesticides permet d'économiser les surcoûts pour rendre potable une eau polluée. Chaque année ces traitements coûtent entre 400 et 700 millions € aux Français.

## > Pour redonner aux rivières un fonctionnement naturel, restaurer les zones humides et préserver la biodiversité

(65 millions €)

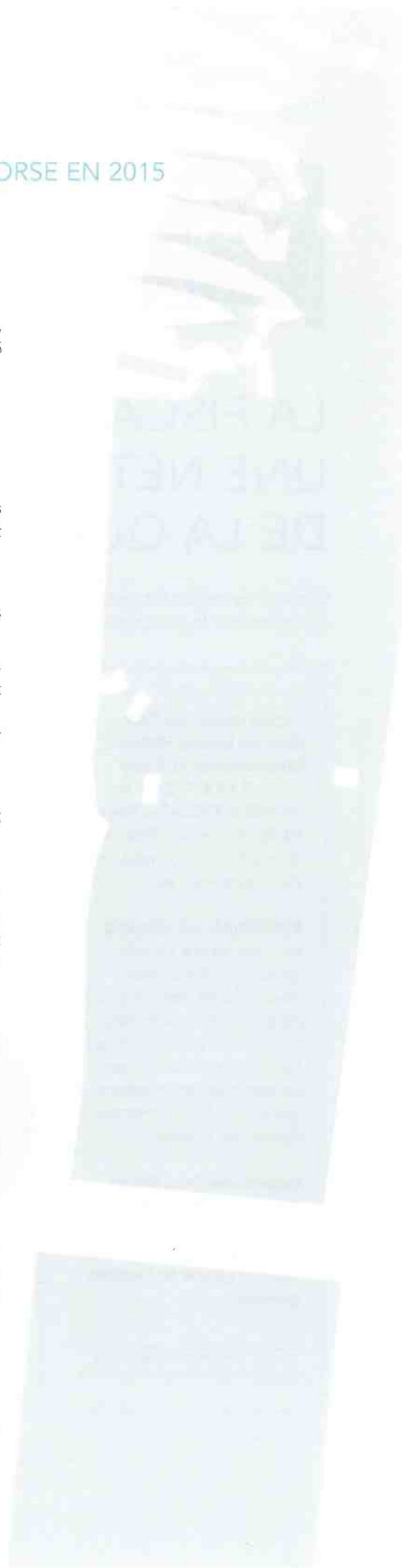
85 km de rivières restaurées et 135 seuils et barrages rendus franchissables par les poissons. Les aménagements artificiels des rivières (bétonnage des berges) ne permettent plus aux poissons de circuler, aux sédiments de s'écouler. Pire, ils aggravent les crues. L'objectif est de redonner aux rivières un fonctionnement naturel.

2888 ha de zones humides ont fait l'objet d'une aide, dont 1 112 ha de surfaces acquises. L'objectif de l'agence est de restaurer 10 000 ha de zones humides au cours des 5 prochaines années. Telle une éponge, les zones humides limitent les crues en absorbant l'eau en excès.

## > Pour la solidarité internationale

(4 millions €)

78 opérations engagées pour donner accès à l'eau ou à l'assainissement aux populations démunies dans les pays en voie de développement.



# L'AGENCE DE L'EAU VOUS REND COMPTE DE LA FISCALITÉ DE L'EAU

2016

535 M€ DE REDEVANCES EN 2016

Pour les ménages, les redevances représentent 14 % de la facture d'eau. Un ménage de 3-4 personnes, consommant 120 m<sup>3</sup>/an, dépense 34 € par mois pour son alimentation en eau potable, dont 4,80 € pour les redevances.



Pour toutes les redevances, les taux sont fixés par le conseil d'administration de l'agence de l'eau où sont représentés tous les usagers de l'eau, y compris les ménages.

## UNE REDISTRIBUTION SOUS FORME D'AIDES

Cette redistribution bénéficie pour plus de 80 % aux collectivités. Elle organise une solidarité entre les bassins Rhône-Méditerranée et Corse ainsi qu'entre les communes urbaines et rurales.

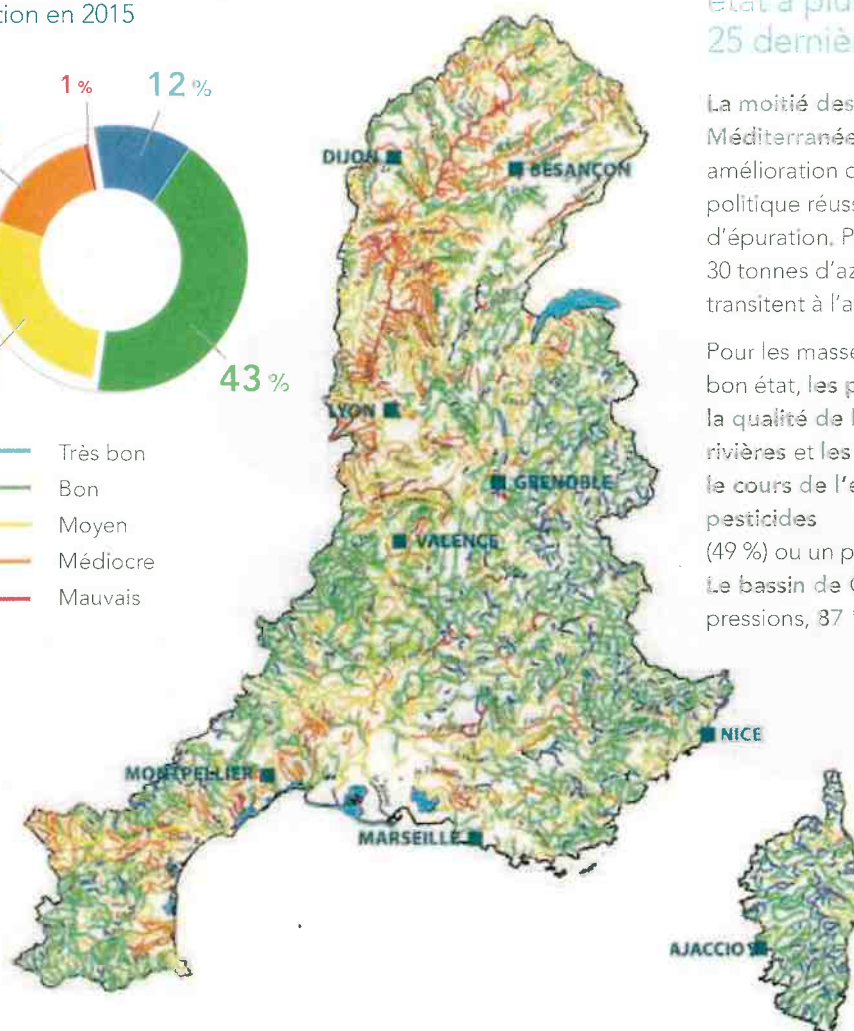
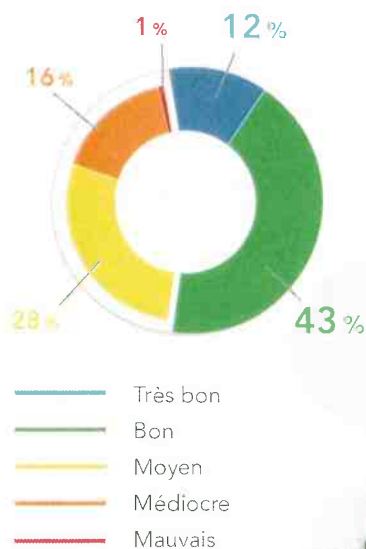
Montant prévisionnel des aides pour 2016



**Aides aux communes rurales :** l'agence de l'eau soutient les actions des communes rurales pour rénover et entretenir leurs infrastructures d'eau et d'assainissement. Elle y consacre environ 100 millions €/an, dont plus de 50 millions au titre du dispositif spécifique de solidarité urbain-rural.

## Etat écologique des cours d'eau

### Situation en 2015



Le nombre de cours d'eau en bon état a plus que doublé au cours des 25 dernières années.

La moitié des cours d'eau du bassin Rhône-Méditerranée sont en bon état. Cette nette amélioration depuis 25 ans est le résultat d'une politique réussie de mise aux normes des stations d'épuration. Par rapport à 1990, ce sont ainsi 30 tonnes d'azote ammoniacal par jour en moins qui transitent à l'aval de Lyon.

Pour les masses d'eau n'ayant pas encore atteint le bon état, les principales causes de dégradation de la qualité de l'eau sont l'artificialisation du lit des rivières et les barrages et les seuils qui barrent le cours de l'eau (75 % des cas), la pollution par les pesticides (49 %) ou un problème lié aux prélèvements (33 %). Le bassin de Corse est relativement épargné par ces pressions, 87 % de ses rivières sont en bon état.

## La qualité des rivières et de la Méditerranée sur smartphone et tablette

**NOUVEAUTÉ 2016**

Une nouvelle rubrique :  
**Quels poissons  
peuplent nos rivières ?**



April 2000



**Appl' craft Méditerranée**



Découvrez l'état de santé des rivières en France et de la Méditerranée avec les deux applications mobiles de l'agence de l'eau.

## Bassin Rhône-Méditerranée

- > 14 millions d'habitants
- > 25 % du territoire français
- > 20 % de l'activité agricole et industrielle
- > 50 % de l'activité touristique
- > 11 000 cours d'eau de plus de 2 km

## Bassin de Corse

- > 300 000 habitants permanents
- > 2,7 millions de touristes chaque année
- > 3 000 km de cours d'eau
- > 1 000 km de côtes



<p><b>RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DES SERVICES PUBLICS</b> <b>SERVICES DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF</b> <b>ANNEE 2015</b></p>
---

Le rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'assainissement collectif, concernant l'exercice 2015, est présenté à l'assemblée délibérante.

Le présent rapport est public et permet d'informer les usagers du service, notamment par une mise en ligne sur le site l'observatoire national des services publics de l'eau et de l'assainissement ([www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr)).

Le Conseil municipal,

Vu l'arrêté SNDE du 26 juillet 2010,

Vu le Code général des collectivités territoriales notamment l'article L2224-5,

Vu le rapport sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement collectif,

Vu l'avis de la commission « Environnement, Développement Durable et Agriculture » en date du 19 septembre 2016,

Après en avoir délibéré,

-ADOpte le rapport sur le prix et la qualité du service public de l'assainissement collectif.

-DECIDE de transmettre aux services préfectoraux la présente délibération

-DECIDE de mettre en ligne le rapport validé sur le site [www.services.eaufrance.fr](http://www.services.eaufrance.fr) conformément à l'arrêté SNDE du 26 juillet 2010

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.  
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest





# **RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITE DU SERVICE PUBLIC**

*Service de l'assainissement collectif*

## **EXERCICE 2015**

*Ce document reprend les définitions de l'arrêté du 02/05/2007 et de la circulaire n°12/DE du 28 avril 2008. Les textes réglementaires relatifs aux RPQS peuvent être consultés sur le site de l'observatoire national des services d'eau et d'assainissement : <http://www.services.eaufrance.fr>*

**FICHE XXXX.X** : renvoie à la fiche descriptive de l'indicateur. Les fiches sont téléchargeables sur le site <http://www.services.eaufrance.fr> - Ce sont ces indicateurs que la mairie de Crest publie sur le même site en se connectant sur le compte qui lui est attribué. 5 indicateurs sur 7 sont renseignés.

Rapport établi selon l'article L 2224-5  
du Code Général des Collectivités Territoriales

Direction de l'aménagement  
Mairie de Crest

Rapport présenté à l'assemblée délibérante le 23 septembre 2016

## SOMMAIRE

<b>I.</b>	<b>CARACTERISATION TECHNIQUE DU SERVICE.....</b>	<b>2</b>
I.1	CONTEXTE .....	2
I.2	ESTIMATION DU NOMBRE D'HABITANTS DESSERVIS .....	3
I.3	ABONNEMENTS AU SERVICE.....	3
I.4	RESEAUX DE COLLECTE .....	3
	<i>Identification des ouvrages permettant de maîtriser les déversements d'effluents au milieu naturel par les réseaux unitaires en temps de pluie .....</i>	<i>3</i>
I.5	OUVRAGES DE TRAITEMENT DES EAUX USEES .....	4
I.6	BOUES ISSUES DES OUVRAGES DE TRAITEMENT .....	4
<b>II.</b>	<b>TARIFICATION DE L'ASSAINISSEMENT ET RECETTES DU SERVICE .....</b>	<b>5</b>
II.1	PRIX DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET DES PRESTATIONS ANNEXES .....	5
	<i>Modalités de tarification.....</i>	<i>5</i>
	<i>Référence de la délibération fixant les tarifs de l'assainissement collectif et des autres prestations facturées aux abonnés.....</i>	<i>5</i>
II.2	LE PRIX DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF .....	6
	<i>Évolution du tarif de l'assainissement.....</i>	<i>6</i>
	<i>Composantes de la facture d'un usager de 120 m<sup>3</sup>.....</i>	<i>6</i>
II.3	RECETTES DU SERVICE .....	7
<b>III.</b>	<b>INDICATEURS DE PERFORMANCE .....</b>	<b>7</b>
III.1	INDICE DE CONNAISSANCE ET DE GESTION PATRIMONIALE DES RESEAUX DE COLLECTE DES EAUX USEES	7
III.2	CONFORMITE AUX PRESCRIPTIONS DEFINIES EN APPLICATION DU DECRET N°94-469 DU 3 JUIN 1994	
	MODIFIE .....	9
	<i>Conformité de la collecte des effluents.....</i>	<i>9</i>
	<i>Conformité des équipements d'épuration.....</i>	<i>9</i>
	<i>Conformité de la performance des ouvrages d'épuration.....</i>	<i>9</i>
III.3	TAUX DE BOUES ISSUES DES OUVRAGES D'ÉPURATION EVACUEES SELON DES FILIERES CONFORMES A LA REGLEMENTATION .....	9
<b>IV.</b>	<b>FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS .....</b>	<b>10</b>
IV.1	TRAVAUX ENGAGES, A VENIR ET A L'ETUDE .....	10
	<i>Travaux engagés pendant l'exercice budgétaire de l'année 2015 : .....</i>	<i>10</i>
	<i>Projets à l'étude .....</i>	<i>10</i>
IV.2	ÉTAT DE LA DETTE .....	10
IV.3	AMORTISSEMENTS.....	11

Le présent rapport a pour objet de rassembler et présenter les différents éléments techniques et financiers relatifs au prix et à la qualité du service public d'assainissement collectif pour l'exercice 2014.

Les caractéristiques et les indicateurs mentionnés ci-après sont établis, sauf indication contraire, pour l'exercice ou au 31 décembre de l'exercice concerné par le rapport et pour l'ensemble du territoire pour lequel la collectivité organisatrice du service assure la compétence de l'assainissement collectif.

# **I. CARACTERISATION TECHNIQUE DU SERVICE**

## **I.1 Contexte**

Le service public d'assainissement collectif ( défini à l'article L 2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales) de la ville de Crest assure le contrôle des raccordements au réseau public de collecte, la collecte des eaux usées et le transport des eaux usées jusqu'à la station de traitement des eaux usées (STEU) sur le territoire de la commune de Crest.

La STEU appartient à la Communes du Crestois Pays de Saillans C3PS. Cet établissement public de coopération intercommunale est issu au 1<sup>er</sup> janvier 2014 de la fusion de la communauté de communes du Crestois avec celle de Saillans étendue à la commune de Crest.

Une convention tripartite entre la ville de Crest, la Communes du Crestois Pays de Saillans et la société Lyonnaise des Eaux (délégataire de la CCC pour l'exploitation de la STEP), régie le traitement des eaux usées de la ville de Crest par la station de traitement des eaux usées .

Par ailleurs la ville de Crest autorise le transfert des effluents, par son réseau jusqu'à la STEU, des villes d'Aouste et Divajeu. En outre, une permission de voirie autorise la ville d'Eurre d'établir une canalisation sur le territoire de la commune de Crest pour déverser ses effluents à la STEU.

Le territoire desservi par le service public d'assainissement public est celui de la commune de Crest.

Le 30 juin 2015 le contrat de DSP par affermage conclut le 01/04/1987 s'est terminé. Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2015, la ville a confié la gestion du service public d'eau potable à la société Lyonnaise des Eaux, centre Régional Provence, 1295 Avenue John Fitzgerald Kennedy 84200 CARPENTRAS.

Conformément au décret 2005-236 du 14/05/2005 la SDEI établit un Rapport Annuel du Délégué.

Le présent RPQS et RAD sont consultables sur le site internet de la ville : [www.mairie-crest.fr](http://www.mairie-crest.fr)



## I.2 Estimation du nombre d'habitants desservis

Nombre d'habitants <b>desservis par un</b> réseau de collecte des eaux usées (unitaire ou séparatif) <b>FICHE D201.0</b>	7 186
--	-------

Le nombre d'habitants desservis relève bien souvent d'une estimation (il est rare que toute la commune soit desservie) Pour l'estimation, on peut procéder à partir du nombre de logements desservis par le réseau d'assainissement en retenant un nombre moyen d'habitants par logement. Un logement est dit **desservi** par le service lorsqu'il se situe dans une zone où il existe à proximité une antenne du réseau public d'assainissement collectif sur laquelle il est ou peut être raccordé.

## I.3 Abonnements au service

<b>Abonnés</b>	<b>au 31/12/2015</b>
Nombre d'abonnés « domestiques »	4 339
Nombre d'abonnés avec autorisation de déversement (industriels) – <b>FICHE D202.0</b>	2
<b>Nombre total d'abonnés</b>	<b>4 371</b>

## I.4 Réseaux de collecte

	<b>au 31/12/2015</b>
Linéaire de réseau séparatif (hors branchements) en km	22,968 km
Linéaire de réseau unitaire (hors branchements et hors refoulement) en km	19,5 km
Linéaire refoulement	0,958 km
Linéaire total en km	43,4428 km

**Identification des ouvrages permettant de maîtriser les déversements d'effluents au milieu naturel par les réseaux unitaires en temps de pluie**

Déversoirs d'orage	Charge de pollution
N°1 Saleine	> 600 kg/jour
N° 2 Jean Jaurès	> 600 kg/jour
N°3 Stade Lycée	> 600 kg/jour
N°4 Porte Ayguière	< 600 kg/jour
N°5 Pont Mistral	< 600 kg/jour
N°6 Crest Sud	< 600 kg/jour
N°7 Revesz Long	< 600 kg/jour
N°8 Pont en Bois	< 600 kg/jour

## I.5 Ouvrages de traitement des eaux usées

STEU de 20 000 équivalent-habitants.

La STEU permet d'obtenir une eau rejetée de qualité baignade conforme au classement de la rivière Drôme.

## I.6 Boues issues des ouvrages de traitement

Consulter le Rapport sur le Prix et la Qualité du Service de l'assainissement de la Communauté de Communes du Crestois Pays de Saillans.

## **II. TARIFICATION DE L'ASSAINISSEMENT ET RECETTES DU SERVICE**

### **II.1 Prix du service de l'assainissement collectif et des prestations annexes**

#### **Modalités de tarification**

Le service d'assainissement est facturé sous la rubrique « collecte et traitement des eaux usées » en même temps que le service de l'eau. La facture est établie sur la base du m<sup>3</sup> d'eau potable consommée et comprend une part fixe de la redevance assainissement (abonnement) et une part variable calculée en fonction des volumes prélevés sur le réseau public de distribution d'eau. La part fixe est payable d'avance et semestriellement. La part variable est facturée à terme échu.

Le relevé de consommation d'eau potable est effectué au moins une fois par an

Tous les éléments de la facture concernant l'assainissement collectif sont soumis à la TVA de 10 %.

#### **Référence de la délibération fixant les tarifs de l'assainissement collectif et des autres prestations facturées aux abonnés**

Délibération du conseil municipal du 2 septembre 2010 pour le contrat jusqu'au 30 juin 2015.  
Délibération du conseil municipal du 19 mai 2015 pour le contrat entré en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2015

## II.2 Le prix de l'assainissement collectif

### Évolution du tarif de l'assainissement

	Désignation	1 <sup>er</sup> jan 2015	1 <sup>er</sup> juil 2015	1 <sup>er</sup> jan 2016
<b>Part C3PS</b>				
Part Fixe [€ HT]	Abonnement	5,00	5,00	5,00
Prix au m <sup>3</sup> - [€ HT/m <sup>3</sup> ]	le m <sup>3</sup>	0,084	0,084	0,084
<b>Part Commune de Crest</b>				
Prix au m <sup>3</sup> - [€ HT/m <sup>3</sup> ]	le m <sup>3</sup>	0,61	0,61	0,61
<b>Part du délégataire traitement</b>				
Part Fixe [€ HT]	Abonnement	33,34	33,34	33,16
Prix au m <sup>3</sup> - [€ HT/m <sup>3</sup> ]	le m <sup>3</sup> de 0 à 150 m <sup>3</sup>	0,419	0,419	0,422
<b>Part du délégataire collecte</b>				
Prix au m <sup>3</sup> - [€ HT/m <sup>3</sup> ]	le m <sup>3</sup>	0,2513	0,27	0,269
Tiers [€/m <sup>3</sup> ]	Agence de l'eau modernisation des réseaux de collecte	0,155	0,155	0,16
TVA		22,07	22,29	22,36

### Composantes de la facture d'un usager de 120 m<sup>3</sup>

	1 <sup>er</sup> jan 2015	1 <sup>er</sup> juil 2015	1 <sup>er</sup> jan 2016
Collectivité traitement	15,08	15,08	15,08
Collectivité collecte	73,20	73,20	73,20
Délégataire Traitement	83,62	83,62	83,80
Délégataire collecte	30,15	32,40	32,28
Agence de l'eau modernisation des réseaux de collecte	18,60	18,60	19,20
TVA	22,07	22,29	22,36
<b>Total [€ TTC]</b>	<b>242,72</b>	<b>245,19</b>	<b>245,92</b>

Au 1<sup>er</sup> jan 2016 - Prix théorique du m<sup>3</sup> pour un usager consommant 120 m<sup>3</sup>:

FICHE D204.0

2,05 €/m<sup>3</sup>

## II.3 Recettes du service

	Jusqu'au 30/06/15	Du 1 <sup>er</sup> juillet au 31/12/15
Recettes liées à la facturation de l'assainissement collectif aux abonnés <i>Hors taxes et avec redevances agence de l'eau (redevance modernisation des réseaux de collecte)</i>	141 810 €	165 878 €
Surtaxe encaissée par la SDEI et reversée à la commune	207 647 €	

## III. INDICATEURS DE PERFORMANCE

### III.1 Indice de connaissance et de gestion patrimoniale des réseaux de collecte des eaux usées

#### ICHE P202.2B

La valeur de cet indice est comprise entre 0 et 120, avec le barème décrit dans le tableau ci-après.

		Nombre de points possibles	Nombre de points obtenus
A -Plans de réseaux (15 points)	Existence d'un plan des réseaux de collecte et de transport des eaux usées	10	10
	Définition d'une mise à jour du plan des réseaux	5	5
B- Inventaire des réseaux (30 points)	Existence d'un inventaire des réseaux et procédure de mise à jour	10	10
	Matériaux et diamètres connus pour 60 % à 69,9 % du linéaire des réseaux	1	0
	Matériaux et diamètres connus pour 70 % à 79,9 % du linéaire des réseaux	2	0
	Matériaux et diamètres connus pour 80 % à 89,9 % du linéaire des réseaux	3	3
	Matériaux et diamètres connus pour 90 % à 94,9 % du linéaire	4	0

	des réseaux		
	Matériaux et diamètres connus pour au moins 95 % du linéaire des réseaux	5	0
	Dates ou périodes de pose connues pour moins de 50 % du linéaire des réseaux	0	0
	Dates ou périodes de pose connues pour 50 à 59,9 % du linéaire des réseaux	10	0
	Dates ou périodes de pose connues pour 60 à 69,9 % du linéaire des réseaux	11	0
	Dates ou périodes de pose connues pour 70 à 79,9 % du linéaire des réseaux	12	0
	Dates ou périodes de pose connues pour 80 à 89,9 % du linéaire des réseaux	13	13
	Dates ou périodes de pose connues pour 90 à 94,9 % du linéaire des réseaux	14	0
	Dates ou périodes de pose connues pour au moins 95 % du linéaire des réseaux	15	0
C- Autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (75 points)	Plan des réseaux comporte une information géographique précisant l'altimétrie des canalisations, la moitié au moins du linéaire total des réseaux étant renseignée	10	10
	Lorsque les informations disponibles sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour la moitié du linéaire total des réseaux, un point supplémentaire est attribué chaque fois que sont renseignés 10 % supplémentaire du linéaire jusqu'à 90 %. Le cinquième point est accordé lorsque les informations sur l'altimétrie des canalisations sont rassemblées pour au moins 95 % du linéaire total des réseaux	5	3
	Localisation des et description des ouvrages annexes	10	10
	Existence et mise à jour au moins annuelle d'un inventaire des équipements électromécaniques existants sur les ouvrages de collecte et transport des eaux usées	10	10
	Le plan ou l'inventaire mentionne le nombre de branchements pour chaque tronçon du réseau	10	0
	L'inventaire récapitule et localise les interventions et travaux réalisés sur chaque tronçon de réseaux	10	0
	Mise en œuvre d'un programme pluriannuel d'enquête et d'auscultation du réseau	10	0
	Mise en œuvre d'un programme pluriannuel de travaux de réhabilitation et de renouvellement,	5	0
<b>TOTAL (somme des points obtenus)</b> <i>- les 30 points d'inventaire des réseaux (partie B) ne sont comptabilisés que si les 15 points des plans des réseaux (partie A) sont acquis.</i> <i>-Les 75 points des autres éléments de connaissance et de gestion des réseaux (partie C) ne sont comptabilisées que si au moins 40 des 45 points de l'ensemble plan des réseaux et inventaire des réseaux (parties A+B) sont acquis.</i>		<b>120</b>	<b>74</b>

## III.2 Conformité aux prescriptions définies en application du décret n°94-469 du 3 juin 1994 modifié

*Une filière est dite « conforme » lorsqu'elle respecte les prescriptions définies en application des articles R. 2224-6 à R. 2224-17 du code général des collectivités territoriales*

### Conformité de la collecte des effluents

**FICHE P203.3** .Concerne la collecte

### Conformité des équipements d'épuration

**FICHE P204.3** .Concerne le traitement

### Conformité de la performance des ouvrages d'épuration

**FICHE P205.3** .Concerne le traitement

*Commentaires : à ce jour, la définition de ces 3 indicateurs n'a pas encore été validée. Il ne faut donc pas en tenir compte.*

## III.3 Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation

*Une filière est dite « conforme » si la filière de traitement est déclarée ou autorisée selon sa taille et si le transport des boues est effectué conformément à la réglementation en vigueur. L'indicateur est le pourcentage de boues évacuées selon une filière conforme. Les refus de dégrillage et les boues de curage ne sont pas pris en compte.*

**Pour chaque STEP :**

Taux de boues issues des ouvrages d'épuration évacuées selon des filières conformes à la réglementation **FICHE P206.3** en %

	année 2015
STEP CCC	100 %

# IV. FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

## IV.1 Travaux engagés, à venir et à l'étude

### Travaux engagés pendant l'exercice budgétaire de l'année 2015 :

Instrumentation des déversoirs d'orage : équipement des sites de Porte Aiguières, Pont Mistral, Poste de relevage Crest Sud, Mazorel et pont en bois. Mise en service printemps 2015

Dans le cadre de l'aménagement de l'avenue Henri Grand, rues Sadi Carnot et de l'Hôtel de ville, création en quatre tranches de 980 mètres de réseau et renouvellement de 114 branchements.

Troisième tranche de travaux entre l'avenue le square de la Résistance et la rue Sainte Euphémie.

### Projets à l'étude

Quatrième tranche de travaux entre la rue Sainte Euphémie et la rue Paul Pons

## IV.2 Etat de la dette

L'état de la dette fait apparaître les valeurs suivantes :

<b>Encours de la dette au 31/12/2015</b>	66 476.22 €
<b>Montant de l'annuité remboursée au cours de l'exercice 2015</b>	15 734.16 €
<i>dont annuité correspondant au remboursement du capital</i>	14 344.29 €
<i>dont annuité correspondant au remboursement des intérêts</i>	1 389.87 €



## IV.3 Amortissements

	Compte administratif de l'année 2015
Montant de la dotation aux amortissements	76 523.59 €

<p><b>RAPPORTS ANNUELS DU DELEGATAIRE CONCERNANT LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'EAU POTABLE ANNEE 2015</b></p>
--

Le rapports annuel établi par le délégataire, SUEZ ENVIRONNEMENT/LYONNAISE DES EAUX/SDEI concernant la délégation de service public pour l'eau potable, exercice 2015, est présenté à l'assemblée délibérante.

Fait par les Conseillers Municipaux soussignés.  
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest



<p><b>RAPPORTS ANNUELS DU DELEGATAIRE CONCERNANT LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF ANNEE 2015</b></p>
---

Le rapport annuel établi par le délégataire, SUEZ ENVIRONNEMENT/LYONNAISE DES EAUX/SDEI concernant la délégation de service public pour l'assainissement collectif, exercice 2015, est présenté à l'assemblée délibérante.

Fait par les Conseillers Municipaux soussignés.  
Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest



<p><b>RAPPORT D'ACTIVITES DU SYNDICAT DEPARTEMENTAL D'ENERGIES DE LA DROME EXERCICE 2015</b></p>
--

Le rapport d'activités du Syndicat Départemental d'Energies de la Drôme, établi au titre de l'exercice 2015, est présenté à l'assemblée délibérante.

Fait par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON

Député-Maire de Crest



<p style="text-align: center;"><b>CONVENTION DE SERVITUDES DE PASSAGE POUR L'AMELIORATION DE LA QUALITE DE DESSERTE ET D'ALIMENTATION DU RESEAU ELECTRIQUE QUARTIER MAZOREL-NORD</b></p>
--

Le rapporteur expose à l'assemblée que dans le cadre de l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique, une canalisation souterraine doit emprunter la parcelle cadastrée section AP n°454 appartenant à la commune, sise quartier MAZOREL-NORD, et un coffret électrique doit être implanté.

Au regard du tracé des ouvrages, une servitude grèvera la dite parcelle puisque cette canalisation souterraine sera établie dans une bande de 1 mètre de large sur une longueur d'environ 55 mètres ainsi que ses accessoires.

Ces travaux nécessitent, en conséquence, l'établissement d'une convention de servitudes afin de formaliser les conditions techniques et juridiques de la réalisation de ces ouvrages par ENEDIS.

Cette convention est conclue à titre gratuit. ENEDIS prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs ou indirects qui résulteraient de son occupation et ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Le Conseil municipal,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le projet de « convention de servitudes » proposé par ENEDIS relatif à l'installation d'une canalisation souterraine,

Vu l'avis de la commission « Environnement, Développement Durable et Agriculture » en date du 19 septembre 2016,

Après en avoir délibéré,

APPROUVE la constitution d'une servitude de passage sur la parcelle cadastrée section AP n°454 dans le cadre de travaux pour l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique de l'ancien gymnase Chareyre, quartier Mazorel-Nord.

AUTORISE la signature d'une convention de servitudes avec ENEDIS,

AUTORISE Monsieur le Maire ou un Adjoint le représentant à signer tout acte ou pièce relative à ce dossier.

Fait et délibéré par les Conseillers Municipaux soussignés.

Ont signé au registre les membres présents.

A Crest, le

Hervé MARITON  
Député-Maire de Crest







## CONVENTION DE SERVITUDES

Commune de : Crest

Département : DROME

Une ligne électrique souterraine : 400 Volts

N° d'affaire Enedis : DC24/032614 IDM-RAC-C5 EXT MAIRIE CHEMIN REVEZ LONG

Chargé d'affaire Enedis : DAUPHIN ISABELLE

### Entre les soussignés :

**Enedis**, SA à directoire et à conseil de surveillance au capital de 270 037 000 € euros, dont le siège social est sis 34 place des Corolles, 92079 PARIS LA DEFENSE Cedex, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442- TVA intracommunautaire FR 66444608442, représentée par Monsieur Christian VIVES, le Directeur Régional Sillon Rhodanien- 288 rue Duguesclin 69003 LYON, dûment habilité à cet effet,

désignée ci-après par " Enedis "

d'une part,

**Et**

Nom \*: **COMMUNE DE CREST** représenté(e) par son (sa) ....., ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du .....

Demeurant à : **MAIRIE 0014 RUE DE LA REPUBLIQUE, 26400 CREST**

Téléphone : .....

Né(e) à :

Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après indiqués

(\*) Si le propriétaire est une société, une association, un GFA, indiquer la société, l'association, représentée par M ou Mme suivi de l'adresse de la société ou association.

(\*) Si le propriétaire est une commune ou un département, indiquer « représenté(e) par son Maire ou son président ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil Municipal ou du Conseil Général en date du...

désigné ci-après par « le propriétaire ».

d'autre part,

**Il a été exposé ce qui suit :**

Le propriétaire déclare que la parcelle ci-après lui appartient :

Commune	Prefixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières, prairies, pacage, bois, forêt ...)
Crest		AP	0454	MAZOREL-NORD,	

Le propriétaire déclare en outre, conformément au décret n° 70-492 du 11 juin 1970, que la parcelle, ci-dessus désignée est actuellement (\*) :

- ☐ non exploitée(s)
- ☐ exploitée(s) par-lui même .....
- ☐ exploitée(s) par .....

qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu dudit décret s'il l'exploite lors de la construction de la(les) lignes électrique(s) souterraine(s). Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur.

(\* ne concerne que les parcelles boisées ou forestières et les terrains agricoles)

Les parties, vu les droits conférés aux concessionnaires des ouvrages de distribution d'électricité tant par les articles L.323-3 et suivants du Code de l'énergie que par le décret n° 70-492 du 11 juin 1970, vu le décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis et à titre de reconnaissance de ces droits, sont convenues de ce qui suit :

**ARTICLE 1 - Droits de servitudes consentis à Enedis**

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, mentionnés ci-dessous, sur la parcelle, ci-dessus désignée, le propriétaire reconnaît à Enedis, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

1.1/ Etablir à demeure dans une bande de 1 mètres de large, 1 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ 55 mètres ainsi que ses accessoires.

1.2/ Etablir si besoin des bornes de repérage.

1.3/ Poser sur socle un ou plusieurs coffret(s) et/ou ses accessoires

1.4/ Effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres, qui se trouvant à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé que Enedis pourra confier ces travaux au propriétaire, si ce dernier le demande et s'engage à respecter la réglementation en vigueur, notamment le décret n°2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution (codifié aux articles R554-19 et suivants du Code de l'environnement).

1.5/ Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution d'électricité (renforcement, raccordement, etc).

Par voie de conséquence, Enedis pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement averti des interventions, sauf en cas d'urgence.

**ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire**

## 2.1/ Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles.

Le propriétaire s'interdit toutefois, dans l'emprise des ouvrages définis à l'article 1er, de faire aucune modification du profil des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la solidité des ouvrages.

Le propriétaire s'interdit également de porter atteinte à la sécurité des installations.

2.2/ Si le propriétaire se propose soit de clore, soit de bâtir, soit de démolir, réparer ou surélever une construction existante, il devra faire connaître à Enedis par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception adressée au domicile élu ci-dessus mentionné, deux mois avant le début des travaux, la nature et la consistance des travaux qu'il envisage d'entreprendre en fournissant tous les éléments d'appréciation ; Enedis sera tenu de lui répondre dans le délai d'un mois à compter de la date de l'avis de réception.

Si la distance réglementaire entre les ouvrages établis sur la parcelle et la construction projetée n'est pas respectée, Enedis sera tenu de modifier ou de déplacer les ouvrages électriques. Cette modification ou ce déplacement sera réalisé selon le choix technique arrêté par Enedis et à ses frais. Cependant, le propriétaire pourra consentir au maintien des ouvrages moyennant le versement d'une indemnité en raison de l'obstacle apporté à la réalisation de ses projets.

Si Enedis est amené à modifier ou à déplacer ses ouvrages, il pourra demander au propriétaire ou l'exploitant du terrain, compte tenu de la durée pendant laquelle les ouvrages auront été implantés, la restitution de tout ou partie de l'indemnité versée uniquement dans l'hypothèse d'un terrain agricole, boisé ou forestier, en application de l'article 3 ci-dessous.

Si le propriétaire n'a pas, dans le délai de deux ans à partir de la modification ou du déplacement, exécuté les travaux projetés, Enedis sera en droit de lui réclamer le remboursement des frais de modification ou de déplacement des ouvrages, sans préjudice de tous autres dommages et intérêts s'il y a lieu.

## ARTICLE 3 – Indemnisation éventuelle

3.1/ La présente convention est conclue à titre gratuit, sauf lorsque la parcelle objet de la présente convention fait l'objet d'une exploitation boisée, forestière ou agricole au sens des protocoles d'accord<sup>1</sup>, conclus entre la profession agricole et Enedis, en vigueur à la date de signature de la présente convention.

Dans ces seules hypothèses, Enedis verse au propriétaire et/ou l'exploitant, qui accepte, à titre de compensation forfaitaire des préjudices de toute nature résultant pour celui-ci de l'exercice de droits reconnus à l'article 1er, une indemnité de zéro euro.

Le montant de cette indemnité est à partager à parts égales entre les propriétaires indivis.

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures, bois, forêts et aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres indemnisés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet, d'une indemnité versée suivant la nature du dommage, soit au propriétaire, soit à l'exploitant et fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent. Enedis s'engage à remettre en état, à ses frais, le tènement foncier et le bâti ayant subi d'éventuelles dégradations causées dans le cadre des présentes, et ce en l'état dans lequel ils se trouvaient préalablement à son intervention.

<sup>1</sup> Protocoles "dommages permanents" et "dommages instantanés" relatifs à l'implantation et aux travaux des lignes électriques aériennes et souterraines situées en terrains agricoles

## ARTICLE 4 - Responsabilité

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels directs et indirects qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions, causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. Au cas où les parties ne s'entendraient pas sur le quantum de l'indemnité, celle-ci sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

## ARTICLE 5 – Effets de la présente convention

En vertu du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, la présente convention produit, tant à l'égard du propriétaire et de ses ayants droit que des tiers, les effets de l'arrêté préfectoral prévu à l'article L.323-3 et suivants du Code de l'énergie.

Par voie de conséquence, le propriétaire s'engage dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage en outre à faire reporter dans tout acte relatif aux parcelles concernées par les ouvrages électriques définis à l'article 1er, les termes de la présente convention.

**ARTICLE 6- Litiges**

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent de rechercher un règlement amiable. A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

**ARTICLE 7 - Entrée en vigueur**

La présente convention prend effet à compter de la date de signature par les parties. Elle est conclue pour la durée des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

Eu égard aux impératifs de la distribution publique, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

Elle sera visée pour timbre et enregistrée gratis en application de l'article 1045 du Code Général des Impôts.

Un exemplaire de la convention sera remis au propriétaire après accomplissement par Enedis des formalités éventuelles nécessaires.

La présente convention pourra faire l'objet d'un acte authentique par-devant notaire à la demande de l'une des parties, les frais dudit acte restant à la charge d'Enedis.

Fait en QUATRE ORIGINAUX et passé à.....

Le.....

Nom Prénom	Signature
COMMUNE DE CREST représenté(e) par son (sa) ..... , ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil ..... en date du	

(1) Faire précéder la signature de la mention manuscrite "LU et APPROUVE"

(2) Parapher les pages de la convention et signer les plans

Cadre réservé à Enedis

A....., le .....





Quai MAZOREL

Bâtiment fermé le jour de l'étude

BT à déposer

454/AP

2

2a

450/AP

PARKING










































BT 150 + N AI

TGI

Si câble déficient  
Même solution  
Faire l'ajout sur BT 150 + N AI

Tracé incertain  
Câble BT non répertorié sur Carte 1/2000ème  
Vérifier la qualité du câble (4 pas de courbe circulaires)

Une solution :  
Replacer câble BT existant  
dans BÂTIMENT posé contre bâtiment  
Vu avec I. DAUPHIN EPIDY  
par téléphone le 30.05.16

	Parcelle(s) vous appartenant
	Ligne Basse Tension Souterraine Projétée
	Ligne Basse Tension Souterraine à conserver
	Ligne Basse Tension Souterraine à abandonner
	Ligne Haute Tension Souterraine Projétée
	Ligne Haute Tension Souterraine à conserver
	Ligne Haute Tension Souterraine à abandonner
	Ligne Eclairage Public Souterraine à conserver
	Fourreau en attente
	Ligne Basse Tension Aérienne Projétée
	Ligne Basse Tension Aérienne à conserver
	Ligne Basse Tension Aérienne à Déposer/Reposer
	Ligne Basse Tension Aérienne à supprimer
	Ligne Haute Tension Aérienne Projétée
	Ligne Haute Tension Aérienne à conserver
	Ligne Haute Tension Aérienne à Déposer/Reposer
	Ligne Haute Tension Aérienne à supprimer
	Mise à la terre à implanter
	Coffret Electrique à implanter
	Coffret Branchement à implanter
	Coffret existant à conserver
	Coffret Branchement existant à conserver
	Remontée Câble Basse Tension à réaliser
	Remontée Câble Haute Tension à réaliser
	Poste Transfo à implanter
	Poste Transfo existant
	Poste Transfo à supprimer
	Poteau Béton à implanter
	Poteau Béton à conserver
	Poteau Bois à conserver
	Poteau Béton à déposer
	Poteau Bois à implanter
	2 Poteaux Bois Jumelés à implanter
	2 Poteaux Bois Contrefichés à implanter
	Poteau Bois à déposer
	2 Poteaux Bois Contrefichés à conserver
	2 Poteaux Bois Jumelés à conserver
	2 Poteaux Bois Contrefichés à déposer
	Pylône à conserver
	Lampe Eclairage Public à conserver
	Lampe Eclairage Public à déposer

**N° EUCLYD: 16223 SL**

**SIGNATURE DU PROPRIETAIRE**



